



Groupe de la Banque mondiale

PLAN
D'ACTION
SUR LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE

2021-2025
Soutenir un développement
vert, résilient et inclusif

© 2021 Groupe de la Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été réalisé par le personnel du Groupe de la Banque mondiale. Le « Groupe de la Banque mondiale » désigne les organisations juridiquement distinctes que sont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA).

Bien qu'il soit considéré comme fiable, le Groupe de la Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, la fiabilité ou l'exhaustivité du contenu de cet ouvrage, ni les conclusions ou les jugements qui y sont décrits, et décline toute responsabilité en cas d'omission ou d'erreur (y compris, mais sans s'y limiter, les erreurs typographiques et les erreurs techniques) dans ce contenu ou en cas de confiance dans celui-ci. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part du Groupe de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. Les observations, interprétations et conclusions qu'il contient ne reflètent pas nécessairement l'opinion des organisations membres du Groupe de la Banque mondiale, de leurs Conseils d'administration respectifs et des pays qu'ils représentent.

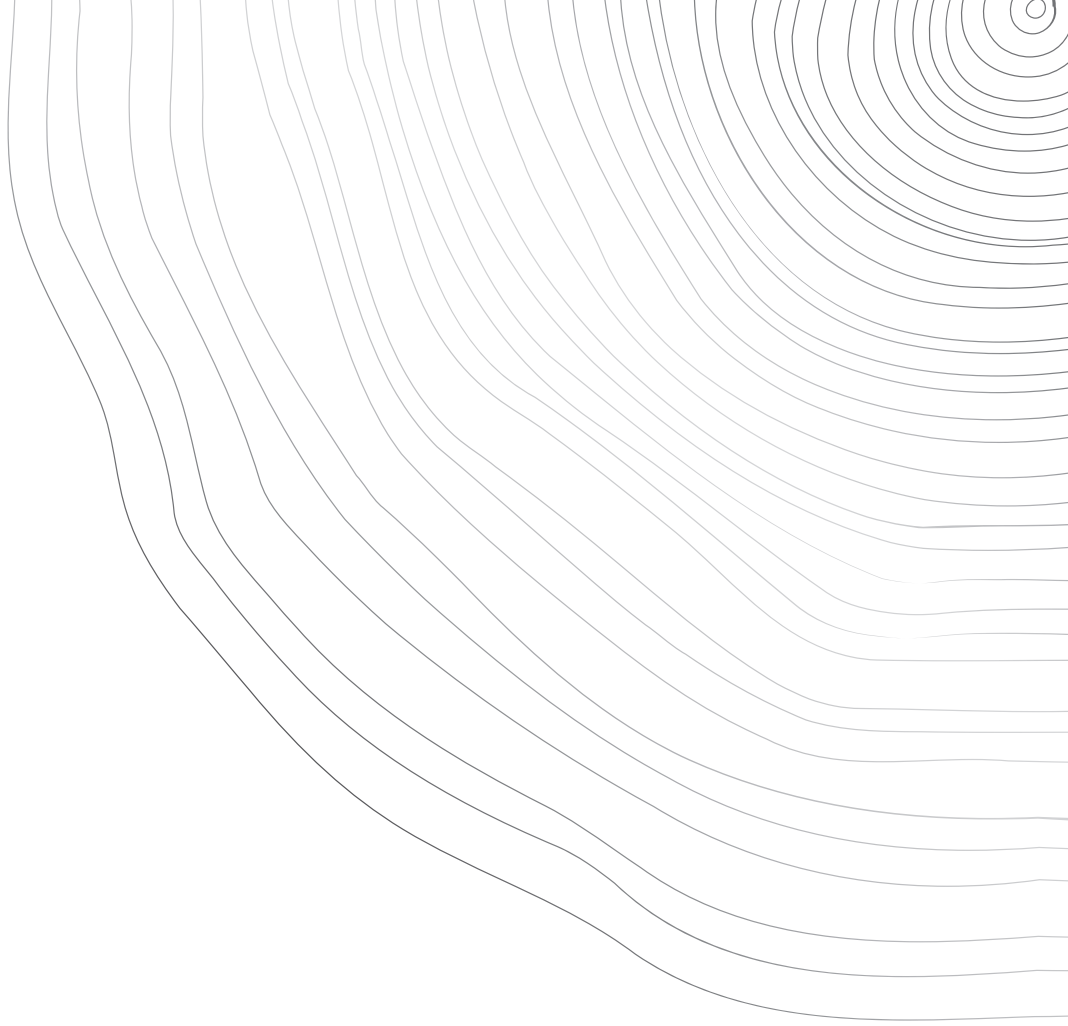
Le contenu de cet ouvrage est destiné à des fins d'information générale uniquement et ne constitue pas un conseil juridique, un conseil en valeurs mobilières ou un conseil en investissement, une opinion concernant le caractère approprié d'un investissement ou une sollicitation de quelque nature que ce soit. Les organisations du Groupe de la Banque mondiale ou leurs affiliés peuvent détenir un investissement, fournir d'autres conseils ou services, ou avoir un intérêt financier dans certaines des sociétés et parties citées dans le présent document.

Rien dans le présent ouvrage ne peut constituer ou être interprété ou considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de l'une quelconque des organisations du Groupe de la Banque mondiale, qui sont tous spécifiquement réservés.

Droits et licences

Le contenu de la présente publication fait l'objet d'un dépôt légal. Le Groupe de la Banque mondiale encourageant la diffusion de ses travaux, cet ouvrage peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source. Toutes les demandes concernant les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; e-mail : pubrights@worldbank.org.

Conception de la couverture : Simone McCourtie
Conception : Bradley Amburn



PLAN
D'ACTION
SUR LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE

2021-2025
Soutenir un développement
vert, résilient et inclusif

TABLE DES MATIÈRES

Résumé analytique	i
Introduction	1
Aperçu	2
Réalisations dans le cadre du plan d'action sur le changement climatique 2016-2020	5
Promouvoir un développement vert, résilient et inclusif	7
Aligner le climat et le développement	9
Diagnostic, planification et politiques des pays en matière de climat et de développement	10
Alignement sur l'Accord de Paris	15
Financement de l'action climatique et impact	17
Accorder la priorité aux transitions des systèmes clés	19
Énergie	20
Agriculture, alimentation, eau et terres	25
Villes	29
Transports	31
Industrie manufacturière	33
Octroyer des financements pour soutenir les transitions	36
Renforcer les ressources publiques nationales des pays bénéficiaires	39
Mobiliser et catalyser les capitaux privés	39
Financement concessionnel	43
Conclusion	45
Notes	47

En Zambie, un programme a permis de créer près de 250 fermes-écoles qui forment plus de 10 000 agriculteurs à des pratiques agricoles respectueuses du climat, augmentant ainsi les rendements et les revenus, tout en contribuant à la préservation des forêts. — PHOTO : SARAH FRETWELL/BANQUE MONDIALE



RÉSUMÉ ANALYTIQUE



Introduction

Nos réponses collectives au changement climatique, à la pauvreté et aux inégalités sont des choix déterminants pour notre époque. Nous devons relever ces défis ensemble pour atteindre notre double objectif de réduction de la pauvreté et de renforcement de la prospérité partagée. La pandémie de COVID-19 et la crise économique ont été dévastatrices, et alors que nous aidons les pays à faire face à la crise en cours et à se reconstruire, il est urgent d'intégrer les stratégies climatiques et de développement afin d'assurer un développement vert, résilient et inclusif. La mise en œuvre d'un programme climatique ambitieux implique des compromis, notamment des coûts de transition, mais ceux-ci peuvent être réduits grâce à une approche axée sur les personnes, à des politiques budgétaires et sociales efficaces et à des politiques permettant d'attirer les investissements du secteur privé. Le coût de l'inaction face au changement climatique est déjà immense et ne fera que s'accroître. Le Groupe de la Banque mondiale reconnaît qu'à l'échelle mondiale, les pauvres, qui sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, sont ceux qui souffrent souvent le plus des effets du changement climatique.

Les pays bénéficiaires du Groupe de la Banque mondiale et ses clients du secteur privé ont de solides raisons de lutter contre le changement climatique. Non seulement nombre d'entre eux sont très vulnérables aux effets du climat, qui menacent leur développement et le bien-être de leur population, mais ils doivent rester compétitifs à mesure que l'économie mondiale s'oriente vers la neutralité climatique. Une transition bien gérée peut permettre à l'action climatique de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et de réduire la pauvreté. Accélérer la transformation économique est le meilleur moyen de stimuler durablement l'emploi. Le Groupe de la Banque mondiale travaillera avec les secteurs public et privé pour soutenir le programme d'action pour le climat. Par exemple, les interventions du secteur public peuvent aider les pays à mettre en œuvre des réformes politiques et réglementaires et à créer des incitations pour attirer des participants du secteur privé et en catalyser les investissements, en utilisant nos nombreux instruments financiers et de conseil.

Le Groupe de la Banque mondiale est le plus grand fournisseur multilatéral de financement de l'action climatique en faveur des pays en développement et a augmenté son financement à des niveaux sans précédent au cours des deux dernières années. En nous appuyant sur notre soutien de longue date à l'action climatique, nous entendons aller plus loin et plus vite pour aider les pays à intégrer le climat dans leur programme de développement. Le contexte actuel est très différent de celui de 2016, lorsque le Groupe de la Banque mondiale a lancé son premier Plan d'action sur le changement climatique (2016-2020). Outre la pandémie de COVID-19, au cours des deux dernières années, de grands pays avancés et en développement se sont engagés à réduire à zéro leurs émissions nettes d'ici à 2050 et à emprunter des trajectoires d'émissions leur permettant d'atteindre leur point culminant en 2030.

Le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 vise à promouvoir les aspects liés au changement climatique de l'approche de développement vert, résilient et inclusif (en anglais *Green, Resilient, and Inclusive Development*, GRID) du Groupe de la Banque mondiale, qui vise l'éradication de la pauvreté et la prospérité partagée dans une optique de durabilité. Dans le Plan d'action, nous aiderons les pays et les clients du secteur privé à maximiser l'impact du financement de l'action climatique, en visant des améliorations mesurables en matière d'adaptation et de résilience, ainsi que des réductions mesurables des émissions de gaz à effet de serre. Le Plan d'action tient également compte de l'importance vitale du capital naturel, de la biodiversité et des services écosystémiques et renforcera le soutien aux solutions fondées sur la nature, étant donné leur importance tant pour

l'atténuation que pour l'adaptation. Dans le cadre de ses efforts pour stimuler l'action climatique, le Groupe de la Banque mondiale participe depuis longtemps à des partenariats clés et à des forums de haut niveau visant à renforcer les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique.

Ce nouveau Plan d'action marque le passage d'une approche de projets verts à des économies vertes dans leur entièreté, et de la focalisation sur les facteurs de production à celle sur les impacts. Il est axé sur : i) l'intégration du climat et du développement ; ii) l'identification et la hiérarchisation des mesures à prendre pour les plus grandes possibilités d'atténuation et d'adaptation ; et iii) l'utilisation de ces mesures pour orienter notre financement de l'action climatique et mobiliser des capitaux privés de manière à obtenir les meilleurs résultats. Cela signifie qu'il faut aider les plus grands émetteurs à aplanir la courbe de leurs émissions et à accélérer la tendance à la baisse, et augmenter le financement de l'adaptation pour aider les pays et les clients du secteur privé à se préparer et à s'adapter au changement climatique, tout en poursuivant des objectifs de développement plus larges grâce à l'approche GRID.

Le Groupe de la Banque mondiale intensifiera ses efforts sur un certain nombre de fronts :

I. Aligner le climat et le développement

Ce Plan d'action part du principe que le climat et le développement doivent être intégrés, à la fois pour faciliter une atténuation et une adaptation réussies, et pour garantir un développement économique durable. Pour ce faire, i) nous intensifierons notre engagement au niveau national en matière de diagnostic, de planification et de politiques relatives au climat et au développement, afin d'aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de climat et de développement ; ii) nous alignerons les flux financiers du Groupe de la Banque mondiale sur les objectifs de l'Accord de Paris, afin d'intégrer davantage le climat dans nos activités de développement ; et iii) nous augmenterons le financement de l'action climatique pour l'atténuation et l'adaptation de manière à obtenir les meilleurs résultats.

Diagnostic, planification et politiques des pays en matière de climat et de développement

Nous établirons une base analytique solide au niveau mondial et national, notamment en introduisant des rapports-pays sur le climat et le développement (RPCD) qui traitent de l'interaction entre le climat et le développement. Les RPCD seront utilisés pour orienter, hiérarchiser et ordonner l'action climatique à travers le processus d'implication des pays et ainsi mettre en œuvre le Plan d'action. Ces rapports-pays enquêteront sur les effets que le changement climatique et la décarbonation peuvent avoir sur la trajectoire et les priorités de développement d'un pays, et identifieront les éventuelles mesures d'atténuation, d'adaptation et de renforcement de la résilience devant améliorer les résultats du développement. Ils soutiendront la préparation et la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) et des stratégies à long terme (SLT) de nos pays bénéficiaires et alimenteront les diagnostics-pays systématiques, les diagnostics-pays du secteur privé et les cadres de partenariat-pays du Groupe de la Banque mondiale. Au cours de l'année prochaine, nous prévoyons de réaliser jusqu'à 25 RPCD, en nous concentrant pour cette première série sur les pays en développement dont les émissions de carbone sont particulièrement importantes et/ou qui sont très vulnérables au changement climatique. Ces diagnostics étayeront le dialogue au niveau national sur les orientations politiques et le renforcement institutionnel. Nous soutiendrons une approche globale de l'économie qui met l'accent sur les politiques et les plans visant à créer un environnement propice à l'action climatique et à apporter des changements transformateurs, notamment une croissance tirée par le secteur privé. Loin de se contenter de rendre des projets plus verts, le Groupe de la Banque mondiale s'attachera à rendre plus vertes des économies entières, tout en soutenant une transition juste.

Aligner nos flux financiers sur l'Accord de Paris

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à aligner ses flux de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris. Nous définissons cet alignement comme étant la fourniture aux bénéficiaires d'un soutien qui soit cohérent avec les trajectoires menant à un développement à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique. Pour la Banque mondiale, nous prévoyons d'aligner toutes les nouvelles opérations d'ici au 1^{er} juillet 2023, soit le début de l'exercice 24. Pour l'IFC et la MIGA, 85 % des opérations du secteur réel approuvées par le Conseil d'administration seront alignées à partir du 1^{er} juillet 2023, et 100 % deux ans plus tard, à partir du 1^{er} juillet 2025. Pour y parvenir, les deux institutions commenceront à aligner 100 % de leurs projets au stade de la conception bien avant le 1^{er} juillet 2023. Une fois qu'une méthodologie pour les institutions financières et les fonds sera finalisée parmi les banques multilatérales de développement (BMD), une approche similaire sera adoptée pour cette activité également. L'Accord de Paris reconnaît que les pays présentent des situations différentes et leur donne une certaine latitude dans les voies qu'ils choisissent pour atteindre l'objectif primordial d'un développement résilient et à faibles émissions de carbone. Le soutien que nous apportons aux pays et aux clients du secteur privé respecte de la même manière les besoins et les circonstances propres à chaque pays en ce qui concerne l'intégration des résultats en matière de climat et de développement et l'élaboration de trajectoires vertes, résilientes et inclusives. Le Groupe de la Banque mondiale produira un plan de mise en œuvre de l'alignement sur l'Accord de Paris avec des échéances précises et des résultats clairs.

Accroître notre financement de l'action climatique et notre impact sur le climat

Nous nous engageons à atteindre 35 % de financement de l'action climatique pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, en moyenne sur les cinq années 2021-2025. Il s'agit d'une forte augmentation par rapport à la moyenne de 26 % atteinte au cours des exercices 16 à 20 et d'une augmentation encore plus importante des engagements monétaires, car le financement total du Groupe de la Banque mondiale s'est également accru. Ce Plan d'action souligne le caractère central de l'adaptation, au moins 50 % des financements climatiques de l'IDA et de la BIRD devant être alloués à l'adaptation pour soutenir une série d'activités qui réduisent la vulnérabilité, conformément aux orientations stratégiques définies dans le Plan d'action du Groupe de la Banque mondiale sur l'adaptation et la résilience au changement climatique¹. De même, l'IFC et la MIGA comprennent que l'adaptation est essentielle et intensifient leurs efforts pour identifier les opportunités d'investissement du secteur privé dans ce domaine. Un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale guidera nos efforts alors que nous travaillons dans l'ensemble de l'institution pour expérimenter des approches dans plusieurs pays, afin d'élaborer des politiques et des réglementations de soutien pour aider à stimuler l'investissement du secteur privé². Nous allons également renforcer notre orientation vers les résultats en élaborant des métriques, le cas échéant, qui permettent de mieux appréhender notre impact sur le climat, notamment du point de vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

II. Accorder la priorité aux transitions des systèmes clés

Nous soutiendrons les investissements publics et privés transformateurs dans cinq systèmes clés : l'énergie ; l'agriculture, l'alimentation, l'eau et les terres ; les villes ; les transports ; et l'industrie manufacturière. Ces systèmes sont prioritaires parce qu'ils sont ceux qui contribuent le plus aux émissions — ensemble, ils génèrent plus de 90 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre — et rencontrent d'importantes difficultés d'adaptation, ce qui fait du soutien à l'adaptation une priorité essentielle pour les cinq systèmes. Ces systèmes sont également essentiels pour atteindre les objectifs de développement. Leur transformation est essentielle pour les pays à tous les stades de développement et nécessite une action du secteur public pour catalyser le secteur privé, à la fois pour libérer des opportunités économiques majeures et créer de nouveaux emplois et pour réduire les émissions et limiter les effets du changement climatique. Le Groupe de la Banque mondiale accordera la priorité à l'action climatique

dans tous ces secteurs — en soutenant également, dans la mesure du possible, le capital naturel et la biodiversité — afin de mettre en œuvre des opérations et des programmes nationaux efficaces, notamment des investissements dans les secteurs public et privé, des garanties et des services de conseil. Des investissements significatifs dans l'éducation, la formation et la reconversion pour développer les compétences dans ces secteurs clés sont essentiels, afin que les habitants de nos pays bénéficiaires puissent profiter des nouveaux et meilleurs emplois créés par ces transitions systémiques.

Énergie

Alors que le Groupe de la Banque mondiale investit dans l'élargissement de l'accès à l'énergie — environ 800 millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas l'électricité —, nous avons besoin de toute urgence d'une transition mondiale vers une énergie à faibles émissions de carbone qui soit résiliente au changement climatique et aux événements extrêmes. Les priorités du Groupe de la Banque mondiale dans le secteur sont les suivantes : aider les pays à planifier le secteur de l'électricité, à réformer les subventions à l'énergie et à améliorer les performances opérationnelles et financières des services publics ; investir dans des projets visant à accroître l'accès à l'énergie, notamment par le biais des énergies renouvelables et de l'amélioration du rendement énergétique ; et assurer une transition équitable vers l'abandon du charbon. Les priorités de l'action climatique dans ce secteur dépendront du contexte national : dans les pays à revenu intermédiaire à fortes émissions, par exemple, les mesures clés peuvent inclure la fermeture des centrales électriques à charbon, le remplacement des combustibles fossiles dans l'ensemble de l'économie et la suppression des obstacles commerciaux aux technologies vertes, tout en maintenant une transition juste, ce qui nécessite un financement approprié. Pour les pays à faible revenu qui s'efforcent encore de fournir un accès à l'énergie à tous, il est essentiel d'investir dans une capacité de production de base à faible intensité de carbone, y compris les énergies renouvelables.

Agriculture, alimentation, eau et terres

Le Groupe de la Banque mondiale renforcera son soutien à une agriculture intelligente face aux changements climatiques dans l'ensemble des chaînes de valeur agricoles et alimentaires, y compris l'économie bleue, par le biais d'interventions politiques et technologiques, en utilisant des solutions fondées sur la nature, le cas échéant. Cette démarche peut avoir des effets bénéfiques sur trois plans : amélioration de la productivité, réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la résilience. Le Groupe de la Banque mondiale se penchera sur les options politiques et les compromis nécessaires à la lutte contre la perte et le gaspillage de nourriture. Elle aidera les pays à gérer ensemble les risques d'inondation et de sécheresse, de manière à réduire les chocs liés à l'eau et à protéger les moyens de subsistance et les ressources productives. Le Groupe de la Banque mondiale expérimentera dans ses opérations un protocole de surveillance, de déclaration et de vérification à faible coût et en temps quasi réel, qui peut avoir un effet multiplicateur sur les capitaux privés pour améliorer la séquestration du carbone dans le sol. L'IFC travaillera avec ses clients pour améliorer la productivité, tout en réduisant l'utilisation d'intrants, les émissions de gaz à effet de serre par tonne de production, et en diminuant les pertes après récolte dans les chaînes d'approvisionnement au niveau mondial.

Villes

Le Groupe de la Banque mondiale renforcera son soutien aux villes, notamment l'assistance technique et le financement, pour les aider à décarboner et à renforcer leur résilience, tout en soutenant des objectifs de développement plus larges. Cela signifie qu'il faut soutenir les politiques, les réglementations et les investissements qui visent à améliorer la qualité de l'air en milieu urbain ; décarboner les systèmes énergétiques urbains ; promouvoir les infrastructures et les bâtiments verts et économes en ressources ; favoriser la gestion intégrée des déchets solides et les approches d'économie circulaire ; améliorer les transports urbains ; et améliorer la couverture, l'efficacité et la résilience de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et du traitement des eaux usées en milieu urbain. Il est particulièrement important

d'améliorer la planification et la réglementation de l'utilisation des sols urbains. L'IFC renforcera ses partenariats stratégiques par le biais d'une approche totalement intégrée en matière d'investissement et de conseil, afin d'aider les villes à remédier aux défaillances actuelles du marché, telles que les fonds limités pour la préparation des projets, la faible solvabilité et le manque d'expertise technique. L'IFC et la MIGA développeront leurs activités dans le domaine de l'écoconstruction, à la fois par le biais de financements directs et de la réduction des risques pour les propriétaires d'actifs, et en augmentant le recours aux prêts hypothécaires verts et au financement de l'écoconstruction par le biais d'intermédiaires financiers. Le Groupe de la Banque mondiale aide les pays et les villes à adopter des approches intégrées de gestion des déchets et d'économie circulaire, afin de favoriser l'atteinte des objectifs en matière de climat, de développement et de durabilité au sens large.

Transports

L'approche du Groupe de la Banque mondiale en matière de transports résilients et à faibles émissions de carbone soutiendra les améliorations de la mobilité et de l'accessibilité urbaines, ainsi que de la logistique et du fret. Il s'agit notamment de planifier, de développer et de gérer des systèmes de transport intégrés, y compris des transports publics de qualité pour remplacer les véhicules particuliers et les services de transport urbain informels fragmentés, ainsi que de soutenir la mobilité active (notamment la marche et le cyclisme). Les technologies numériques et les véhicules électriques recèlent un potentiel important, en particulier à mesure que le secteur de l'électricité se décarbone, tout comme les réformes de la tarification et de la réglementation des carburants et des véhicules. Les interventions visant à décarboner le secteur du fret et à mettre en place une logistique compétitive comprennent la réorganisation des chaînes d'approvisionnement, y compris le soutien au développement de la logistique contractuelle et de la logistique sous température dirigée, la modification des pratiques d'inventaire, le rapprochement de la production des clients, le passage à des modes de transport à plus faibles émissions de carbone, le passage à des véhicules à haut rendement énergétique et à faibles émissions de carbone dans tous les modes, y compris dans le transport maritime, et l'optimisation des réseaux. L'IFC et la MIGA soutiendront également les investissements dans les équipements et les infrastructures à haut rendement énergétique, notamment dans les ports et les aéroports.

Industrie manufacturière

Le Groupe de la Banque mondiale aidera les secteurs de la fabrication à s'engager sur la voie de la décarbonation via l'utilisation efficace des ressources, les solutions à faibles émissions de carbone et l'économie circulaire. Le Groupe de la Banque mondiale travaillera avec les parcs industriels pour les aider à offrir des infrastructures et des services industriels à faibles émissions de carbone grâce à son programme de parcs éco-industriels. Il aidera également les pays et leurs industries à élaborer des politiques sectorielles qui favorisent une croissance résiliente et à faibles émissions de carbone, tout en contribuant à améliorer leur compétitivité verte, à mobiliser le secteur privé et à améliorer la préparation aux catastrophes. L'IFC mobilise et promeut les produits de financement de l'action climatique et les services de conseil, et la MIGA fournit des produits de réduction des risques, afin de soutenir les mesures de réduction éprouvées et les technologies innovantes que les clients souhaitent mettre en œuvre. L'IFC et la MIGA travailleront avec les entreprises clientes du secteur manufacturier, en particulier dans les secteurs des matériaux de base à forte intensité de gaz à effet de serre, pour les aider à réaliser leurs stratégies et leurs objectifs climatiques.

III. Octroyer des financements pour soutenir les transitions

Pour mener une action significative en faveur du climat, il faudra augmenter les financements. Cela est particulièrement important pour aider les pays les plus pauvres à réaliser de gros investissements dans les biens publics mondiaux, comme la réduction de l'utilisation du charbon, et à financer les efforts

d'adaptation, qui nécessitent des dépenses initiales, mais offrent des avantages croissants au fil du temps. Les pays en développement auront besoin d'investissements estimés à 4 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 pour construire des infrastructures répondant à leurs besoins de développement. Ces investissements permettront à ces pays de construire des infrastructures durables et résilientes, de créer de nouveaux emplois et, le cas échéant, de passer directement à des solutions à faibles émissions de carbone. Les flux financiers actuels sont loin d'atteindre ces objectifs. Pour atteindre les objectifs en matière de climat et de développement, le monde doit mobiliser des milliers de milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Les financements publics, privés et concessionnels de l'action climatique existants doivent être déployés de manière plus transformatrice et catalytique, en mobilisant des capitaux supplémentaires pour combler l'écart entre les ressources disponibles et les besoins.

La BIRD, l'IDA et l'IFC ont un modèle financier qui consiste à émettre des obligations notées AAA sur les marchés financiers, ce qui permet d'avoir un effet multiplicateur sur les rares capitaux des actionnaires grâce à une mobilisation importante de capitaux privés. Afin d'augmenter encore les financements disponibles et de maximiser l'utilisation des financements pour l'action climatique, le Groupe de la Banque mondiale va : i) aider les pays bénéficiaires à renforcer leurs ressources publiques nationales ; ii) accroître la mobilisation des capitaux internationaux et nationaux, notamment en catalysant les capitaux privés nationaux ; et iii) soutenir les efforts mondiaux visant à mobiliser et à déployer stratégiquement des financements concessionnels pour l'action climatique afin de réduire les risques liés aux investissements climatiques.

Le secteur financier au sens large peut et doit également jouer un rôle clé, à la fois en mobilisant des capitaux pour des investissements verts et à faibles émissions de carbone et en gérant les risques climatiques. Le Groupe de la Banque mondiale aidera le secteur financier à devenir plus vert dans les marchés émergents via sa collaboration avec les banques centrales, les banques nationales de développement et les institutions financières du secteur privé. Cette assistance se fera notamment grâce à des missions de conseil ciblées visant à doter les clients des cadres nécessaires à la création d'environnements favorables et de pratiques d'atténuation des risques afin d'adopter l'action climatique, tout en permettant la mise en place de mécanismes de financement innovants et modulables à l'appui des investissements durables.

Conclusion

S'attaquer à la crise climatique tout en répondant aux besoins urgents en matière de développement : tel est le défi fondamental de notre époque. S'appuyant sur les réalisations du Plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 du Groupe de la Banque mondiale, ce deuxième Plan d'action a été élaboré dans le contexte exceptionnel d'une pandémie, avec un effondrement de l'économie mondiale d'une vitesse et d'une ampleur jamais observées depuis des décennies, et une profonde incertitude quant à l'avenir. Nous avons maintenant l'occasion — et l'obligation — de passer à un mode de développement résilient et à faibles émissions de carbone, tout en soutenant le capital naturel, la croissance économique et la création d'emplois. Le Groupe de la Banque mondiale, par son plaidoyer mondial, son pouvoir de mobilisation et son soutien aux pays bénéficiaires et au secteur privé, sera un acteur clé de cet effort. Grâce à de nouveaux diagnostics qui permettront d'identifier les possibilités d'adaptation et d'atténuation les plus importantes, à un soutien accru aux pays pour l'élaboration de leurs CDN et de leurs stratégies à long terme, et à un soutien renforcé pour une transition juste, nous nous attèlerons à intégrer le climat et le développement en augmentant le financement de l'action climatique et d'une transition juste, afin d'obtenir les meilleurs résultats pour les populations de nos pays bénéficiaires.

01

Au Niger, Amadou s'adapte à la sécheresse et à la désertification en diversifiant ses cultures. Il plante du manioc et des semences de mil résistantes à la sécheresse. — PHOTO: KAIA ROSE/ BANQUE MONDIALE

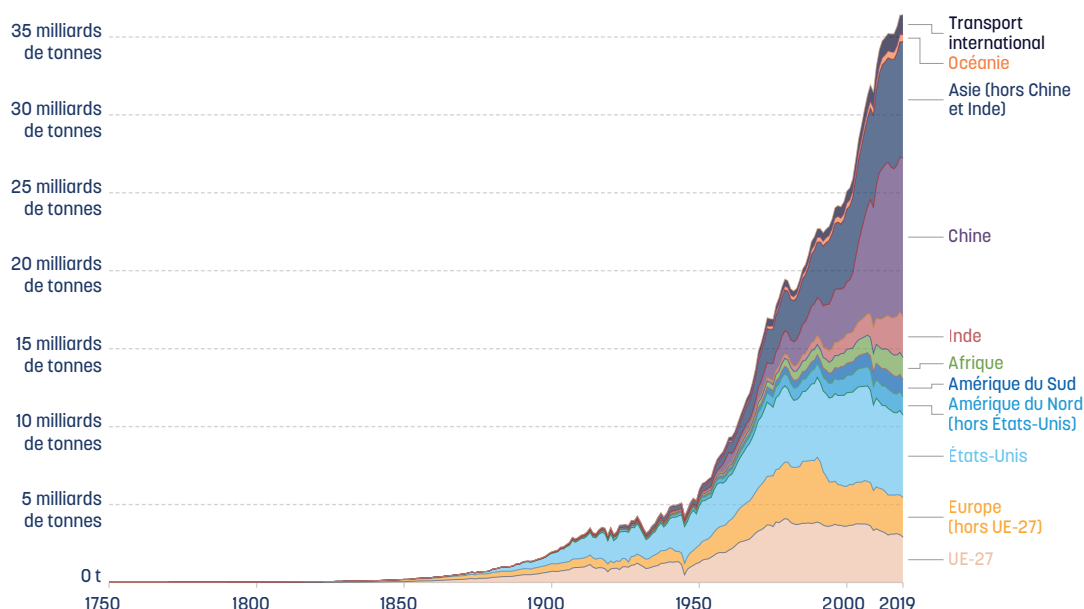


INTRODUCTION

APERÇU

Le changement climatique, la pauvreté et l'inégalité sont des défis majeurs de notre époque et il est essentiel que nous les abordions ensemble, en reconnaissant les interconnexions qui existent entre les personnes, la planète et l'économie. La pandémie de COVID-19 et ses incidences économiques ont été dévastatrices, et de nombreux pays sont toujours plongés dans la crise de la COVID-19, alors même qu'ils sont confrontés aux effets croissants du changement climatique. Ces crises ont encore aggravé les faiblesses structurelles croissantes de la dernière décennie. Alors que nous aidons les pays et les clients du secteur privé à répondre à la crise actuelle et à se reconstruire, il est urgent d'intégrer les stratégies climatiques et de développement pour soutenir un développement vert, résilient et inclusif³. Même si les Objectifs de développement durable (ODD) sont atteints d'ici à 2030, le changement climatique pourrait facilement éroder ces gains.

FIGURE 1 : Émissions totales annuelles de CO₂ par région du monde, 1750-2019



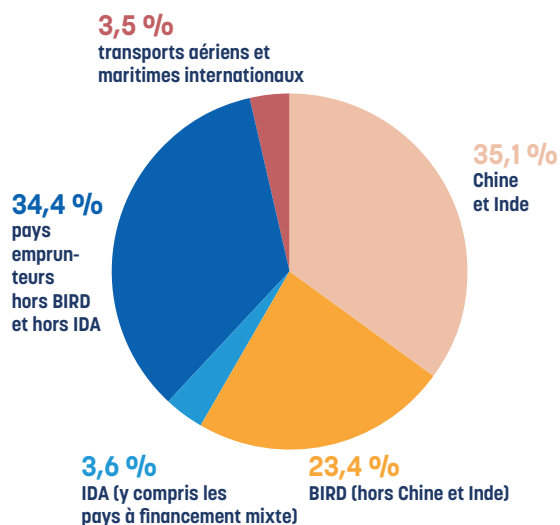
Note : Ce chiffre mesure les émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles et de la production de ciment uniquement — le changement d'affectation des sols n'est pas inclus. Les « différences statistiques » (incluses dans l'ensemble de données du GCP) ne sont pas incluses ici.

Source : Our World in Data, basé sur le Global Carbon Project

Les effets du changement climatique — en termes de perte de moyens de subsistance, d'insécurité alimentaire et hydrique, et d'effets négatifs sur le capital humain —, ainsi que la pauvreté et les inégalités, représentent une menace grave pour le double objectif du Groupe de la Banque mondiale de réduire l'extrême pauvreté et de stimuler une prospérité partagée. Lorsque le changement climatique s'ajoute à d'autres pressions sociales, économiques et environnementales, des risques complexes apparaissent, susceptibles d'accroître la vulnérabilité, d'exacerber les griefs et d'aggraver la fragilité déjà existante⁴. Le changement climatique augmente également les risques de déplacement interne, de migration et d'instabilité. Le coût d'un changement climatique non maîtrisé augmente chaque année, et tous les pays doivent prendre des mesures rapides et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique. Il est également primordial de mobiliser des capitaux privés pour soutenir ce programme, afin d'obtenir un effet d'échelle et un impact.

Par le passé, les pays industrialisés étaient les principaux responsables des émissions mondiales, mais certaines économies émergentes figurent désormais parmi les principaux émetteurs en valeur absolue. En 2019, la Chine et l'Inde ont contribué conjointement à 35,1 % des émissions mondiales de CO₂ ; tous les autres emprunteurs de la BIRD réunis, 23,4 % ; les emprunteurs hors BIRD et hors IDA, 34,4 % ; et les pays éligibles à l'IDA, seulement 3,6 %⁵. Étant donné que les économies émergentes et en développement représentent plus de la moitié de la croissance mondiale en termes de production et de consommation — et qu'elles vont tirer la croissance mondiale — il est crucial d'aplanir la courbe des émissions de gaz à effet de serre et d'accélérer la tendance à la baisse, en particulier pour les économies émergentes les plus émettrices, et de dissocier les émissions de la croissance grâce à un développement vert, résilient et inclusif, qui apportera également de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités de croissance.

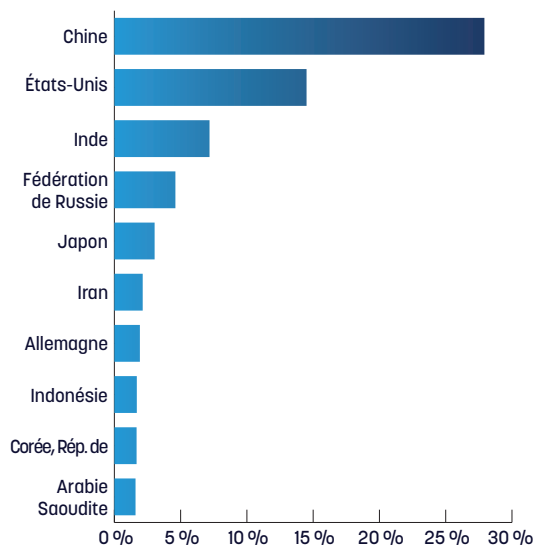
FIGURE 2 : Part des émissions mondiales de CO₂ par catégorie de prêts de la Banque mondiale, 2019



Note : Ce chiffre est une estimation basée sur les données combinées du Global Carbon Project (2020) et des groupes de pays et de prêts de la Banque mondiale (2019).

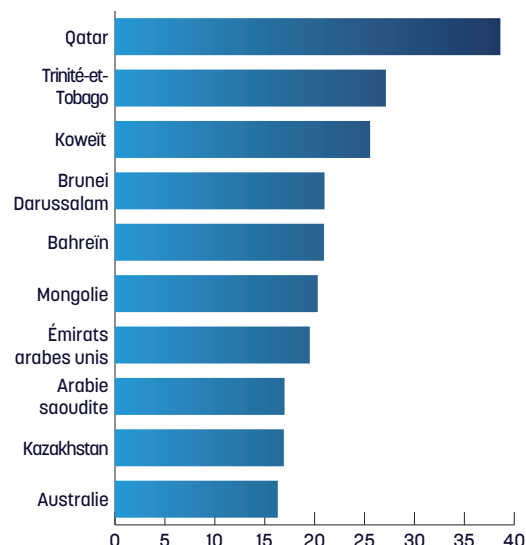
À l'échelle mondiale, les pauvres, qui sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, sont ceux qui souffrent souvent le plus des effets du changement climatique. Au cours de la dernière décennie, les pays bénéficiaires de l'appui de l'IDA ont été touchés par près de huit fois plus de catastrophes naturelles que dans les années 80, ce qui a entraîné un triplement des dommages économiques⁶. De même, les petits États insulaires en développement (PEID), les pays touchés par la fragilité et les conflits, et les pays à faible revenu font partie de ceux qui sont confrontés à de graves incidences du changement climatique. Cela signifie que même les pays qui, traditionnellement, étaient de faibles émetteurs de gaz à effet de serre ont de solides raisons de lutter contre le changement climatique : beaucoup sont très vulnérables aux

FIGURE 3 : Principaux pays émetteurs, 2019 (% des émissions mondiales absolues de CO₂)



Source : Our World in Data, basé sur le Global Carbon Project (2020).

FIGURE 4 : Principaux pays émetteurs par habitant, 2019 (tonnes de CO₂ par habitant)



Source : Our World in Data, basé sur le Global Carbon Project (2020).

FIGURE 5 : Le Plan d'action du Groupe de la Banque mondiale sur le changement climatique 2021-2025 en bref



effets climatiques, qui menacent leur développement et le bien-être de leur population. Ce Plan affirme le caractère essentiel des efforts d'adaptation pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables et s'engage à renforcer notre soutien à l'adaptation et à la résilience.

Le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 vise à promouvoir un développement vert, résilient et inclusif en renforçant le soutien aux bénéficiaires du Groupe de la Banque mondiale pour intégrer le climat dans leurs stratégies de développement. Le nouveau Plan d'action a été élaboré au cœur de la pandémie de COVID-19, une crise humanitaire et économique sans précédent, qui a entraîné une hausse du chômage, une baisse de la croissance et des crises budgétaires et de soutenabilité de la dette dans un certain nombre de pays bénéficiaires. L'objectif principal du Plan est d'accroître le financement de la lutte contre le changement climatique de manière à obtenir un impact maximal, en répondant aux besoins à court et à long termes des pays bénéficiaires et des clients du secteur privé. Cela signifie qu'il faut aider les plus grands émetteurs à aplanir la courbe des émissions de gaz à effet de serre et à accélérer la tendance à la baisse, tout en augmentant le financement de l'adaptation pour aider les pays à renforcer leur résilience au changement climatique. L'intégration du climat et du développement est essentielle à la réussite du Plan : il s'agit de trouver les meilleures possibilités de combiner l'atténuation et l'adaptation avec la croissance économique et la réduction de la pauvreté. L'engagement du secteur privé est tout aussi important, compte tenu de la capacité limitée dont disposent les gouvernements pour mettre en place et développer l'action climatique. Par le biais de partenariats, d'un plaidoyer et d'un leadership à l'échelle mondiale, ainsi que de son pouvoir de mobilisation, notamment en exerçant son influence sur le secteur privé, le Groupe de la Banque mondiale s'efforcera de promouvoir l'action climatique mondiale et de passer de projets verts à des économies entièrement vertes.

Le soutien du Groupe de la Banque mondiale sera adapté à la demande de chaque bénéficiaire et fondé sur le contexte de chaque pays. Bien que les contextes et les domaines d'intervention puissent être différents, il existe des possibilités de soutenir une transition à faibles émissions de carbone et de renforcer la résilience dans tous les pays bénéficiaires, y compris les clients du secteur privé. Dans les pays à faible revenu, nous nous attacherons à soutenir le développement, l'adaptation et le renforcement de la résilience face au climat, tout en faisant progresser les objectifs de développement tels que l'amélioration de l'accès à l'énergie, l'accroissement de la productivité agricole, l'amélioration de la mobilité et l'urbanisation durable. Cela aidera ces pays à éviter de s'enfermer dans des trajectoires de développement à forte intensité de carbone. Pour les pays confrontés à la fragilité, aux conflits ou à la violence, nous donnerons la priorité au renforcement de la résilience, en mettant l'accent sur le lien entre le changement climatique et les autres risques. L'adaptation et la résilience sont également des priorités absolues dans les petits États insulaires en développement, mais l'accent est mis sur le renforcement des capacités et de la préparation locales pour faire face aux risques catastrophiques. Dans les pays à revenu intermédiaire, dont beaucoup sont déjà des émetteurs de carbone importants ou en forte croissance, l'accent sera mis sur l'accélération de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, afin d'éviter les actifs échoués et d'assurer une transition juste, tout en renforçant la résilience⁷. Les engagements du Groupe de la Banque mondiale avec les bénéficiaires à revenu élevé, c'est-à-dire les pays dont le revenu est supérieur aux niveaux de discussion sur la cessation des prêts de la BIRD, y compris les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé, donneront la priorité aux approches innovantes, à la production de connaissances et à la réalisation des objectifs d'atténuation mondiaux, avec des retombées positives pour les autres bénéficiaires du Groupe de la Banque mondiale.

RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE 2016-2020

Le Groupe de la Banque mondiale possède une expérience significative dans la promotion de l'action climatique. En 2016, juste après l'historique Accord de Paris, le Groupe de la Banque mondiale

a dévoilé un ambitieux Plan d'action quinquennal 2016-2020 sur le changement climatique visant à accroître son soutien financier et technique aux pays bénéficiaires et aux clients du secteur privé en matière d'atténuation et d'adaptation, et à débloquer les possibilités de développement à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique. Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à faire passer le financement de l'action climatique de 20 % des prêts en 2016 à 28 % en 2020 — un objectif qui a été dépassé chaque année depuis 2018.

Aujourd'hui, le Groupe de la Banque mondiale est le plus grand bailleur de fonds multilatéral pour les investissements climatiques dans les pays en développement, avec 83 milliards de dollars engagés dans des investissements liés au climat au cours des cinq dernières années. En 2020, les financements liés au climat ont atteint le chiffre record de 21,4 milliards de dollars, contre 17,8 milliards l'année précédente et 10,8 milliards la première année du Plan d'action. La part des projets du Groupe de la Banque mondiale comportant un financement de l'action climatique est passée de 26 % en 2015 à 62 % en 2020.

FIGURE 6 : Réalisations dans le cadre du Plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale a dépassé son objectif qui était de porter le financement de l'action climatique à 28 % avant 2020 au cours des exercices 18, 19 et 20. Il a fourni plus de 83 milliards de dollars en financement de l'action climatique, atteignant les niveaux les plus élevés jamais atteints en 2020 avec 21,4 milliards de dollars, ce qui en fait le plus grand financier de l'action climatique pour les pays en développement.



Énergie renouvelable

La Banque mondiale a ajouté **18 GW** d'énergies renouvelables variables dans les réseaux et **16 GW** de production d'énergies renouvelables ; l'IFC a ajouté **8 GW** et la MIGA a ajouté plus de **5 GW** de production et d'intégration ; soit, au total, **48 GW** d'énergies renouvelables pour le Groupe de la Banque mondiale destinés à aider les communautés, les entreprises et les économies à prospérer.



Financement de l'adaptation

Le Plan a stimulé le soutien à l'adaptation, le faisant passer de 40 % du financement de l'action climatique en 2016 à **52 %** en 2020. L'IFC et la MIGA ont diversifié leur soutien au financement de l'action climatique, en allant au-delà du secteur des énergies renouvelables.



Hydromet

Le programme a permis à **120 millions de personnes** dans **50 pays** d'avoir accès à des données hydrométéorologiques et à des systèmes d'alerte précoce essentiels pour sauver des vies lors de catastrophes.



CDN

Le Groupe a aidé **30 pays** à mettre en œuvre ou à améliorer leurs CDN et soutenu plus de **35 gouvernements nationaux ou infranationaux** dans leurs efforts pour fixer un prix au carbone.



Obligations vertes

La Banque mondiale a émis l'équivalent de **5,9 milliards de dollars** d'obligations vertes dans 17 devises ; l'IFC a émis l'équivalent de plus de **6,6 milliards de dollars** d'obligations vertes dans 18 devises ; et la MIGA a émis sa première obligation pour un projet d'infrastructures entièrement nouvelles en Turquie.



Écoconstruction et IF

L'IFC et la MIGA ont fait progresser les programmes de certification, ont augmenté les investissements dans l'écoconstruction et ont continué à rendre le secteur financier plus écologique en investissant dans les intermédiaires financiers (IF) et par le biais du réseau bancaire durable.

Dans le cadre du Plan d'action 2016-2020, le Groupe de la Banque mondiale a investi dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour aider ses bénéficiaires à réduire leurs émissions, ajoutant 48 GW d'énergie renouvelable, afin d'aider les entreprises et les communautés à se développer, en soutenant certains des plus grands projets solaires au monde, comme la centrale solaire à concentration Noor au Maroc⁸. Le Groupe de la Banque mondiale a amélioré l'accès à l'énergie grâce à des solutions renouvelables hors réseau, qui ont touché des millions de personnes en Asie du Sud et en Afrique ; 40 % des nouveaux bénéficiaires de l'accès à l'électricité en Afrique pourraient l'être grâce à des solutions

renouvelables hors réseau⁹. Le Groupe de la Banque mondiale a également encouragé une agriculture intelligente face au changement climatique, augmentant la productivité tout en réduisant les émissions. En outre, nous avons aidé les pays à atténuer les risques de catastrophe, en renforçant la résilience des personnes, des infrastructures et des économies¹⁰. Aujourd'hui, le Groupe de la Banque mondiale fournit une majorité substantielle du financement multilatéral pour l'adaptation dans les pays en développement.

Le Groupe de la Banque mondiale est neutre en carbone depuis 2009 pour les émissions de gaz à effet de serre liées à toutes les installations et aux voyages d'affaires de par le monde. Entre les exercices 10 et 19, le Groupe de la Banque mondiale a réduit ses émissions liées à ses installations (scopes 1 et 2) de 27 %, et il est en bonne voie pour atteindre l'objectif actuel de réduction des émissions de 28 % d'ici à 2026 à partir d'un cadre de référence de 2016, ayant réduit les émissions de scopes 1 et 2 de 9 % à partir de l'exercice 19¹¹. En ce qui concerne les risques, la trésorerie du Groupe de la Banque mondiale analyse les risques climatiques dans son portefeuille d'investissement selon une gamme de scénarios de transition et de risques physiques liés aux enjeux climatiques, estimant à la fois les risques et les opportunités associés à tous les secteurs, des technologies à faibles émissions de carbone aux risques météorologiques extrêmes. Le Groupe de la Banque mondiale continuera à améliorer son évaluation des risques pour son portefeuille d'investissements.

PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT VERT, RÉSILIENT ET INCLUSIF

Le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 se fonde sur trois principes fondamentaux qui orientent le travail du Groupe de la Banque mondiale dans tous les secteurs :

- » Premièrement, les individus doivent bénéficier de la transition vers un avenir à faibles émissions de carbone et résilient. Les individus sont au centre de l'action climatique et ont besoin de soutien pour gérer la transition et les changements qui accompagnent les politiques axées sur le climat. Une approche centrée sur les personnes est essentielle pour la faisabilité politique de l'action climatique et pour veiller à ce que les gains et les pertes de la transition vers une économie résiliente et à faibles émissions de carbone soient partagés équitablement. Cette approche nécessite la participation des citoyens et des processus participatifs qui prennent en compte divers points de vue, y compris le genre. Le Groupe de la Banque mondiale intégrera des approches soucieuses de l'égalité des sexes dans l'action climatique sur le terrain. Il augmentera son soutien aux programmes de protection sociale, y compris la formation professionnelle, la reconversion et l'éducation, qui aident les personnes à s'adapter au changement climatique.
- » Deuxièmement, le capital naturel est essentiel pour faire face au changement climatique. Les écosystèmes sont affectés par le changement climatique, avec des conséquences négatives pour la santé et le bien-être des personnes. La conservation du capital naturel — y compris la biodiversité et les services écosystémiques — peut contribuer de manière significative à l'atténuation et à l'adaptation. L'augmentation des investissements dans les marchés émergents pour renforcer et étendre la chaîne de valeur des déchets, notamment pour traiter les plastiques marins, est essentielle pour générer une économie circulaire durable.
- » Des partenaires tiers sont essentiels à la réussite. Outre nos pays bénéficiaires, le Groupe de la Banque mondiale collaborera avec le Fonds monétaire international (FMI), les banques de développement, d'autres organisations internationales, les institutions monétaires et financières, y compris les banques centrales, les investisseurs institutionnels, le secteur privé, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile pour compléter son travail.

Le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 vise à faire progresser les aspects liés au changement climatique de l'approche de développement vert, résilient et inclusif (approche GRID) du Groupe de la Banque mondiale, qui a été adoptée pour promouvoir le progrès économique par le biais d'une

trajectoire de reprise inclusive et compatible avec la durabilité environnementale et sociale. L'approche GRID comporte cinq aspects essentiels. Premièrement, elle accorde la priorité à la création d'opportunités pour les populations pauvres et vulnérables dans le cadre du redressement après la COVID-19. Deuxièmement, elle reconnaît que les défis de la pauvreté, de l'inégalité et de la durabilité sont interdépendants. Troisièmement, elle vise à accélérer et à intensifier les interventions et les investissements pour répondre à l'urgence de ces crises, notamment en s'attaquant aux contraintes budgétaires des pays. Quatrièmement, les impacts étant mondiaux, l'approche GRID reconnaît que des réponses efficaces nécessitent une coopération internationale. Cinquièmement, l'approche GRID est adaptée au contexte de chaque pays et est mis en œuvre par le biais des programmes de la Banque dans les pays. À court terme, le Groupe de la Banque mondiale aide les pays à traverser la crise de la COVID-19, à réparer leurs économies et à les rendre plus durables et plus résilientes. La planification intégrée à plus long terme de l'approche GRID visera à réparer les dommages structurels causés par la crise et à accélérer l'action climatique tout en rétablissant la dynamique du développement économique, de la réduction de la pauvreté et de la prospérité partagée¹².

ENCADRÉ 1

Des partenariats pour stimuler l'action climatique

Dans le cadre de ses efforts pour stimuler l'action climatique au niveau des pays, le Groupe de la Banque mondiale participe depuis longtemps à des partenariats clés et à des forums de haut niveau visant à renforcer les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique. En particulier, le Groupe de la Banque mondiale maintient une présence importante lors des conférences et sommets mondiaux, notamment la Conférence des parties (COP) de la CCNUCC, la Convention sur la diversité biologique, le « *One Planet Summit* », le sommet « Finance en commun », *Innovate4Climate*, la Conférence de Venise du G20 sur le climat, le Sommet des Nations Unies sur l'action climatique et l'Assemblée générale des Nations Unies/Semaine du climat de New York.

Le soutien que nous apportons chaque année à la présidence entrante de la COP pour aider à réaliser les priorités climatiques constitue un domaine particulièrement important. Cet engagement nous permet d'élever le niveau du travail que nous et nos clients des secteurs public et privé effectuons sur le terrain, renforçant ainsi notre rôle de principal financier multilatéral de l'action climatique dans le monde en développement. Ces événements nous donnent également l'occasion de présenter les nouvelles recherches, initiatives et stratégies menées par le Groupe de la Banque mondiale.

En outre, le Groupe de la Banque mondiale est fier d'être membre de divers partenariats externes qui encouragent l'intégration des politiques climatiques dans la planification nationale, notamment le Partenariat CDN (PCDN), la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, la Commission mondiale sur l'adaptation (CMA) et la Coalition pour le leadership en matière de tarification du carbone (CPLC). Le Groupe de la Banque mondiale s'associe également aux banques multilatérales de développement, au FMI, aux donateurs bilatéraux et à d'autres agences de développement pour harmoniser les approches d'intégration des considérations climatiques dans les prêts et les opérations relatifs aux projets dans le contexte des accords mondiaux.

Source : Banque mondiale.

Les pays IDA et BIRD auront besoin d'approches différentes pour passer à l'approche GRID. Les pays IDA ont tendance à être plus vulnérables aux risques climatiques, ce qui suggère la nécessité d'investir davantage pour soutenir l'adaptation et renforcer la résilience, lutter contre la pauvreté, fournir des services de base et créer des emplois. Il est également important d'éviter les investissements qui augmentent les risques futurs ou qui laissent les pays avec des actifs échoués. De nombreux pays BIRD doivent s'engager dans des trajectoires à faibles émissions de carbone. Il existe également des possibilités d'exploiter de nouvelles sources de croissance provenant de l'évolution des préférences du marché, en passant à des technologies modernes, efficaces et compétitives. Alors que les grandes entreprises et les investisseurs se tournent vers des normes plus écologiques, les pays devront mettre fin aux pratiques non durables qui limitent leur compétitivité et leur accès aux capitaux. Les pays développés ont un rôle important à jouer, en offrant des connaissances, des innovations et des ressources financières pour aider les pays en développement à adopter cette approche. Le Plan d'action soutiendra les engagements et les actions de politique climatique relatifs à l'augmentation de capital de la BIRD-IFC et de l'IDA19, et éclairera les orientations stratégiques du thème spécial de l'IDA20 sur le changement climatique.


02

Ramesh, un employé de marais salant, nettoie ses panneaux solaires alors que le soleil se lève dans le Little Rann of Kutch, en Inde.

— PHOTO : © DOMINIC CHAVEZ/SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE



ALIGNER LE CLIMAT ET
LE DÉVELOPPEMENT



Le Groupe de la Banque mondiale renforcera son soutien aux pays bénéficiaires et aux clients du secteur privé afin d'atteindre les objectifs en matière de climat et de développement. Pour ce faire, i) nous intensifierons notre engagement au niveau national en matière de diagnostic, de planification et de politiques relatives au climat et au développement, afin d'aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de climat et de développement ; ii) nous alignerons les flux de financement du Groupe de la Banque mondiale sur les objectifs de l'Accord de Paris, afin d'intégrer davantage le climat dans nos activités de développement ; et iii) nous augmenterons le financement de l'action climatique pour l'atténuation et l'adaptation de manière à obtenir les meilleurs résultats.

DIAGNOSTIC, PLANIFICATION ET POLITIQUES DES PAYS EN MATIÈRE DE CLIMAT ET DE DÉVELOPPEMENT

Au niveau national, le Groupe de la Banque mondiale reconnaît la nécessité d'une discussion cohérente et éclairée sur le climat du pays, notamment sur les questions interdépendantes de la biodiversité et du capital naturel, ancrées dans les objectifs de développement du pays. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à entreprendre d'importantes missions de diagnostic et d'analyse pour soutenir la politique et la planification nationales en matière de climat. Ce travail visera à identifier et à hiérarchiser les possibilités d'adaptation et d'atténuation — en tenant compte des compromis et des coûts de transition — afin d'obtenir les meilleurs résultats dans le contexte des besoins, des contextes et des priorités uniques de chacun de nos pays bénéficiaires.

ENCADRÉ 2

Risques climatiques et politiques macroéconomiques

Les changements climatiques affectent les résultats macroéconomiques par le biais des **risques physiques** et de transition. Les risques physiques découlent à la fois des changements progressifs de la température, des précipitations et des schémas saisonniers qui peuvent affecter les cultures et la productivité du travail, et des impacts soudains, tels que les événements climatiques extrêmes (sécheresses, feux de forêt, ouragans, inondations), qui deviennent plus fréquents et plus graves et peuvent affecter directement la consommation, les investissements et le commerce. Les **risques de transition** résultent de l'ajustement des prix des actifs en réponse aux politiques climatiques et aux changements technologiques pendant la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Les pays sont confrontés à des défis de transition pour gérer les impacts négatifs potentiels des politiques d'atténuation nationales et internationales sur l'équité, les marchés du travail ou la compétitivité externe. L'introduction de prix mondiaux du carbone et d'autres efforts d'atténuation a des effets négatifs sur les exportateurs de combustibles fossiles et les activités à forte intensité de carbone.

L'analyse des risques physiques et de transition doit être systématiquement incluse dans la gestion macroéconomique. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays bénéficiaires à concevoir et à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques intelligentes face au changement climatique : i) en intégrant les considérations climatiques dans les principaux travaux macroéconomiques et les macro-projections via l'élaboration de macro-modèles au niveau national avec une optique climatique, afin d'évaluer l'impact des chocs climatiques et des politiques climatiques sur les résultats macroéconomiques et la viabilité budgétaire ; ii) en concevant des stratégies climatiques viables sur le plan budgétaire, grâce à l'introduction de réformes de la fiscalité environnementale adaptées et politiquement viables qui utilisent les recettes pour maximiser les bénéfices accessoires du développement ; et iii) en liant les réformes de la fiscalité environnementale aux investissements publics dans l'adaptation et aux mesures visant à conserver une marge de manœuvre budgétaire et à alléger les contraintes d'emprunt.

Source : Banque mondiale.

ENCADRÉ 3

Aider les clients à concevoir et à mettre en œuvre la tarification du carbone

La tarification du carbone peut être un outil politique rationnel que les gouvernements et les entreprises peuvent utiliser dans le cadre de leur stratégie climatique plus large. Les prix du carbone sont nécessaires pour intégrer les coûts du changement climatique dans les décisions économiques. Si elle est bien conçue et suffisamment ambitieuse, et si elle est intégrée avec succès dans la politique budgétaire et le processus décisionnel, la tarification du carbone peut envoyer un signal de prix ferme pour inciter les entités commerciales et les citoyens à réduire leurs émissions et le secteur privé à co-investir dans les transitions des systèmes clés, réduisant ainsi l'ampleur des investissements publics supplémentaires nécessaires. Les options stratégiques en matière de tarification du carbone comprennent des politiques explicites, telles que les taxes sur le carbone, la réforme des subventions aux combustibles fossiles, les systèmes d'échange de droits d'émission (également connus sous le nom de systèmes de plafonnement et d'échange des droits d'émission) et les mécanismes d'attribution de crédits, ainsi que des politiques implicites, telles que les systèmes de tarification et de remise sans incidence sur les recettes et la tarification interne et parallèle du carbone.

La tarification du carbone est efficace lorsqu'elle fait partie d'un ensemble de mesures plus large qui permet de s'attaquer à d'autres problèmes liés au changement climatique et aux défaillances du marché. D'autres politiques sont nécessaires pour stimuler la recherche et le développement, lever les obstacles non économiques à l'atténuation, créer des alternatives à faible intensité de carbone et réduire les coûts des mesures antipollution dans les secteurs les plus difficiles et les plus coûteux à décarboner. La tarification du carbone peut minimiser le coût économique de la décarbonation lorsqu'elle est utilisée en conjonction avec des investissements publics (par exemple, dans les infrastructures et des incitations ciblées pour la technologie et l'innovation), des changements réglementaires (par exemple, pour les normes de construction et la planification urbaine) et dans un environnement favorable (comme des marchés financiers qui fonctionnent). L'évaluation et la prise en compte des effets distributifs de la tarification du carbone par la conception d'instruments de tarification du carbone et/ou de politiques complémentaires sont essentielles pour permettre une transition socialement juste et contribuer à la viabilité à long terme du mécanisme de tarification du carbone.

Des systèmes de tarification du carbone bien conçus peuvent jouer un rôle dans l'augmentation des recettes, ce qui peut aider à concilier la nécessité de financer la décarbonation et la nécessité d'assurer la viabilité budgétaire après la crise de la COVID-19. L'augmentation des taxes sur le carbone au niveau recommandé par la commission Stiglitz-Stern pourrait ajouter entre 1 et 3 % de PIB aux recettes fiscales nationales en 2030. Les recettes issues de la tarification du carbone peuvent être canalisées pour catalyser les flux d'investissements propres, faciliter les transitions et soutenir la réduction de la pauvreté.

Les clients sont de plus en plus nombreux à demander l'appui technique du Groupe de la Banque mondiale en matière de tarification du carbone, notamment son intégration dans la politique budgétaire générale des pays et dans les stratégies de décarbonation à long terme. Le Groupe de la Banque mondiale, grâce à sa combinaison d'expertise macrobudgétaire, sectorielle et technique, ainsi qu'à son pouvoir de mobilisation, est en mesure de fournir une perspective intégrée de la façon dont les politiques de tarification du carbone peuvent simultanément faire progresser l'atteinte des objectifs environnementaux, budgétaires, sectoriels et macroéconomiques.

Le Groupe de la Banque mondiale met en œuvre plusieurs initiatives pour soutenir les pays bénéficiaires et le secteur privé sur la tarification du carbone. En ce qui concerne les services de conseil et d'analyse, la Banque mondiale est en train de mettre au point un nouvel outil d'évaluation de la tarification du carbone et de mener des travaux sur l'inclusion de la tarification du carbone dans les stratégies climatiques à long terme, la combinaison de la tarification du carbone avec des instruments d'atténuation sectoriels, et sa relation avec le financement international de l'action climatique. La Banque soutient également des analyses conjointes, au niveau mondial et national, de l'impact relatif sur la croissance et le bien-être des taxes environnementales et conventionnelles, des réformes des subventions aux carburants et des efforts visant à inclure la tarification du carbone dans les systèmes existants de taxation des biens et services. L'IFC aide à mobiliser le secteur privé pour appliquer un prix interne du carbone et plaide pour des politiques de tarification du carbone adaptées aux entreprises dans les pays.

Le Groupe de la Banque mondiale accueille des initiatives visant à soutenir l'élaboration de politiques mutuellement bénéfiques et la mise en œuvre de la tarification du carbone, notamment le Partenariat pour la mise en œuvre du marché (*Partnership for Market Implementation*), le Mécanisme de réforme des subventions à l'énergie (*Energy Subsidy Reform Facility*), la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales et la Coalition pour le leadership en matière de tarification du carbone (CPLC). L'IFC mène l'engagement du secteur privé pour la CPLC et a contribué à faire adhérer de nombreuses entreprises de premier plan à cette Coalition. La Banque mondiale aide également les pays à se préparer à participer aux marchés internationaux volontaires et de conformité dans le cadre de l'Accord de Paris par le biais de son initiative *Climate Warehouse* et à déployer un financement de l'action climatique axé sur les résultats par le biais de son Mécanisme-cadre pour la réduction des émissions et le climat.

Source : High-Level Commission on Carbon Prices. 2017. "Report of the High-Level Commission on Carbon Prices." Washington, DC : World Bank. <https://www.carbonpricingleadership.org/report-of-the-highlevel-commission-on-carbon-prices>.

World Bank. 2021. *State and Trends of Carbon Pricing 2021*. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35620>.

Le Groupe de la Banque mondiale adoptera une approche globale de l'économie qui met l'accent sur des politiques et des plans visant à créer un environnement favorable à l'action climatique. Loin de se contenter de rendre des projets verts, le Groupe de la Banque mondiale soutiendra les efforts visant à rendre vertes des économies entières. Il s'agit notamment : i) d'intégrer les priorités climatiques dans les cadres macroéconomiques nationaux qui orientent la politique budgétaire et les principaux investissements nationaux et tiennent compte de leurs avantages et de leurs risques pour le climat¹⁴ ; ii) d'intégrer la planification climatique dans les budgets et les cadres de dépenses nationaux, afin de fournir un soutien budgétaire adéquat pour l'action climatique, d'optimiser l'allocation globale des ressources publiques et de débloquer les flux financiers privés ; iii) d'intégrer les objectifs climatiques dans les réglementations et les mesures d'incitation du secteur financier, afin que ce dernier soit résilient à la fois aux effets du changement climatique et aux risques liés à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, et de mobiliser des fonds pour l'action climatique ; (iv) d'intégrer les objectifs climatiques dans la planification des systèmes, afin d'intégrer le climat aux objectifs économiques, sociaux et autres, d'évaluer les liens intersectoriels et les impacts régionaux, et d'identifier les compromis et les synergies ; et v) d'intégrer les objectifs climatiques dans les politiques et les réformes relatives à un environnement favorable, afin d'attirer les investissements du secteur privé. Pour compléter l'approche nationale, le Groupe de la Banque mondiale soutiendra également les programmes régionaux qui contribuent aux objectifs en matière de climat, de nature et de développement, et il mettra à profit son leadership et son pouvoir de mobilisation pour soutenir les initiatives et les partenariats mondiaux¹⁵.

En plus de soutenir les réformes politiques globales de l'économie et le renforcement institutionnel, le Groupe de la Banque mondiale soutiendra les réformes politiques pour apporter un changement transformateur. Le programme d'action pour le climat représente une opportunité de transformation économique et de modernisation des économies pour nos pays bénéficiaires et le secteur privé. Il met en évidence l'importance cruciale des aspects de la transition touchant l'ensemble de l'économie, tels que la taxation du carbone et les réformes budgétaires, pour promouvoir l'innovation et accélérer la transition. Des données récentes suggèrent que les dépenses consacrées aux principales activités neutres en carbone ou agissant comme puits de carbone peuvent générer des gains nets en termes d'activité économique¹⁶.

Rapports-pays sur le climat et le développement

Le Groupe de la Banque mondiale initiera un nouveau rapport-pays sur le climat et le développement (RPCD), afin d'améliorer l'analyse et la politique climatiques dans ses programmes, d'identifier et de hiérarchiser les opportunités liées à l'action climatique — y compris les considérations relatives à la biodiversité et au capital naturel — et de saisir les synergies entre les engagements climatiques nationaux d'un pays et les objectifs de développement¹⁷. Ce nouveau diagnostic sera présenté au cours de l'exercice 22. Les RPCD, constitueront une base analytique solide pour éclairer les produits relatifs à l'action menée dans les pays, tels que les diagnostics-pays systématiques (DPS) et les cadres de partenariat-pays — ces derniers seront essentiels à la mise en œuvre du présent Plan d'action¹⁸. Grâce aux RPCD, les produits relatifs à l'action menée dans les pays intégreront les questions relatives au climat, à la biodiversité et au capital naturel, ainsi qu'aux risques de catastrophes, notamment telles qu'elles sont énoncées dans les stratégies climatiques des pays et les contributions déterminées au niveau national (CDN). L'objectif est de réaliser jusqu'à 25 RPCD au cours de la première année et de les conserver comme diagnostic de base par la suite. Les RPCD seront rendus publics pour éclairer la coordination des partenaires et des donateurs et pour inciter les entreprises et les investisseurs à soutenir les investissements dans l'action climatique.

L'IFC et la MIGA travailleront en étroite collaboration avec la Banque mondiale pour utiliser les RPCD afin d'identifier les nouvelles opportunités que l'action climatique offre au secteur privé, en mettant l'accent sur les domaines qui sont considérés comme ayant le plus grand impact positif réalisable dans un pays donné. L'IFC et la MIGA continueront également à intégrer le climat dans tous les nouveaux diagnostics-pays du secteur privé, en s'appuyant sur les récentes expérimentations de l'intégration du climat dans certains pays, et étendront cette démarche à d'autres pays.

ENCADRÉ 4

Changement climatique, écosystèmes et biodiversité

Le changement climatique menace l'intégrité des écosystèmes, qui jouent un rôle essentiel dans le piégeage et le stockage du dioxyde de carbone et dans l'atténuation des effets du changement climatique. Conjointement, le changement climatique et la dégradation des écosystèmes poussent à leur tour la planète toujours plus près de points de basculement irréversibles. Les écosystèmes terrestres et marins séquestrent 60 % des émissions annuelles brutes de carbone d'origine anthropique, de sorte que leur perte ou leur dégradation entraîne une augmentation de la quantité de carbone dans l'atmosphère. Sans zones humides, les régions côtières ne bénéficient pas d'une protection cruciale contre les ondes de tempête ; lorsque les forêts disparaissent, l'approvisionnement en eau est compromis et les pluies torrentielles sont plus susceptibles de provoquer des glissements de terrain.

Le changement climatique accélère la perte de la biodiversité mondiale. Dans les océans, par exemple, les stocks de poissons et les schémas de migration changent déjà en raison du réchauffement des eaux, de l'acidification et d'autres facteurs. Ensemble, le changement climatique et la perte d'écosystèmes menacent les avancées en matière de développement, et ce sont les pays à revenu faible et moyen de la tranche inférieure qui ont le plus à perdre. Des estimations complètes de la richesse indiquent que le capital naturel renouvelable, notamment les forêts, les mangroves, les terres agricoles et les pêcheries, représente 23 % de la richesse des pays à faible revenu. Cela souligne la nécessité d'adopter des approches intégrées des risques liés au climat et aux écosystèmes.

Les solutions fondées sur la nature — conçues pour protéger, gérer durablement et restaurer les écosystèmes — pourraient fournir 37 % des mesures économiques d'atténuation du changement climatique nécessaires jusqu'en 2030. Les investissements dans les infrastructures vertes, telles que les mangroves, les zones humides et les bassins versants, se sont avérés d'un bon rapport coût-efficacité pour la gestion des ressources en eau et des risques de catastrophe, car ils améliorent les performances des infrastructures grises traditionnelles et peuvent même parfois les remplacer. Les solutions fondées sur la nature sont donc importantes pour l'adaptation, en protégeant les moyens de subsistance et les biens construits contre les inondations, les ondes de tempête et les sécheresses. La restauration des forêts, des paysages et des écosystèmes côtiers est également essentielle pour l'atténuation et l'adaptation, et un portefeuille croissant d'investissements de la Banque mondiale en témoigne.

Une action transformatrice est nécessaire pour aborder le climat et la nature ensemble, de manière équitable et inclusive. Des approches séparées risquent d'avoir moins d'impact et d'être inefficaces sur le plan budgétaire. Cela souligne la nécessité d'une mise en œuvre coordonnée de l'Accord de Paris et du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui devrait être adopté lors de la COP15 de la Convention sur la diversité biologique en octobre 2021. Toute réponse à ces deux crises imbriquées doit commencer par s'attaquer aux moteurs du changement climatique et de la perte de nature, puis créer un environnement favorable pour attirer les investissements publics et privés qui soutiennent l'action climatique, tout en empêchant la poursuite de la perte de nature.

Pour faire bouger les choses, le Groupe de la Banque mondiale produira des mesures et des outils d'aide à la décision basés sur les meilleures données scientifiques disponibles et sur l'analyse économique. Une comptabilité exhaustive de la richesse et une modélisation intégrée de l'économie des écosystèmes peuvent ensemble maximiser les synergies et gérer les compromis entre les investissements à faibles émissions de carbone et les investissements dans la nature. Enfin, le soutien au prochain Groupe de travail sur la divulgation financière liée à la nature permettra de faire la lumière sur les risques liés à la nature dans le secteur financier et d'aligner les flux financiers plus larges sur les objectifs liés à la nature.

Source : IPBES. 2019. *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. E. S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz, and H. T. Ngo (eds). Bonn: Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services Secretariat. <https://ipbes.net/global-assessment>. Griscom, Bronson W., Justin Adams, Peter W. Ellis, Richard A. Houghton, Guy Lomax, Daniela A. Miteva, William H. Schlesinger, et al. 2017. *Natural Climate Solutions*. *Proceedings of the National Academy of Sciences* 114 (44): 11645–50. <https://doi.org/10.1073/pnas.1710465114>. World Bank. Publication prévue en 2021. *The Changing Wealth of Nations 2021: Managing Assets for the Future*. Washington, DC: World Bank.

Soutien aux politiques et stratégies nationales

Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à mettre en œuvre leurs CDN et à élaborer des plans nouveaux ou actualisés d'ici à 2025. Les CDN sont souvent l'expression la plus claire de la manière dont un pays prévoit de réduire ses émissions et de s'adapter aux impacts du changement climatique dans son propre contexte de développement et offrent la possibilité d'intégrer les solutions fondées sur la nature dans le cadre des actions d'atténuation et d'adaptation. Un examen des CDN mises à jour effectué en février 2021 a révélé que, bien que leur qualité et leur ambition se soient améliorées, elles restent collectivement très loin des mesures d'atténuation et d'adaptation nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris¹⁹.

Les pays ont également été invités, dans le cadre de l'Accord de Paris, à communiquer des stratégies de développement à faibles émissions et à long terme jusqu'au milieu du siècle. Les stratégies à long terme (SLT) peuvent éclairer les décisions à court terme en décrivant la future trajectoire de développement d'un pays ainsi que l'orientation politique et le renforcement institutionnel nécessaires. Le cas échéant, les SLT, ainsi que les CDN, alimenteront les diagnostics-pays du Groupe de la Banque mondiale, y compris les DPS et les RPCD.

Étant donné que les CDN et les SLT joueront un rôle de plus en plus important dans le cadre de l'alignement sur l'Accord de Paris, la qualité et la cohérence de ces documents revêtent une importance accrue. Le Groupe de la Banque mondiale fournira des financements, un soutien technique et des cadres pour s'assurer que ces plans sont ambitieux, complets et appropriés — en tenant compte des priorités de développement pour la réduction de la pauvreté et des risques physiques liés au changement climatique — et aidera les pays à aligner les CDN et les SLT afin qu'elles soient mutuellement cohérentes et homogènes. La traduction d'objectifs climatiques nationaux spécifiques en plans d'investissement peut aider à débloquer des investissements publics et privés pour l'action climatique. Pour soutenir le secteur privé, l'IFC expérimente actuellement l'évaluation de projets à fort impact climatique afin de déterminer s'ils sont alignés sur les CDN. Sur la base de cette expérimentation, l'IFC cherchera à appliquer les enseignements de ces évaluations à d'autres projets similaires. La MIGA évalue également l'alignement sur les CDN et les SLT des pays pour les projets à fort impact climatique.

Les économies dépendantes des combustibles fossiles sont très exposées aux risques de transition liés à la décarbonation mondiale. Les pays dépendants des combustibles fossiles sont confrontés à des risques financiers, budgétaires, sociaux et macrostructurels liés à l'abandon progressif par l'économie mondiale des combustibles à forte intensité de carbone. Les choix de politiques et d'investissement à faire au cours de la prochaine décennie détermineront le degré d'exposition et la résilience globale de ces pays²⁰. Par son soutien aux CDN et aux SLT, le Groupe de la Banque mondiale reconnaît les circonstances nationales et les priorités de développement, tout en s'assurant que les clients ont la possibilité de bénéficier d'un large éventail de solutions viables qui soutiennent à la fois le climat et le développement. Ces solutions comprennent le piégeage et le stockage du carbone et des approches d'économie circulaire qui stimulent la croissance et réduisent l'exposition à la dépendance et aux autres risques de transition.

Le Groupe de la Banque mondiale aidera également les pays à mettre en œuvre et/ou à actualiser leurs stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB) ou des plans nationaux similaires couvrant la biodiversité terrestre et marine. Les SPANB concernent un large éventail de mesures, notamment l'intégration d'actions ou de politiques liées à la biodiversité dans des processus ou des politiques de développement plus larges et la mise en place de mécanismes permettant de s'attaquer aux principaux facteurs de perte de biodiversité, la conservation au niveau des écosystèmes et, surtout, la conservation et la restauration pour améliorer la résilience au changement climatique et le potentiel d'atténuation.

Les solutions fondées sur la nature, y compris les infrastructures vertes, joueront un rôle essentiel pour relever le défi climatique, et le Groupe de la Banque mondiale s'efforce d'intensifier l'adoption et l'intégration de ces solutions de nouvelle génération dans les investissements durables. Les solutions fondées sur la nature qui utilisent des approches basées sur les écosystèmes et des interventions hybrides « vert-gris » sont des outils essentiels pour relever les défis de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, tout en favorisant la biodiversité et les services écosystémiques²¹. La Banque mondiale s'efforce d'intensifier son travail sur les solutions fondées sur la nature en développant un programme mondial dédié qui renforcera le soutien aux gouvernements et aux équipes de la Banque. Cela se traduira en aval par une augmentation des investissements de l'IDA et de la BIRD consacrés à la résolution des défis climatiques.

L'IFC et la MIGA augmenteront les investissements du secteur privé qui intègrent des mesures de gestion des risques climatiques et soutiennent l'adaptation et la résilience²². Étant donné le rôle essentiel de la diversité biologique des écosystèmes dans l'adaptation et la résilience, la protection

de la biodiversité, notamment par le biais des solutions fondées sur la nature, est essentielle. Il est important que le secteur privé élabore des modèles économiques durables qui en tiennent compte et protègent et améliorent ces systèmes. L'IFC mettra en place de nouvelles approches et de nouveaux modèles économiques pour étendre son financement en faveur de la biodiversité et contribuer à catalyser le financement privé sur ses marchés bénéficiaires, notamment par l'élaboration d'une taxonomie des activités d'investissement liées à la biodiversité. La MIGA intègre l'évaluation des services écosystémiques dans son cadre d'évaluation des risques climatiques. Cette approche permettra à la MIGA de démontrer à ses clients les coûts et les avantages (les pertes évitées) découlant de la protection du capital naturel.

ALIGNEMENT SUR L'ACCORD DE PARIS

Le Groupe de la Banque mondiale va aligner ses flux de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris. Il définit l'alignement comme la fourniture d'un appui aux clients d'une manière qui soit cohérente avec des trajectoires de développement à faibles émissions de carbone, résilients au changement climatique et conformes aux objectifs de l'Accord de Paris et aux CDN, aux SLT ou à d'autres engagements climatiques nationaux des pays bénéficiaires. Là où ces engagements sont absents, le Groupe de la Banque mondiale s'engage à soutenir leur mise en place de façon rigoureuse. Parce que l'Accord de Paris reconnaît que les pays présentent des situations différentes et leur accorde une certaine latitude dans les trajectoires qu'ils choisissent, notre soutien aux pays et aux clients privés respecte les besoins et les contextes individuels en intégrant le climat et le développement. Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration des méthodes et des mesures nécessaires pour combler le fossé et faire de l'alignement sur l'Accord de Paris une réalité.

Le Groupe de la Banque mondiale alignera toutes ses nouvelles opérations à partir du 1^{er} juillet 2023 (exercice 24)²³. Pour l'IFC et la MIGA, 85 % des opérations du secteur réel approuvées par le Conseil d'administration seront alignées à partir du 1^{er} juillet 2023, et 100 % à partir du 1^{er} juillet 2025, deux exercices budgétaires plus tard. Pour y parvenir, les deux institutions commenceront à aligner 100 % de leurs projets au stade de la conception bien avant le 1^{er} juillet 2023. Une fois qu'une méthodologie pour les institutions financières et les fonds sera finalisée parmi les banques multilatérales de développement (BMD), une approche similaire sera adoptée pour cette activité également. Le Groupe de la Banque mondiale est en train de mettre au point des méthodologies rigoureuses pour évaluer l'alignement. Il teste également des méthodologies pour les projets de prêts à l'investissement, élaborées conjointement avec d'autres BMD, et met au point de nouvelles méthodologies pour d'autres instruments de financement, notamment les prêts basés sur des politiques et les investissements dans des institutions financières et des fonds. Nous déploierons l'alignement dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, y compris les conseils et la formation au niveau sectoriel, et assurerons la convergence avec les nouveaux RPCD et avec nos engagements climatiques existants. Le Groupe de la Banque mondiale présentera une approche globale pour la mise en œuvre de son engagement envers l'alignement sur l'Accord de Paris lors de la COP26 en novembre 2021.

Les évaluations de l'alignement sur l'Accord de Paris déterminent si une activité favorise ou entrave la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, ou encore si elle est neutre par rapport à ces objectifs. Un financement aligné dans une perspective d'atténuation doit soutenir ou ne pas entraver les efforts visant à limiter le réchauffement climatique, en reconnaissant que le pic des émissions de gaz à effet de serre prendra plus de temps à atteindre pour les pays en développement. Une opération est considérée comme alignée sur les objectifs de l'Accord de Paris lorsque : i) sur l'atténuation des effets du changement climatique, elle contribue activement aux trajectoires de décarbonation (par exemple, les énergies renouvelables) ou soutient des activités non nocives (par exemple, la réforme du système éducatif) ; et ii) sur l'adaptation et la résilience au changement climatique, elle traite pleinement les risques climatiques. Les opérations qui ne nuisent ni ne contribuent aux résultats climatiques sont considérées comme alignées, tant qu'elles traitent pleinement toute exposition aux risques

climatiques et qu'elles ne sont pas incompatibles avec les politiques nationales en matière de développement résilient et à faibles émissions de carbone. Les opérations considérées comme universellement non alignées comprennent l'exploitation du charbon thermique, la production d'électricité à partir du charbon, l'extraction de la tourbe et la production d'électricité à partir de la tourbe. Le Groupe de la Banque mondiale a également annoncé en 2017 qu'il ne financerait plus de projets pétroliers et gaziers en amont à partir de 2019 ; il n'a financé aucun oléoduc depuis 2014. Cette approche se poursuivra pendant la période du Plan d'action et à l'avenir. Les investissements dans le gaz naturel peuvent être considérés comme alignés dans les pays où il y a une demande urgente d'énergie et aucune alternative renouvelable à court terme pour répondre de manière fiable à cette demande. En tenant compte de circonstances nationales uniques, tous les investissements du Groupe de la Banque mondiale dans de nouvelles infrastructures gazières seront évalués par rapport à leur cohérence avec les CDN, les SLT ou d'autres stratégies nationales de développement, et viseront à s'assurer qu'ils n'entraînent pas une dépendance à long terme au carbone, entre autres considérations.

FIGURE 7 : Le Groupe de la Banque mondiale sera aligné sur l'Accord de Paris

- La Banque mondiale alignera toutes ses nouvelles opérations à partir du 1^{er} juillet 2023 (exercice 24).
- Pour l'IFC et la MIGA, 85 % des opérations du secteur réel approuvées par le Conseil d'administration seront alignées à partir du 1^{er} juillet 2023, et 100 % à partir du 1^{er} juillet 2025, deux exercices budgétaires plus tard. Une fois qu'une méthodologie pour les institutions financières et les fonds sera finalisée parmi les BMD, une approche similaire sera adoptée pour cette activité également.



FIGURE 8 : Nouveaux objectifs et engagements ambitieux pour le financement de l'action climatique

- Objectif de financement de l'action climatique du Groupe de la Banque mondiale : 35 % en moyenne au cours des exercices 21-25 pour les clients en appui d'un développement vert, résilient et inclusif. Le Groupe de la Banque mondiale créera de nouveaux produits et de nouvelles plateformes pour mobiliser le financement de l'action climatique à grande échelle.

Financement de l'action climatique par le Groupe de la Banque mondiale (%):

26% → 35%

octroyés en moyenne pour les exercices 16-20

objectif pour les exercices 21-25

Les objectifs sont ambitieux étant donné :

- la composition de notre portefeuille de financement ;
- le faible niveau de revenu par habitant des pays bénéficiaires et les autres priorités de développement pour lesquelles ils doivent emprunter ;
- les contraintes d'investissement en capitaux privés sur les marchés émergents ;
- la priorité de plus en plus accordée aux pays IDA et en situation de fragilité, de conflit ou de violence.

Financement de l'action climatique par le Groupe de la Banque mondiale (milliards de dollars) :

\$16,7 moyenne annuelle pour les exercices 16-20

\$21,4 exercice 20

FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE ET IMPACT

Avec ce Plan d'action sur le changement climatique, le Groupe de la Banque mondiale s'engage à atteindre une moyenne de 35 % de financement de l'action climatique pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale au cours des cinq années 2021 à 2025²⁴, contre un objectif de 28 % en 2020. Nous allons également accélérer la mobilisation des financements des secteurs public et privé pour le climat et contribuer à accroître l'accès aux financements multilatéraux concessionnels pour le climat pour nos pays bénéficiaires. Au moins 50 % du financement de l'action climatique de l'IDA et de la BIRD sera destiné à l'adaptation, tandis que l'IFC et la MIGA s'efforceront d'augmenter le financement du secteur privé pour l'adaptation au changement climatique. Ces objectifs sont ambitieux étant donné : i) la composition de notre portefeuille de financement, qui comprend un appui important au développement humain, lequel implique des niveaux de financement de l'action climatique inférieurs à ceux d'autres secteurs tels que les infrastructures ; ii) les faibles niveaux de revenu par habitant de nos pays bénéficiaires et les priorités de développement pour lesquelles ils empruntent ; iii) les années difficiles de redressement prévues suite à la pandémie de COVID-19 ; et iv) les contraintes d'investissement en capitaux privés sur les marchés émergents du fait de la COVID-19.

Depuis près d'une décennie, la métrique du financement de l'action climatique a contribué à l'intégration de l'action climatique dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Le financement de l'action climatique mesure la part du financement (un apport) qui peut être attribuée aux activités ou aux politiques qui réduisent ou séquestrent les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) ou qui réduisent les vulnérabilités et permettent aux bénéficiaires du projet de s'adapter aux effets du changement climatique (adaptation). Ce système standardisé, que le Groupe de la Banque mondiale a mis au point conjointement avec d'autres BMD, facilite également la comparaison avec des institutions similaires. Une définition élargie du financement de l'action climatique, incluant une définition plus large du financement vert ou durable, rendrait nos réalisations bien plus élevées que le financement de l'action climatique déclaré.

L'augmentation du financement de l'adaptation — à hauteur d'au moins 50 % des engagements de la BIRD et de l'IDA au cours des cinq années du présent Plan — permettra de soutenir une série d'activités visant à réduire la vulnérabilité. Conformément aux orientations stratégiques définies dans le Plan d'action du Groupe de la Banque mondiale sur l'adaptation et la résilience au changement climatique,

ces activités consistent à fournir des prévisions de qualité, des systèmes d'alerte précoce et des services d'information sur le climat afin de mieux préparer les populations aux risques climatiques ; à planifier la gestion des inondations et des sécheresses ; à soutenir les bassins fluviaux dans l'élaboration de plans de gestion, tenant compte du climat, et l'amélioration de leur gouvernance ; à mettre en place des systèmes de protection sociale plus sensibles au climat ; et à soutenir les efforts visant à réagir rapidement aux chocs climatiques et aux catastrophes et à s'en remettre plus rapidement grâce à des instruments de protection financière supplémentaires²⁵.

Au-delà du financement du climat, le Groupe de la Banque mondiale réitère son engagement à :

- » inclure un examen des risques climatiques et de catastrophes dans tous les financements de la Banque mondiale afin d'identifier les risques à court et à long terme pour les projets, politiques et programmes de développement. Tous les investissements et garanties de l'IFC et de la MIGA seront examinés du point de vue du risque climatique physique d'ici la fin de l'exercice 23 ;
- » inclure au moins un indicateur climatique, pour surveiller et suivre les résultats climatiques, dans toutes les opérations de l'IDA et de la BIRD comportant plus de 20 % de financement de l'action climatique²⁶ ;
- » effectuer la comptabilisation des gaz à effet de serre dans toutes les opérations de financement d'investissements du Groupe de la Banque mondiale lorsque les méthodologies nécessaires sont disponibles et utiliser un prix de référence du carbone dans l'analyse économique²⁷.

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à collaborer avec ses partenaires des secteurs public et privé afin d'accélérer le financement de l'action climatique de manière à obtenir les meilleurs résultats. Reconnaisant les limites du financement de l'action climatique en tant que mesure qui se concentre uniquement sur les apports, et en plus de mesurer notre alignement sur les objectifs de l'Accord de Paris et d'accroître notre intérêt pour les indicateurs afin de suivre les résultats, le Groupe de la Banque mondiale utilisera également de nouvelles mesures pour mieux saisir l'impact. Jusqu'à présent, nous mesurons : i) la résilience de nos opérations face aux chocs climatiques physiques — par exemple, grâce à des notes de résilience testées par l'IDA19, qui mesurent la résilience de la conception d'un projet, la performance attendue compte tenu des risques climatiques identifiés, et la contribution du projet à la construction d'une résilience plus large pour les bénéficiaires ; et ii) les résultats réels de nos clients, y compris les réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Le cas échéant, le Groupe de la Banque mondiale investira des ressources additionnelles dans l'analyse et la mesure des données afin de renforcer l'orientation vers les résultats du Plan d'action.

03

Des villageois plantent des arbres pour une pépinière dans le cadre d'un projet de reboisement à Mombeya, en Guinée.

— PHOTO : VINCENT TREMONT/BANQUE MONDIALE



ACCORDER LA PRIORITÉ
AUX TRANSITIONS DES
SYSTÈMES CLÉS



Cinq systèmes clés — l'énergie ; l'agriculture, l'alimentation, l'eau et les terres ; les villes ; les transports ; et l'industrie manufacturière — génèrent ensemble plus de 90 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ils doivent être transformés pour faire face au changement climatique, parvenir à un avenir résilient et à faibles émissions de carbone, et soutenir le capital naturel et la biodiversité. Ces systèmes sont également confrontés à d'importants effets du changement climatique, ce qui rend les mesures d'adaptation essentielles pour tous les cinq. Ces systèmes sont également essentiels pour atteindre les objectifs de développement. Leur transformation est essentielle pour les pays à tous les stades de développement et nécessite une action des secteurs public et privé, à la fois pour libérer des opportunités économiques majeures et créer de nouveaux marchés et emplois, et pour réduire la trajectoire des émissions et limiter les vulnérabilités au changement climatique. Les interventions qui soutiennent ces cinq transitions clés devront prendre en compte les effets macroéconomiques et budgétaires, en plus de la gestion de l'impact social et des conséquences sur le marché de l'emploi.

Une action climatique axée à la fois sur l'atténuation et l'adaptation dans ces systèmes clés peut entraîner une productivité plus élevée, davantage d'emplois, des économies plus résilientes et une plus grande inclusion sociale. Des investissements significatifs dans l'éducation, la formation et le recyclage pour développer les compétences dans ces secteurs clés sont essentiels pour que les habitants de nos pays bénéficiaires puissent profiter des emplois créés dans l'économie verte. Tout en investissant dans un avenir à faibles émissions de carbone, nous devons également investir dans l'adaptation, afin que les pays soient mieux préparés à faire face aux effets actuels et futurs du changement climatique. Le Groupe de la Banque mondiale accordera donc la priorité à l'action climatique dans l'ensemble de ces systèmes pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement par le biais d'opérations et de programmes nationaux à fort impact — y compris le soutien aux réformes politiques, aux investissements des secteurs public et privé, aux garanties et aux services de conseil — et pour soutenir une transition juste pour nos clients, notamment par le biais de financements additionnels. Outre ces cinq systèmes clés, le Groupe de la Banque mondiale soutiendra également les mesures d'adaptation dans d'autres domaines prioritaires tels que la gestion des risques de catastrophe, la résilience côtière et la sécurité des approvisionnements en eau.

ÉNERGIE

Le secteur de l'énergie produit les trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et la combustion du charbon est à elle seule responsable de près d'un tiers de ces émissions²⁸. Pourtant, aujourd'hui, environ 800 millions de personnes vivent sans électricité, et des centaines de millions d'autres n'y ont pas un accès fiable²⁹. Près de 3 milliards de personnes cuisinent encore avec de la biomasse, notamment le bois, et d'autres combustibles qui provoquent une grave pollution de l'air, avec des répercussions néfastes sur la santé. Les services énergétiques modernes sont essentiels à la croissance économique et au développement du capital humain, c'est pourquoi la réalisation de l'ODD 7 — l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous d'ici à 2030 — est considérée comme cruciale pour la réalisation de nombreux autres ODD³⁰. Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à aider les pays et les clients privés à étendre l'accès à l'énergie, conformément à la vision de l'ODD 7.

Alors que nous élargissons l'accès à l'énergie, nous avons besoin de toute urgence d'une transition mondiale vers une énergie à faible teneur en carbone. Les améliorations technologiques, notamment le rendement énergétique, le stockage sur batteries, l'hydrogène vert, le développement du nucléaire, le stockage du carbone et les techniques de décarbonation, seront des facteurs déterminants des nouvelles orientations énergétiques dans les pays bénéficiaires³¹. Il est également essentiel de développer des solutions qui rendent les systèmes énergétiques plus résistants au changement climatique et aux événements extrêmes. Les priorités du Groupe de la Banque mondiale dans le secteur sont les suivantes : aider les pays à planifier le secteur de l'électricité, à réformer les subventions à l'énergie et à améliorer les performances opérationnelles et financières des services publics ; investir dans des projets visant

à accroître l'accès à l'énergie, notamment par le biais des énergies renouvelables et de l'amélioration du rendement énergétique ; et favoriser la coopération et le commerce énergétiques au niveau régional.

Les priorités de l'action axée sur le climat dans ce secteur dépendront du contexte du pays. Dans les pays à revenu intermédiaire à fortes émissions, par exemple, les principales mesures peuvent consister à fermer les centrales électriques à charbon, à remplacer les combustibles fossiles dans l'ensemble de l'économie et à supprimer les barrières commerciales aux technologies vertes, tout en veillant à assurer une transition équitable. Pour les pays à faible revenu qui s'efforcent encore de fournir un accès à l'énergie à tous, il est essentiel d'investir dans une capacité de production de base à faible intensité de carbone et résiliente au changement climatique, notamment dans les énergies renouvelables.

Développer les systèmes d'énergie propre

Le Groupe de la Banque mondiale augmentera considérablement le financement des transitions énergétiques propres dans le monde. Les énergies propres ont un rôle clé à jouer, tant dans le cadre de projets à l'échelle commerciale que de projets à petite échelle³². La baisse rapide des coûts des énergies renouvelables et des technologies de stockage de l'énergie, associée à des modèles économiques innovants, offre des possibilités considérables pour élargir l'accès à l'énergie et accélérer la transition énergétique. Les technologies d'exploitation des énergies renouvelables créent des emplois tout au long de la chaîne d'approvisionnement et peuvent stimuler un développement social et économique large et durable. Le Groupe de la Banque mondiale continuera à investir dans la production et l'intégration des énergies renouvelables, ainsi que dans les infrastructures nécessaires. Le Groupe de la Banque mondiale est le plus grand bailleur de fonds multilatéral pour les mini-réseaux et l'énergie solaire hors réseau, et ce soutien accru couvrira également les énergies renouvelables connectées au réseau, hors réseau et distribuées. Dans la gamme des solutions, le Partenariat pour le stockage de l'énergie initié par la Banque mondiale constitue un élément clé. Il regroupe 35 partenaires industriels, multilatéraux et du monde de la recherche, qui travaillent à faire progresser la recherche, le développement et le déploiement du stockage de l'énergie et à en accélérer l'accès.

La transition énergétique dépend fortement de minerais clés, dont plusieurs sont principalement exploités dans les pays en développement. Le Groupe de la Banque mondiale, par le biais de son initiative pour une exploitation minière intelligente face au climat (*Climate Smart Mining*) et en accompagnant des projets miniers du secteur privé dans ces minerais clés, soutiendra l'extraction, la transformation et le recyclage durables des minerais et des métaux nécessaires aux technologies à faibles émissions de carbone, tout en minimisant l'empreinte sur le climat et les matières premières tout au long de leur chaîne de valeur³³.

Les technologies de production d'énergie éolienne en mer arrivant à maturité et les coûts diminuant, il existe un potentiel important pour étendre leur utilisation dans les économies en développement et émergentes. Les analyses de la Banque mondiale montrent un excellent potentiel dans plusieurs pays et une voie prometteuse pour la production d'électricité à faibles émissions de carbone à moyen terme. Les projets éoliens offshore sont de grande envergure, à forte intensité de capital et complexes, avec des besoins importants en infrastructures, ce qui nécessite une approche coordonnée du Groupe de la Banque mondiale. L'IFC évaluera, financera et mobilisera des capitaux pour ces projets, en travaillant en étroite collaboration avec la Banque mondiale et la MIGA pour l'élaboration des politiques et des projets et l'atténuation des risques. En décembre 2018, la Banque mondiale et l'IFC ont lancé conjointement le programme *Offshore Wind* pour aider les pays émergents à accélérer leur adoption de l'éolien en mer. L'IFC met à profit son expérience en matière de conception et de financement de projets d'énergies renouvelables pour aider à créer des marchés pour les nouvelles technologies propres et les nouveaux modèles économiques.

L'hydrogène vert, défini comme de l'hydrogène produit à partir de 100 % d'énergie renouvelable, est de plus en plus reconnu comme un carburant durable important. Bien qu'il faille encore réduire les coûts des énergies renouvelables pour alimenter l'électrolyse propre afin de pouvoir le porter à l'échelle, l'hydrogène vert suscite de plus en plus d'intérêt en tant que solution de rechange à l'hydrogène dérivé des combustibles fossiles. Le Groupe de la Banque mondiale facilitera la pénétration transformatrice des énergies renouvelables innovantes dans les pays bénéficiaires, y compris l'hydrogène vert³⁴.

Le Groupe de la Banque mondiale considère également l'hydroélectricité comme une source d'énergie propre essentielle — et une option importante pour soutenir l'intégration de l'éolien et du solaire dans les réseaux électriques. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à développer une énergie hydroélectrique durable et résiliente, sans endommager les écosystèmes, et le stockage d'eau associé nécessaire, notamment par le biais de la coopération régionale pour faire progresser les investissements complémentaires entre les pays.

La MIGA s'efforcera de mobiliser davantage les investisseurs et de développer son portefeuille d'énergies renouvelables. Les énergies solaire, éolienne, hydroélectrique et géothermique à l'échelle commerciale seront des composantes importantes de ces efforts. Elle établira des moyens innovants pour que ses garanties soutiennent des solutions de microréseaux et hors réseau qui peuvent accélérer l'électrification des communautés mal desservies, en particulier dans les pays IDA et dans ceux qui connaissent la fragilité, les conflits ou la violence. La MIGA travaillera en coordination avec l'IFC et la Banque mondiale pour fournir des solutions complètes et efficaces qui maximisent la participation du secteur privé aux énergies renouvelables. L'IFC a pris les devants avec ses clients du secteur privé et est en train d'élaborer une feuille de route pour la transition vers une économie à zéro émission nette de gaz à effet de serre dans le cadre de cette initiative. L'IFC et la MIGA peuvent également investir dans le transport et la distribution, qui sont essentiels à l'intégration des énergies renouvelables, à l'équilibre du réseau et à l'apport de capitaux privés dans la production. L'IFC et la MIGA élaboreront également des modèles économiques en vue de mobiliser des capitaux privés pour les importantes dépenses d'équipement et les améliorations de rendement nécessaires dans ce secteur.

Planification du réseau électrique

Étant donné que de plus en plus de personnes et de secteurs économiques dépendent du réseau électrique, celui-ci doit être fiable et résilient. Les infrastructures électriques sont vulnérables à de nombreux effets du changement climatique : de la baisse de l'approvisionnement en eau à l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les fortes chaleurs, les tempêtes et les inondations. La planification au niveau du réseau et au niveau opérationnel — à l'instar de la modification du matériel existant, du choix de nouveaux sites et l'achat d'équipements — peut contribuer à renforcer la résilience. Les mesures visant à réduire la demande (par exemple, l'amélioration du rendement énergétique, l'utilisation d'outils de gestion de la demande tels que les compteurs intelligents et la réduction des pertes de transport) peuvent contribuer à réduire la pression sur l'ensemble du réseau électrique.

La résilience au changement climatique est une priorité émergente qui concerne la stabilité et la performance des systèmes énergétiques face aux phénomènes climatiques extrêmes. Ceci est particulièrement important, car la production d'énergie renouvelable et l'hydroélectricité, ainsi que la demande d'énergie, sont fortement affectées par les conditions climatiques. Les ressources énergétiques réparties — la production d'électricité à petite échelle à partir de panneaux solaires installés sur les toits ou le stockage sur batteries, par exemple — peuvent accroître la résilience, en particulier lorsque le changement climatique entraîne une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes et des risques de perte d'électricité. Le Groupe de la Banque mondiale entend accélérer les investissements et mobiliser des financements concessionnels pour le stockage sur batteries afin d'aider les pays à intégrer davantage d'énergies renouvelables. Dans le cadre de l'expansion des systèmes d'énergie propres, tels que l'hydroélectricité, il est essentiel que les infrastructures soient construites en tenant compte de la résilience au changement climatique, des chocs liés à l'eau et des usages multiples des réservoirs. Cette démarche doit être soutenue par une gestion saine des bassins fluviaux et intégrer des considérations relatives à la biodiversité afin de minimiser les éventuels effets négatifs. En particulier dans un climat changeant, le développement de l'hydroélectricité présente des risques qui doivent être évalués et gérés avec soin. Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à aider les pays à développer et à financer des projets hydroélectriques bien adaptés aux conditions locales et résilients au changement climatique. Il s'engage à intensifier ses efforts pour soutenir la planification énergétique à long terme et le renforcement des capacités, en se concentrant sur la réalisation d'une planification à long terme de

l'énergie et de l'adaptation au climat ; sur l'amélioration de la collecte de données météorologiques et hydrologiques et leur utilisation dans les modèles énergétiques ; et sur la conception et la mise en œuvre d'une préparation et d'une riposte aux situations d'urgence, ainsi que d'un plan de reprise, le cas échéant.

La Banque mondiale accélérera son soutien aux pays pour la planification d'un réseau électrique en les aidant à identifier et à mettre en œuvre des options rentables à faibles émissions de carbone et résilientes. À l'avenir, la Banque travaillera avec les pays pour préparer des plans d'électrification et des plans de développement du secteur de l'électricité qui intègrent des scénarios énergétiques à faibles émissions de carbone et résilients, étendent l'accès à une énergie moderne et fournissent une électricité fiable pour la croissance économique. En outre, le piégeage, l'utilisation et le stockage du carbone (PUSC) peuvent constituer un levier important pour la décarbonation³⁵.

Pour attirer des financements en faveur des énergies propres, il faut une planification adéquate, des performances opérationnelles satisfaisantes et la viabilité financière du secteur de l'électricité. Dans de nombreuses régions, le sous-investissement chronique et le manque d'entretien ont entraîné des pannes fréquentes et un accès limité à l'énergie pour les pauvres. La Banque mondiale continuera à soutenir les politiques, les réformes et les investissements visant à renforcer les performances opérationnelles, commerciales et financières des services publics. Pour les pays qui s'engagent à améliorer les performances de leurs services publics, le Groupe de la Banque mondiale fournira un soutien, notamment des instruments d'atténuation des risques, le cas échéant, pour permettre des investissements privés à grande échelle dans les énergies renouvelables, facilitant ainsi les opportunités d'investissement pour l'IFC et la MIGA.

Réforme des subventions aux combustibles fossiles

La Banque mondiale continuera d'aider ses pays bénéficiaires à faire avancer les réformes relatives aux combustibles fossiles³⁶. En réponse à la forte demande des pays bénéficiaires pour des réformes visant à éliminer ou à réduire les subventions à l'énergie, mais qui soient justes et inclusives, la Banque fournira une assistance technique par le biais de son mécanisme de réforme des subventions à l'énergie et soutiendra les réformes politiques par le biais d'opérations de prêt. La Banque s'attachera à protéger les pauvres dans le cadre de ces réformes en renforçant les dispositifs de protection sociale et en facilitant les campagnes de communication pour relever les défis de l'économie politique.

Rendement énergétique

Le rendement énergétique est l'une des plus grandes sources d'énergie inexploitées, et son développement est un élément essentiel de la transition énergétique. C'est souvent le moyen le plus propre et le moins coûteux d'étendre les services énergétiques. L'investissement dans le rendement énergétique réduit les besoins d'investissement dans de nouvelles sources d'énergie, les crédits publics pour les subventions et les coûts pour les consommateurs — toutes choses qui renforcent la compétitivité et la sécurité énergétique. Il existe un potentiel dans l'ensemble de l'économie — du secteur de l'énergie lui-même aux villes, en passant par l'industrie manufacturière, la santé, l'éducation, les transports et l'eau ; de nombreux engagements seront multisectoriels. Le Groupe de la Banque mondiale soutiendra des projets tant du côté de l'offre (dans la production d'électricité et par la réduction des pertes de transport et de distribution) que du côté de la demande (industrie, municipalités et autres utilisateurs du secteur public, bâtiments résidentiels et agriculture).

L'IFC et la MIGA prévoient également d'accroître leur soutien aux projets d'amélioration du rendement énergétique. La crise de la COVID-19 a réduit la capacité financière de tous les secteurs à investir dans les technologies propres, menaçant de bloquer les progrès. Pour l'avenir, le secteur de l'énergie peut réagir rapidement aux nouvelles mesures d'incitation, développer des technologies facilement disponibles et générer des économies et des revenus substantiels pour les ménages et les entreprises dans le cadre d'une reprise postpandémique. L'IFC et la MIGA ont pour objectif d'accroître leurs financements dans le rendement énergétique par le biais de lignes de crédit, d'obligations vertes, de prêts verts et de garanties.

Elles travailleront avec des clients du secteur réel sur des investissements à grande échelle en matière de rendement énergétique, en les aidant à identifier les opportunités au sein de projets plus importants. Ce travail soutiendra le financement par les institutions financières de projets de rendement énergétique, y compris les rénovations industrielles et de bâtiments.

Une transition juste vers l'abandon du charbon

Il est essentiel de renoncer au charbon pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Il s'agit d'une entreprise majeure qui nécessite un soutien spécifique aux niveaux macroéconomique et budgétaire, ainsi que dans de multiples secteurs. La Banque mondiale augmentera de manière significative le financement et le soutien consultatif pour une transition juste vers l'abandon du charbon au profit des pays bénéficiaires qui en font la demande³⁷. La Banque mondiale aidera les autorités nationales, régionales et locales à élaborer des feuilles de route claires pour la transition, en se concentrant sur les structures de gouvernance, le bien-être des personnes et des communautés, et la réhabilitation et la réaffectation des anciens terrains miniers et des centrales électriques à charbon. L'IFC et la MIGA collaboreront avec la Banque mondiale dans le cadre de ces efforts et travailleront avec leurs clients pour soutenir la sortie du charbon dans le secteur privé, notamment par le biais de financements innovants ou d'instruments de réduction des risques et de mesures incitatives.

Du côté de l'offre, les priorités de la transition vers l'abandon du charbon comprennent l'accélération de la fermeture et de la réaffectation des mines de charbon et des centrales électriques à charbon, en tenant dûment compte des effets distributifs et de la promotion de nouvelles sources d'emploi et de croissance économique pour les personnes et les communautés ou les régions touchées. Du côté de la demande, les priorités consistent à réduire, remplacer ou éviter l'utilisation du charbon en augmentant le rendement énergétique, en passant à des sources d'énergie à faible teneur en carbone et en augmentant considérablement les investissements dans les énergies renouvelables.

Dans certains cas, le gaz naturel peut être utile pour accélérer la sortie du charbon, en fonction du contexte de chaque pays. Par exemple, le gaz naturel peut jouer un rôle dans la fourniture de solutions de chauffage pour les ménages et les entreprises dans certains pays à moyen terme, et peut être compatible avec l'objectif de décarbonation à long terme d'un pays, grâce à la réutilisation des gazoducs et d'autres infrastructures pour le transport et le stockage d'hydrogène plus propre. Par ailleurs, une centrale électrique à gaz peut être essentielle pour améliorer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et la stabilité du réseau, facilitant ainsi des taux plus élevés d'intégration des énergies renouvelables. Toutefois, en raison de leur longue durée de vie, les nouvelles infrastructures gazières ne sont pas toujours compatibles avec la nécessité de décarboner les économies dans ce délai. Tous les investissements dans de nouvelles infrastructures gazières seront évalués pour s'assurer de leur cohérence avec les CDN et les SLT.

La transition vers l'abandon du charbon doit se faire de manière juste, en tenant compte des personnes et des effets distributifs. Une transition juste doit intégrer la durabilité, y compris l'assainissement de l'environnement, ainsi que le travail décent, l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté. En l'absence d'une bonne politique, le risque est grand qu'à mesure que les pays abandonnent le charbon, des travailleurs et des communautés entières se retrouvent sur le carreau. Il est donc nécessaire de financer l'acquisition de nouvelles compétences, la création d'emplois et le développement d'une économie plus équitable et plus résiliente. Les programmes visant à gérer les incidences sociales et sur le marché du travail de la transition énergétique constituent un élément central de la boîte à outils de la Banque mondiale pour faciliter les fermetures et soutenir une transition juste pour tous. L'IFC et la MIGA travailleront avec leurs clients et collaboreront avec la Banque mondiale pour étudier des solutions innovantes afin d'accélérer l'élimination progressive du charbon et de promouvoir une transition juste.

Le Groupe de la Banque mondiale a cessé de financer directement les nouveaux projets de centrales électriques à charbon à l'échelle commerciale en 2010 et augmentera considérablement son soutien programmatique pour la sortie du charbon dans les pays bénéficiaires qui demandent cette assistance. Les aspects économiques, la durée de construction et d'exploitation et les émissions des centrales

à charbon ne peuvent être conciliés ni avec les objectifs de l'Accord de Paris ni avec nos efforts pour soutenir un développement vert, résilient et inclusif.

AGRICULTURE, ALIMENTATION, EAU ET TERRES

L'agriculture et la production alimentaire sont des sources essentielles d'emplois et de moyens de subsistance pour un grand nombre de personnes dans le monde, y compris la grande majorité des personnes vivant dans l'extrême pauvreté³⁸. Afin de nourrir une population mondiale projetée de près de 10 milliards d'habitants d'ici à 2050, ces systèmes doivent être développés davantage³⁹. Dans le même temps, l'agriculture, la sylviculture et le changement d'affectation des terres produisent près du quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre⁴⁰. Les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture sont la conversion des terres (par exemple, le défrichage de forêts pour en faire des terres agricoles), les émissions de méthane provenant de l'élevage et de la production de riz, et l'oxyde nitreux résultant de l'utilisation d'engrais synthétiques. L'agriculture est également le plus grand utilisateur de terres et d'eau, avec des effets sur les forêts, les prairies, les zones humides et la biodiversité. Les systèmes d'alimentation et d'utilisation des terres génèrent actuellement des coûts « cachés » en matière d'environnement, de santé et de pauvreté estimés à près de 12 000 milliards de dollars par an⁴¹. Des changements majeurs sont nécessaires, mais ils doivent être entrepris selon une approche axée sur les personnes.

Dans le même temps, l'agriculture est l'un des secteurs les plus sensibles au changement climatique, notamment pour les populations les plus vulnérables : les petits producteurs des pays à revenu faible ou moyen. Les principaux risques pour la production alimentaire sont la pénurie d'eau due à l'évolution des précipitations et à la hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes, le déclin de la biodiversité et des services écosystémiques, ainsi que l'apparition de nouveaux parasites et maladies des cultures. L'agriculture, l'alimentation, l'eau et l'utilisation des terres sont donc des secteurs prioritaires pour les efforts d'atténuation et d'adaptation.

Agriculture adaptée au changement climatique

La Banque mondiale renforcera son soutien à une agriculture adaptée au changement climatique dans l'ensemble des chaînes de valeur agricoles et alimentaires par des interventions politiques et technologiques solides. Cette démarche peut avoir de réels avantages sur trois plans : amélioration de la productivité, réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la résilience. Certains sous-secteurs méritent une attention particulière. Par exemple, la production de bétail génère de très grandes quantités de gaz à effet de serre, mais joue également un rôle majeur dans la fourniture de moyens de subsistance et la sécurité alimentaire — et il existe des options d'atténuation bien connues et d'un bon rapport coût-efficacité⁴². La culture du riz est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre, en particulier de méthane, mais de nouvelles variétés, des techniques qui réduisent l'utilisation de l'eau, une meilleure gestion des intrants et d'autres stratégies peuvent améliorer la production, réduire les émissions et augmenter la résilience. La Banque mondiale mettra en place un centre d'alerte précoce pour une action rapide en matière de sécurité alimentaire afin de soutenir la détection et le diagnostic précoces des crises d'insécurité alimentaire émergentes.

L'IFC et la MIGA promeuvent une agriculture intelligente face au climat dans le cadre de leur collaboration avec les clients du secteur privé. L'IFC mettra l'accent sur trois thèmes stratégiques, à savoir : i) aider à améliorer la productivité tout en réduisant l'utilisation d'intrants et les émissions de gaz à effet de serre par tonne de production, notamment grâce à l'agriculture de précision et à l'agriculture régénératrice ou de conservation ; ii) rendre la production animale plus durable tout en augmentant la productivité ; et iii) réduire les pertes après récolte dans les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale (par exemple, en améliorant la logistique et la distribution, en proposant des solutions d'emballage appropriées, des installations de stockage modernes et des chaînes du froid). L'IFC examine les domaines susceptibles d'entraîner des changements de paradigme, notamment la gestion du carbone, de la santé et de la fertilité

des sols, l'irrigation fertilisante, les alternatives innovantes et commercialement viables aux protéines animales, et les nouveaux modèles visant à promouvoir l'irrigation au goutte-à-goutte et à renforcer la résilience climatique. L'augmentation du volume des investissements directs de l'IFC dans les entreprises agricoles et des investissements indirects dans les intermédiaires financiers et les garanties de la MIGA, qui contribuent à une agriculture intelligente face au changement climatique, impliqueront le transfert à la fois de technologies de rupture et d'interventions éprouvées, ainsi que de modèles économiques qui permettent de surmonter les obstacles bien connus aux investissements dans ce secteur. Il est nécessaire de trouver des solutions d'agrégation et de partage des risques pour aligner les intérêts et atteindre une certaine échelle. L'IFC s'appuie généralement sur un « client d'ancrage », tel qu'une entreprise alimentaire intégrée, un transformateur, un négociant ou un détaillant alimentaire, pour l'aider à mettre en œuvre des pratiques respectueuses du climat dans l'ensemble de ses chaînes d'approvisionnement. L'IFC s'appuiera sur les produits de financement de l'action climatique pour contribuer à la constitution d'une réserve de clients au profil approprié. De nombreux engagements portant sur une agriculture intelligente face au changement climatique, en particulier ceux qui impliquent un financement pour les négociants, les transformateurs et les petits exploitants de la chaîne d'approvisionnement, nécessiteront de tirer parti du réseau d'intermédiaires financiers partenaires de l'IFC et de financements concessionnels mixtes pour réduire ou aligner les risques, ou compenser partiellement les avantages publics associés à ces investissements.

Perte et gaspillage de nourriture

Un tiers de la nourriture produite dans le monde est gaspillée, ce qui entraîne des coûts importants pour la société. La Banque mondiale se penche déjà sur les options politiques et les compromis liés à la lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaires, et mettra en œuvre des diagnostics du système alimentaire de la ferme à la table pour identifier les priorités d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique tout au long de la chaîne de valeur⁴³. L'IFC met au point un calculateur de pertes alimentaires qui l'aidera, ainsi que ses clients, à quantifier les bénéfices en termes de gaz à effet de serre et les économies de coûts des projets qui réduisent les pertes alimentaires. La MIGA collabore avec ses clients pour réduire l'empreinte de la fabrication de produits alimentaires en termes d'eau et d'émissions, et pour renforcer la résilience climatique des chaînes de valeur agricoles en démontrant l'importance des risques et des interventions climatiques dans les évaluations de faisabilité des projets.

Solutions fondées sur la nature

Le Groupe de la Banque mondiale considère les solutions fondées sur la nature comme des éléments essentiels de la transition des systèmes alimentaires, hydriques et fonciers. Dans le domaine de l'agriculture et de la production alimentaire, les solutions fondées sur la nature peuvent renforcer les fonctions des écosystèmes dans les paysages affectés par les pratiques agricoles et la dégradation des sols, en améliorant la disponibilité et la qualité de l'eau, la productivité des systèmes de culture et la santé du bétail. Les solutions fondées sur la nature peuvent présenter des avantages pour la santé des sols, la séquestration du carbone, la biodiversité et la résilience climatique, entre autres. Au niveau sectoriel, la Banque, par le biais du Fonds de partenariat pour le carbone forestier, renforce les capacités de ses clients dans leurs programmes de réduction des émissions et leurs stratégies de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+). Les solutions fondées sur la nature peuvent également être appliquées dans les zones côtières pour stabiliser les rivages et réduire les effets des inondations et de l'érosion, ce qui permet de maintenir les pêcheries comme sources de nourriture et de préserver les moyens de subsistance liés à la pêche, au tourisme et aux loisirs. La restauration des zones humides peut également augmenter la capacité de stockage des réserves d'eau douce et améliorer la qualité de l'eau, tout en renforçant l'habitat et la biodiversité. L'IFC en est aux étapes préliminaires de l'élaboration d'approches sectorielles visant à intégrer les considérations relatives à la biodiversité dès les premières étapes de l'aménagement du paysage, en particulier pour les secteurs de l'agriculture et des infrastructures. L'IFC s'efforcera de mettre au point de nouvelles approches et de nouveaux modèles économiques pour soutenir le financement de la biodiversité et étudiera la possibilité de catalyser le financement privé sur ses marchés clients.

ENCADRÉ 5

Eau, développement et changement climatique

L'eau est au cœur de plusieurs objectifs de développement durable (ODD). Elle est vitale pour produire de la nourriture, et donc pour atteindre l'ODD 2 : éliminer la faim ; l'eau potable est nécessaire pour atteindre l'ODD 3 : bonne santé et bien-être ; et l'ODD 6 réclame de l'eau propre et de l'assainissement pour tous. Le changement climatique menace les ressources en eau en raison de la hausse des températures, du raccourcissement des saisons des pluies, de la fréquence accrue des sécheresses et des précipitations extrêmes. Cela a des conséquences sur la sécurité des approvisionnements en eau et sur la viabilité de l'agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture, avec des effets disproportionnés sur les pauvres et les plus vulnérables.

Parallèlement, l'eau potable, les services d'assainissement et d'irrigation sont tous consommateurs d'énergie, et leur demande devrait augmenter considérablement dans les années à venir. Les systèmes d'approvisionnement en eau utilisent souvent l'énergie de manière non rationnelle et gaspillent également l'eau.

Si la sécurité des approvisionnements en eau n'est pas renforcée, les régions et les pays ne seront pas en mesure de s'adapter, de décarboner et d'être résilients au changement climatique et aux autres stress et chocs. Le renforcement de la sécurité des approvisionnements en eau est nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction des émissions dans ce secteur, mais l'eau joue également un rôle essentiel dans la réduction des émissions dans d'autres secteurs, tels que l'énergie, l'agriculture, la sylviculture et les transports (y compris les voies navigables intérieures). Le Groupe de la Banque mondiale a pour objectif d'aider les pays à renforcer la sécurité des approvisionnements en eau, à gérer l'eau pour s'adapter au changement climatique et l'atténuer, et à combler le fossé dans le cycle eau-énergie-émissions de gaz à effet de serre :

- » en veillant à ce que les infrastructures hydrauliques soient planifiées et conçues pour faire face à l'incertitude croissante dans un contexte de changement climatique ;
- » en améliorant le rendement énergétique dans le secteur de l'eau, à la fois directement et en s'attaquant aux fuites d'eau et en réduisant les pertes d'eau dans l'irrigation, et en intégrant les sources d'énergie renouvelables dans la prestation de services ;
- » en promouvant des approches d'économie circulaire en réduisant les pertes d'eau ; en gérant la demande en eau ; en récupérant et en captant des ressources précieuses telles que le biogaz, les nutriments et les métaux lourds issus du traitement des eaux usées ; et en adaptant la réutilisation des effluents traités et la récupération des ressources ;
- » en promouvant la diversification durable des approvisionnements en eau ;
- » en promouvant de bonnes pratiques de gestion des bassins hydrographiques qui protègent les sources d'eau contre les risques accrus de sécheresse et de détérioration de la qualité de l'eau, tout en protégeant ou en réhabilitant les paysages qui agissent comme des puits de carbone dans l'environnement naturel ;
- » en concevant une chaîne de services d'assainissement résiliente afin de réduire les fuites d'eau polluée dans le milieu environnant ;
- » en augmentant et en optimisant le stockage de l'eau par des infrastructures conventionnelles de stockage de l'eau de surface afin de stimuler la production d'hydroélectricité nécessaire à la transition vers l'énergie verte ; en installant des panneaux solaires flottants sur les réservoirs de stockage ; en développant des solutions fondées sur la nature ; et en promouvant des mécanismes d'allocation de l'eau adaptatifs et flexibles. Ensemble, ces actions contribuent à renforcer la résilience de la prestation de services d'eau en gérant les approvisionnements en eau variables dans le temps et en assurant une protection pendant les inondations et les sécheresses ;
- » en concevant des infrastructures hydrauliques et en menant des politiques visant à limiter et/ou à réduire les émissions de gaz à effet de serre autres que le CO₂, notamment le méthane et le protoxyde d'azote ;
- » en exploitant les innovations dans les domaines de l'eau et de l'énergie et les technologies numériques ; et
- » en s'assurant que les voies de décarbonation choisies par les pays ne compromettent pas leurs objectifs en matière de sécurité des approvisionnements en eau, et que l'eau ne soit pas un facteur limitant pour les atteindre.

Source : Banque mondiale.

Eau

La sécurité alimentaire mondiale dépend d'une eau de qualité et en quantité suffisante pour soutenir la transition. Il s'agit notamment de l'irrigation, qui permet d'étendre la superficie des terres arables, de soutenir la production agricole nécessaire et d'amortir la chaleur et la sécheresse de plus en plus fortes pendant les saisons de croissance. Avec le changement climatique, on s'attend à ce que le cycle de l'eau subisse des modifications significatives, avec des effets négatifs potentiellement importants sur la production alimentaire. Pour affronter ces défis, les pays doivent investir dans une meilleure planification et dans le renforcement des institutions, dans l'augmentation de la capacité de stockage de l'eau, dans l'amélioration des systèmes de réutilisation de l'eau et dans les infrastructures de lutte contre les inondations et la sécheresse, notamment les infrastructures vertes résilientes au changement climatique et les solutions hybrides vert-gris. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à gérer ensemble les risques d'inondation et de sécheresse, de manière à réduire les chocs liés à l'eau et à protéger les moyens de subsistance et les ressources productives. La Banque mondiale élargira l'accès à des données hydrométéorologiques de qualité et à des systèmes de prévision des inondations et d'alerte précoce afin de mieux gérer les risques liés à l'eau⁴⁴. Elle étendra également son soutien à la gestion des bassins fluviaux en fonction du climat afin de gérer les risques liés à la transition, notamment pour les ressources en eau partagées telles que les lacs, les rivières et autres bassins versants internationaux qui bénéficient collectivement d'une ressource en eau.

L'IFC et la MIGA aideront les pays, les villes et les acteurs industriels à développer et à améliorer leurs activités dans le domaine de l'eau afin d'atteindre les principaux objectifs d'atténuation de l'impact climatique et d'accroître la capacité d'adaptation et la résilience de leurs infrastructures. À ce titre, l'IFC et la MIGA travailleront en étroite collaboration avec leurs clients et partenaires pour : i) promouvoir les technologies respectueuses du climat et résilientes ; ii) renforcer les initiatives destinées à améliorer le rendement énergétique et hydraulique (par exemple, la réduction des eaux non génératrices de recettes, la gestion des sources d'eau, l'optimisation des opérations grâce à la numérisation) ; iii) soutenir les activités économiques en identifiant des sources durables d'eau à usage industriel et en développant les projets de réutilisation des eaux usées traitées afin de limiter l'impact de l'approvisionnement en eau dans les régions soumises au stress hydrique ; et iv) investir dans les infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées.

Puits de carbone

La conservation du carbone terrestre, par laquelle de grands volumes de carbone stockés dans les forêts naturelles, les prairies et les zones humides sont accumulés sous forme de stocks de carbone, est importante pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, et est essentielle pour accroître la résilience des écosystèmes. Les sols font partie des plus grands réservoirs de carbone de la planète. Le stockage du carbone dans le sol peut être augmenté par l'utilisation de variétés de plantes aux racines plus profondes, l'agroforesterie, l'ajout de matières organiques, la modification de la rotation des cultures et la prévention de la déforestation⁴⁵. Outre ses avantages en termes d'atténuation, le renforcement du stockage du carbone dans le sol peut améliorer la santé du sol et augmenter les rendements, et pourrait potentiellement être monétisé par les agriculteurs par le biais des marchés du carbone. La Banque mondiale aidera les pays à encourager les agriculteurs, par des mesures incitatives, à investir dans des solutions fondées sur la nature pour améliorer le stockage du carbone dans les sols et renforcer la résilience. Le Groupe de la Banque mondiale expérimentera dans ses opérations un protocole de surveillance, de déclaration et de vérification à faible coût et en temps quasi réel, qui peut avoir un effet multiplicateur sur les capitaux privés pour améliorer la séquestration du carbone dans le sol.

Économie bleue

La pêche et l'aquaculture jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire et l'économie de nombreux pays, et elles peuvent contribuer à répondre aux besoins nutritionnels de populations croissantes.

Le Groupe de la Banque mondiale s'attachera à aider les pays et le secteur privé à protéger les zones marines, à diversifier l'économie bleue, à réduire la pollution marine et à repeupler les récifs coralliens. Des océans sains fournissent des emplois et de la nourriture, soutiennent la croissance économique, régulent le climat et favorisent le bien-être des communautés côtières et urbaines. Le Groupe de la Banque mondiale contribuera à la croissance bleue par le biais de services analytiques, du dialogue politique, du financement et de l'appui aux activités liées à une utilisation plus efficace des ressources, tout en renforçant les systèmes de réacheminement des déchets et les infrastructures de collecte et de traitement des matières plastiques, et de récupération de la valeur de ces matières plastiques dans l'économie.

Réduction des risques liés à l'investissement privé

La MIGA augmentera son soutien aux transactions agro-industrielles durables. Elle y voit un moyen d'aider les investisseurs à réduire les risques liés aux flux financiers privés et au financement de l'action climatique pour les opérations agro-industrielles et leurs chaînes de valeur. La MIGA mettra également davantage l'accent sur l'adoption de techniques adaptées au changement climatique qui permettent de mieux résister aux chocs climatiques. La MIGA initiera des conseils techniques sur des solutions agricoles adaptées au changement climatique, en sensibilisant aux pratiques d'identification et de gestion des risques climatiques et en introduisant des méthodes de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre adaptées aux opérations des clients.

VILLES

Les villes consomment plus des deux tiers de l'énergie mondiale et produisent plus de 70 % des émissions mondiales de CO₂⁴⁶. La transformation des systèmes urbains sera essentielle pour atteindre les objectifs climatiques, ainsi que pour réaliser l'ODD 11, qui consiste à rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables⁴⁷. Le Groupe de la Banque mondiale soutiendra les gouvernements nationaux et locaux pour développer, financer et mettre en œuvre des solutions pour les villes qui réduisent les émissions, renforcent la résilience et favorisent une prospérité partagée. Dans le cadre de son travail avec les gouvernements, la Banque mondiale identifiera également les possibilités pour l'IFC de soutenir les secteurs qui nécessitent davantage d'investissements du secteur privé — par exemple, pour rénover les infrastructures existantes et améliorer l'exploitation de l'eau — et pour la MIGA de concevoir des solutions et de fournir des financements aux villes pour atteindre ces objectifs⁴⁸.

Planifier des villes résilientes et à faibles émissions de carbone

Le Groupe de la Banque mondiale renforcera son soutien aux villes, y compris l'assistance technique et le financement, pour les aider à décarboner et à renforcer leur résilience. Cela signifie qu'il faut veiller à ce que des politiques, des réglementations et des investissements soient mis en place pour améliorer la qualité de l'air en milieu urbain ; décarboner les systèmes énergétiques urbains ; promouvoir des bâtiments et des infrastructures écologiques et économes en ressources, par le biais de nouvelles constructions et de rénovations ; favoriser la gestion intégrée des déchets solides et les approches d'économie circulaire ; améliorer les transports urbains, y compris les transports en commun et les options non motorisées ; et améliorer la couverture, le rendement et la résilience de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et du traitement des eaux usées en milieu urbain. Il est particulièrement important d'améliorer la planification et la réglementation de l'utilisation des sols urbains. *City Climate Finance Gap Fund* sera un élément clé de ce travail⁴⁹.

Pour améliorer la résilience climatique, le Groupe de la Banque mondiale soutiendra les villes en leur offrant : i) un meilleur accès aux outils et à l'assistance technique pour intégrer les risques climatiques et de catastrophe dans l'aménagement du territoire ; ii) une capacité renforcée pour se préparer efficacement à ces risques et les gérer ; iii) une assistance pour rendre les infrastructures clés plus résilientes,

notamment les bâtiments, les écoles et les hôpitaux ; iv) un accès à davantage de financements pour les investissements dans la résilience et la prestation de services ; et v) un accès à davantage de partenariats mondiaux et régionaux pour atteindre les objectifs de résilience. Les solutions fondées sur la nature sont également essentielles pour accroître la résilience, notamment la sécurité des approvisionnements en eau, et réduire les risques de catastrophe tels que les inondations. Si la sécurité des approvisionnements en eau n'est pas renforcée, de nombreux pays et régions ne seront pas en mesure de s'adapter, de décarboner et d'être résilients au changement climatique et aux autres stress et chocs. Les solutions fondées sur la nature peuvent être utilisées comme des « infrastructures vertes », qui prennent de la valeur avec le temps, étant donné la gamme d'avantages qui sont produits lorsque les écosystèmes arrivent à maturité. Les partenariats tels que le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement et ses programmes phares sont des catalyseurs essentiels de ce travail.

L'IFC renforcera les partenariats stratégiques par le biais d'une approche totalement intégrée en matière d'investissement et de conseil, afin d'aider les villes à remédier aux défaillances actuelles du marché, telles que les fonds limités pour la préparation des projets, la faible solvabilité et le manque d'expertise technique. Cet engagement précoce en amont est conçu pour ouvrir la voie à des investissements nouveaux et complémentaires de l'IFC, aidant ainsi les villes à hiérarchiser les projets et à accroître la réalisation de projets d'infrastructures municipales durables qui répondent à leurs objectifs de développement⁵⁰. Le nouvel outil de l'IFC pour les villes vertes, *Advance Practices for Environmental Excellence in Cities Green Program (APEX)*, aide les villes des pays émergents à accélérer les mesures politiques et les investissements qui contribuent à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et à des modes de croissance économes en ressources⁵¹. Cette action sera complétée par des efforts visant à déployer davantage de solutions de financement vertes telles que les prêts verts, les obligations vertes et les obligations *Breathe Better Bonds*⁵². La MIGA étendra son portefeuille de villes durables, grâce à des applications innovantes de ses produits, pour faciliter la modernisation des infrastructures économiques et sociales qui sont alignées sur les voies de développement résilientes au climat. La MIGA travaillera avec le secteur privé pour adopter une vision plus globale afin que les projets ne contribuent pas à une inadaptation ou à toute autre incidence négative à l'intérieur et au-delà des limites du projet.

Écoconstruction

L'IFC et la MIGA développeront leurs activités dans le domaine de l'écoconstruction, à la fois par le biais de financements directs et de la réduction des risques pour les propriétaires d'actifs, et en augmentant le recours aux prêts hypothécaires verts et au financement de l'écoconstruction par le biais d'intermédiaires financiers. L'IFC continuera à promouvoir le programme EDGE (*Excellence in Design for Greater Efficiencies* ou excellence dans la conception pour de meilleurs rendements) à travers une gamme de classes d'actifs, y compris les maisons vertes, les bureaux, les hôtels, les hôpitaux, les établissements d'enseignement supérieur, les magasins de détail, les entrepôts et les parcs industriels, les bâtiments industriels légers et les usines, les centres de données, les aéroports et les fonds immobiliers verts⁵³. L'IFC élaborera des programmes de rénovation verts et élargira son programme de certification EDGE pour aider à établir des normes dans ce domaine. Elle aidera également les propriétaires de bâtiments et les clients à réaliser leurs stratégies et objectifs climatiques et à aligner les investissements de l'IFC sur les objectifs de l'Accord de Paris. Pour contribuer à l'adaptation et à la résilience, l'IFC testera son nouvel indice de résilience des bâtiments⁵⁴. La MIGA soutiendra les investissements dans l'écoconstruction et travaillera avec ses clients pour obtenir des certifications en la matière, comme la certification EDGE.

Gestion intégrée des déchets et économie circulaire

Le Groupe de la Banque mondiale aide les pays et les villes à adopter des approches intégrées de gestion des déchets et d'économie circulaire pour favoriser l'atteinte des objectifs en matière de climat, de développement et de durabilité au sens large. La Banque mondiale aidera les villes à promouvoir ces approches tout au long de la chaîne de valeur. L'IFC se focalisera sur trois priorités stratégiques pour le secteur des déchets, à savoir :

i) le renforcement de la chaîne de valeur des déchets solides municipaux, de la collecte à l'élimination, en particulier dans les zones où cette infrastructure est limitée et/ou fortement dépendante du secteur informel ; ii) la promotion de solutions durables de récupération des ressources, y compris le recyclage, les combustibles dérivés des déchets, le captage et l'utilisation des gaz de décharge et la valorisation énergétique des déchets ; et iii) le développement des capacités de gestion des flux de déchets spéciaux, tels que les déchets électroniques et dangereux. Ces priorités permettront aux marchés émergents de s'attaquer à leurs problèmes actuels et croissants de gestion des déchets et de jeter les bases d'une transition vers les principes de l'économie circulaire.

ENCADRÉ 6

Renforcer la résilience côtière pour protéger les vies et les moyens de subsistance

Si certains effets du changement climatique sur l'agriculture, comme la température et les précipitations, sont similaires pour les zones côtières et non côtières, d'autres facteurs ont un impact sur l'agriculture côtière, comme la salinité des sols, l'érosion côtière, l'intrusion d'eau de mer et l'exposition accrue aux cyclones. L'agriculture adaptée au changement climatique a été adoptée dans de nombreuses régions du monde comme moyen de faire face aux chocs climatiques et de minimiser les émissions de gaz à effet de serre, tout en maintenant les rendements des cultures. Cette approche reste pertinente pour l'agriculture côtière, de même que la gestion intégrée des ressources côtières et le renforcement de l'aménagement du territoire.

Au-delà de l'agriculture, les zones côtières de plusieurs pays sont très peuplées et génèrent une part importante de la croissance économique. Cela signifie qu'un grand nombre de personnes et de biens importants sont vulnérables aux effets du changement climatique côtier. Malgré les progrès significatifs réalisés ces dernières années – qui ont permis de sauver des vies, de réduire les pertes économiques et de protéger des avancées cruciales en matière de développement – de nombreux pays doivent encore faire beaucoup plus pour s'attaquer aux vulnérabilités. Le Groupe de la Banque mondiale vise à aider les pays à renforcer la résilience côtière dans les milieux ruraux et urbains, dans un certain nombre de domaines clés, à savoir :

- » le renforcement des outils de gestion des données et de prise de décision en créant des bases de données sur les catastrophes naturelles accessibles à tous, ainsi que des systèmes de gestion des actifs pour les infrastructures critiques ;
- » la prise en compte des risques dans le zonage et l'aménagement du territoire sur la base des meilleures informations disponibles ;
- » le renforcement de la résilience des systèmes d'infrastructure et des services publics en modernisant ces actifs dans les zones les plus exposées et les moins protégées, et en actualisant les normes de sécurité existantes ;
- » l'utilisation de solutions fondées sur la nature en exploitant la fonction de protection et la contribution économique des écosystèmes de manière systématique ; et
- » l'amélioration de la préparation et de la capacité de réaction aux catastrophes en modernisant les systèmes d'alerte précoce, en renforçant la capacité de réaction locale, en améliorant les dispositifs de protection sociale et en mettant en œuvre un financement global des risques.

Source : Banque mondiale.

TRANSPORTS

Les transports durables sont essentiels pour favoriser une croissance inclusive, élargir l'accès aux services essentiels et lutter contre le changement climatique. Le Groupe de la Banque mondiale travaille avec ses clients pour assurer une mobilité sûre, propre, résiliente, rationnelle et inclusive. Les transports produisent près d'un quart des émissions mondiales de CO₂ provenant de la combustion de combustibles fossiles, et les émissions du secteur augmentent rapidement⁵⁵. La demande de

transport devrait croître rapidement au cours des prochaines décennies, à mesure que les pays à revenu faible et moyen poursuivent leur développement économique et leur urbanisation. En l'absence de mesures énergiques, les émissions de CO₂ dues aux transports devraient augmenter de 60 % entre 2015 et 2050⁵⁶. Pour soutenir un secteur des transports à faibles émissions de carbone et résilient, le Groupe de la Banque mondiale appuiera trois piliers principaux du secteur des transports : la mobilité et l'accès ; la logistique et le fret ; et les systèmes de transport résilients⁵⁷.

Mobilité et accès

La Banque mondiale aidera les villes et les zones urbaines à planifier, à développer et à gérer des systèmes de transport intégrés, y compris des transports publics de qualité pour remplacer les véhicules particuliers et les services de transport urbain informel fragmentés, ainsi qu'à soutenir la mobilité active par des modes non motorisés. Les technologies numériques offrent d'importantes possibilités d'améliorer l'efficacité, de réduire la congestion, la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre, et de transformer la façon dont les personnes et les marchandises se déplacent dans le monde. La Banque soutiendra également les gouvernements dans leurs efforts d'amélioration de l'accessibilité urbaine en formalisant les transports en commun dans les zones qui dépendent largement des services informels. Cela nécessite une planification minutieuse, afin que les services formels soient abordables et répondent aux besoins de mobilité locaux, et pour assurer la transition des opérateurs informels, afin qu'ils ne perdent pas leurs moyens de subsistance. Le travail de la Banque mondiale dans ce domaine facilitera la mobilisation de capitaux privés par l'IFC et la MIGA.

Les véhicules électriques recèlent un potentiel important, notamment dans le cadre de la décarbonation du secteur de l'électricité. Le passage à l'électrique, y compris pour les véhicules particuliers, ainsi que les bus et les camions, permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que la pollution atmosphérique et les effets connexes sur la santé. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays ou les villes à planifier et à mettre en œuvre des solutions d'e-mobilité, à électrifier les transports publics, à rendre les flottes gouvernementales plus vertes, à adopter des solutions de micromobilité, à encourager l'adoption de véhicules électriques individuels et à construire les infrastructures de soutien nécessaires, telles que les stations de recharge⁵⁸. Les bus électriques pour les transports publics dans les villes représentent un domaine d'intérêt clé pour l'IFC, qui met en œuvre une approche à trois volets pour accroître ses investissements dans ce secteur⁵⁹.

Les réformes de la tarification et de la réglementation des carburants et des véhicules peuvent être des outils efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en augmentant les prix des véhicules particuliers par rapport aux transports publics dans les villes, et en encourageant l'achat de véhicules plus propres et plus économes en carburant. Dans le même temps, la plupart des voitures, camions et bus importés dans les pays à faible revenu sont d'occasion, souvent vieux de plusieurs années, voire de plusieurs décennies, ce qui contribue de manière significative à la pollution atmosphérique et aux émissions de gaz à effet de serre. La Banque mondiale soutiendra la modernisation du parc automobile, notamment en appuyant les politiques visant à réglementer le marché des véhicules d'occasion en interdisant l'importation de véhicules dépassant un certain âge ou en imposant des droits d'accise supplémentaires sur ces véhicules.

Logistique et fret

Les interventions visant à décarboner le secteur du fret et à mettre en place une logistique compétitive comprennent la réorganisation des chaînes d'approvisionnement, la modification des pratiques d'inventaire, la réduction de la fragmentation de la production, le rapprochement de la production des clients, le passage à des modes de transport à plus faibles émissions de carbone, le passage à des véhicules à bon rendement énergétique et à faibles émissions de carbone dans tous les modes, y compris dans le transport maritime, et l'optimisation des réseaux. La logistique et les infrastructures

vertes permettent non seulement d'améliorer la connectivité, mais peuvent également constituer un moyen rentable de réduire les émissions et les risques naturels liés au climat, en soutenant les objectifs en matière de nature et de climat. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à préparer et à mettre en œuvre des mesures pour aider à décarboner le secteur du fret en permettant et en encourageant le transfert modal, une transition à long terme vers une logistique verte, et la modernisation des secteurs du camionnage, du rail et du maritime. Pour appuyer cette transition, l'IFC et la MIGA soutiendront les investissements dans les équipements à haut rendement énergétique et l'écoconstruction dans des sous-secteurs tels que les ports, les aéroports et le transport maritime, et élargiront leurs investissements liés au climat dans la logistique contractuelle et la logistique sous température dirigée.

Systèmes de transport résilients

La performance et la fiabilité à long terme des systèmes de transport devront de plus en plus tenir compte du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes et être planifiées en conséquence. Le Groupe de la Banque mondiale appliquera une gamme d'outils et d'approches à son action dans la construction de systèmes de transport résilients. Il s'agit notamment : i) d'un aménagement du territoire stratégique et sectoriel en amont, fondé sur des évaluations des risques et de la vulnérabilité ; ii) de solutions d'infrastructures résilientes, comprenant des investissements dans les infrastructures physiques, les nouvelles technologies et l'adaptation communautaire ; iii) de l'amélioration de l'environnement favorable par le biais d'un appui institutionnel et en capacités, d'une sensibilisation et d'un financement visant à renforcer les capacités des parties prenantes concernées au niveau politique et réglementaire ; et iv) d'un appui dans la gestion des risques et le relèvement après une catastrophe, afin que les risques et la résilience au changement climatique soient intégrés aux efforts de reconstruction. Ces solutions seront étayées par des évaluations nationales de la capacité d'un système de transport à résister au changement climatique, sur la base d'un inventaire des installations de transport, d'une analyse des facteurs de risque liés au climat, des mesures d'adaptation potentielles et d'une évaluation économique des mesures prises.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'industrie manufacturière est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre, en particulier les industries lourdes produisant des matériaux de base tels que les produits chimiques, l'acier, le ciment et le verre, pour lesquels les processus industriels directs représentent 5,2 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie dans l'industrie 24,2 % supplémentaires⁶⁰. Les matériaux de base génèrent intrinsèquement de grandes quantités de gaz à effet de serre, mais n'ont actuellement aucun substitut techniquement et économiquement viable pouvant offrir des fonctions similaires à l'échelle. Il s'agit d'un défi majeur, car ils sous-tendent toute une série d'activités économiques, créent des emplois le long de toutes les chaînes de valeur et stimulent la croissance économique des pays. Ces produits sont essentiels, qu'il s'agisse d'engrais agricoles, de fibres ou de matériaux de construction, et ils permettent de trouver des solutions pour le logement, le traitement des déchets, la sécurité sanitaire des aliments, les soins de santé et les biens de consommation qui sont essentiels à la qualité, à l'accessibilité financière et au confort de la vie moderne. À mesure que les pays industrialisent leurs économies, il est important d'adopter les meilleures pratiques disponibles et les nouveaux modèles économiques qui soutiennent la durabilité et les voies de développement à faibles émissions de carbone, tout en veillant à ce que l'industrie manufacturière devienne plus résiliente aux catastrophes naturelles.

La Banque mondiale aidera également les pays et leurs industries à élaborer des politiques sectorielles qui favorisent une croissance résiliente et à faibles émissions de carbone, tout en contribuant à améliorer leur compétitivité verte et le rôle du secteur privé. La Banque cherche à maximiser son impact climatique par le biais du Programme d'économie circulaire pour le développement du secteur privé en se focalisant sur la réduction des émissions à la base dans les industries et en amont de

la chaîne de valeur. Le Groupe de la Banque mondiale aide tous les secteurs manufacturiers à s'engager sur la voie de la décarbonation et à atteindre l'ODD 12 — des modes de consommation et de production durables — par l'utilisation efficace des ressources, des solutions à faibles émissions de carbone et la circularité. La numérisation des industries affectera grandement le rendement de la production et permettra la viabilité des solutions d'économie circulaire. En tant qu'acteur majeur dans le secteur de la fabrication, la Banque travaillera également avec les parcs industriels pour les aider à offrir des infrastructures et des services industriels à faibles émissions de carbone grâce à son programme de parcs éco-industriels⁶¹.

La Banque mondiale a lancé un programme pour les industries résilientes afin d'améliorer la compétitivité par le biais de la planification de la continuité des activités, d'une meilleure gestion des chaînes d'approvisionnement et des parcs industriels face aux catastrophes naturelles⁶². La Banque aidera les gouvernements des pays en développement à accroître la résilience de leurs industries clés face aux catastrophes climatiques et autres catastrophes naturelles en mettant l'accent sur la planification de la continuité des activités. Il s'agira d'analyser les principaux risques auxquels sont exposés les industries, les chaînes d'approvisionnement et leurs employés, et de fournir des instruments liés au financement, au développement des infrastructures industrielles et à l'amélioration de la planification de la préparation. En cas de catastrophe, la Banque se coordonnera avec les efforts humanitaires pour soutenir l'évaluation rapide des dommages, remédier aux dommages causés aux infrastructures essentielles et développer des mécanismes de financement pour aider les employés et les entreprises à se mettre à l'abri et à se rétablir. La planification de la résilience doit également tenir compte d'événements non liés à des catastrophes, tels que l'élévation du niveau de la mer. Le Groupe de la Banque mondiale soutiendra les solutions de résilience de l'industrie, notamment celles liées à la planification, à l'emplacement des futures installations et à l'identification des chaînes d'approvisionnement et de distribution de secours.

À l'échelle mondiale, le plus grand potentiel d'atténuation dans le secteur manufacturier se situe dans les industries à forte intensité énergétique et les industries de transformation des matériaux. L'IFC et la MIGA appliqueront trois principes aux investissements dans les industries manufacturières lourdes. Tout d'abord, elles ne soutiendront pas les nouveaux projets de centrales électriques à charbon ni les procédés humides dans le secteur du ciment. Deuxièmement, elles différencieront la « barre » de durabilité et de climat pour les investissements en fonction du stade de développement des pays bénéficiaires et encourageront les améliorations progressives de durabilité transitoire là où la durabilité absolue n'est pas encore réalisable. Troisièmement, elles évalueront les facteurs de durabilité et les facteurs liés au climat dans les projets, tels que : i) la source d'énergie et les alternatives ; ii) les matériaux utilisés et les alternatives ; iii) les produits fabriqués et les alternatives ; et iv) la technologie des processus, en s'efforçant de trouver les meilleurs processus de production.

L'IFC et la MIGA travailleront avec des promoteurs et des entreprises privées engagés qui se consacrent à la réalisation d'objectifs stratégiques en matière de climat et de durabilité au sens large. L'IFC mobilise et promeut les produits de financement de l'action climatique et les services de conseil, et la MIGA fournit des produits de réduction des risques, afin de soutenir les mesures de réduction éprouvées et de tester des technologies innovantes. Les principaux domaines d'atténuation communs à tous les secteurs comprennent les interventions de type économie circulaire (redimensionnement, réduction, réutilisation et recyclage des produits), le rendement énergétique et l'utilisation efficace des ressources, l'utilisation des énergies renouvelables, y compris la production décentralisée, et les innovations liées aux produits et aux procédés de fabrication. L'IFC et la MIGA travailleront avec les entreprises clientes du secteur manufacturier pour les aider à réaliser leurs stratégies et objectifs climatiques, en accord avec les objectifs du Groupe de la Banque mondiale et les ODD.

ENCADRÉ 7

Financer l'adaptation pour obtenir un impact

En 2020, le Groupe de la Banque mondiale a fourni plus des deux tiers du financement total de l'adaptation par les banques multilatérales de développement pour les pays en développement, ce qui démontre son rôle central dans le financement des mesures d'adaptation et de résilience dans le monde entier. Il est essentiel d'accroître le soutien à l'adaptation, en particulier pour les pays IDA, les États fragiles et les petits États insulaires en développement. Les investissements dans les infrastructures d'adaptation ont vraisemblablement des effets positifs sur l'emploi, notamment en raison de la demande accrue de travaux de construction dans le cadre de projets visant à réduire les risques liés au climat. Le changement climatique est reconnu comme un facteur de fragilité et un multiplicateur de menaces, ce qui fait de l'adaptation un élément important de la stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de fragilité, de conflit et de violence. Il est urgent d'intensifier les mesures d'adaptation et de résilience, compte tenu de la constante aggravation des effets du changement climatique.

Outre l'objectif de la BIRD/IDA de consacrer au moins 50 % du financement de l'action climatique à l'adaptation, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé, dans le cadre de son Plan d'action pour l'adaptation et la résilience au changement climatique, à soutenir une approche intégrée et pangouvernementale pour aider les pays à passer de l'adaptation comme investissement isolé à la gestion et à l'intégration systématiques des risques climatiques. Cet engagement complète l'approche globale du pays décrite ci-dessus. Pour réussir l'adaptation, il faut planifier et réaliser le développement différemment, en tenant systématiquement compte, dès le départ, des risques climatiques actuels et futurs. Un point d'entrée essentiel pour la prise en compte de l'adaptation consiste à fournir des outils et des analyses aux ministères de tutelle, afin de les aider à intégrer des mesures de résilience dans la planification, la conception et la mise en œuvre des investissements sectoriels. L'objectif est d'aider les pays clients à bénéficier non seulement de projets individuels intelligents sur le plan climatique, mais aussi d'une résilience sectorielle systémique et d'une préparation aux catastrophes.

L'adaptation et la résilience sont des éléments essentiels du Plan d'action, nécessaires dans tous les domaines où le Groupe de la Banque mondiale soutient des clients, et essentiels pour le succès des transitions des cinq systèmes clés décrites dans la section 3. En plus de ces cinq transitions clés, le Groupe de la Banque mondiale soutiendra les investissements dans les domaines prioritaires suivants :


- » **gestion des risques de catastrophes** : élargir l'accès à des données hydrométéorologiques de qualité et à des systèmes d'alerte précoce et soutenir les agences disposant de systèmes météorologiques, hydrologiques et/ou de prévision des inondations améliorés ;
- » **sécurité des approvisionnements en eau** : soutenir les bassins fluviaux par des plans de gestion tenant compte du climat et/ou une meilleure gouvernance de la gestion des bassins fluviaux, et fournir aux populations des infrastructures améliorées de gestion des risques d'inondation et de sécheresse ;
- » **résilience côtière** : aider les pays à adopter des mesures pour accroître leur résilience aux chocs et aux facteurs de stress liés au climat dans les zones côtières ;
- » **développement humain** : soutenir les pays particulièrement sensibles au changement climatique par des engagements en matière de développement humain (éducation ; santé, nutrition et population ; protection sociale et emplois) afin de mettre en œuvre efficacement des stratégies de résilience ;
- » **protection financière** : soutenir les pays dans leurs efforts pour réagir rapidement et se remettre plus vite des chocs climatiques et des catastrophes grâce à des instruments de protection financière supplémentaires, et réduire les risques liés au climat par des réformes de la réglementation du secteur financier ; et
- » **forêts et gestion intégrée des paysages** : soutenir les interventions par une approche de gestion intégrée des paysages pour éviter la déforestation et promouvoir la restauration des paysages ou la gestion durable des forêts.

Source : World Bank. 2019. "The World Bank Group Action Plan on Climate Change Adaptation and Resilience."

Scoters électriques sur le site du patrimoine mondial de Luang Prabang, en République démocratique populaire lao. La Banque mondiale mène actuellement une étude sur les moyens par lesquels la ville peut améliorer la mobilité verte et rendre son industrie touristique plus durable. — PHOTO : AIDEN GLENDINNING/BANQUE MONDIALE



OCTROYER DES FINANCE-
MENTS POUR SOUTENIR
LES TRANSITIONS



Pour mener une action significative en faveur du climat, il faudra augmenter les financements. Cela est particulièrement important pour aider les pays les plus pauvres à réaliser de gros investissements dans les biens publics mondiaux, comme la réduction de l'utilisation du charbon, et à financer les efforts d'adaptation, qui impliquent des coûts initiaux, mais génèrent des avantages croissants au fil du temps. Les pays en développement auront besoin d'investissements estimés à 4 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 pour construire des infrastructures répondant à leurs besoins de développement⁶³. Ces investissements permettraient aux pays en développement de construire des infrastructures durables et résilientes, de créer de nouveaux emplois et parfois de faire un grand bond vers des solutions à faibles émissions de carbone. Les flux financiers actuels sont toutefois loin de ce chiffre. Pour atteindre les objectifs en matière de climat et de développement, le monde doit mobiliser des milliers de milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Les financements publics, privés et concessionnels de l'action climatique existants doivent être déployés de manière plus transformatrice et catalytique, en mobilisant des capitaux supplémentaires pour combler l'écart entre les ressources disponibles et les besoins.

Le Groupe de la Banque mondiale continuera à jouer un rôle essentiel dans la mobilisation de financements à grande échelle pour l'action climatique. La BIRD, l'IDA et l'IFC ont un modèle financier qui consiste à émettre des obligations notées AAA sur les marchés financiers, ce qui permet d'avoir un effet multiplicateur sur les rares capitaux des actionnaires, grâce à une mobilisation importante de capitaux privés. Par exemple, depuis sa création, la BIRD a directement mobilisé les ressources du marché des capitaux pour fournir des volumes de financement du développement qui sont 40 fois supérieurs au montant du capital fourni par les actionnaires.

Parallèlement à l'engagement du Groupe de la Banque mondiale, en moyenne, à hauteur de 35 % dans le financement climatique et d'au moins 50 % du financement de l'action de l'IDA et de la BIRD pour l'adaptation, nous utiliserons nos outils, nos plateformes et notre pouvoir de rassemblement pour mobiliser des financements internationaux, nationaux, concessionnels et privés pour l'atténuation et l'adaptation. Le Groupe de la Banque mondiale structurera des plans de financement comprenant des garanties, des assurances, des structures d'atténuation des risques et des instruments des marchés des capitaux pour faire face aux surcoûts et aux autres obstacles à la réalisation des cinq transitions clés décrites dans la section 3.

Afin d'augmenter les financements disponibles et de maximiser l'utilisation des financements pour l'action climatique, le Groupe de la Banque mondiale va s'attacher à : i) aider les pays bénéficiaires à renforcer leurs ressources publiques nationales ; ii) accroître la mobilisation des capitaux internationaux et nationaux, notamment en catalysant les capitaux privés nationaux ; et iii) soutenir les efforts mondiaux visant à mobiliser et à déployer stratégiquement des financements concessionnels pour l'action climatique afin de réduire les risques liés aux investissements climatiques.

Bien au-delà du seul financement du Groupe de la Banque mondiale, le secteur financier au sens large, englobant les secteurs public et privé, peut et doit jouer un rôle clé dans la mobilisation de capitaux pour les investissements verts et à faibles émissions de carbone et dans la gestion des risques climatiques. Sur les marchés émergents, la capacité de développer le financement vert permet de rendre l'économie réelle plus verte, notamment en aidant les secteurs à fortes émissions à passer à des alternatives à faibles émissions de carbone. Le Groupe de la Banque mondiale soutiendra les efforts du secteur financier des marchés émergents à devenir plus vert. Cet accompagnement se fera dans le cadre de sa collaboration avec les banques centrales, les banques nationales de développement et les institutions financières du secteur privé, notamment grâce à des missions de conseil ciblées visant à doter les clients des cadres nécessaires à la création d'environnements favorables et de pratiques d'atténuation des risques pour adopter l'action climatique, tout en permettant la mise en place de mécanismes de financement innovants et modulables à l'appui des investissements durables.

ENCADRÉ 8

Renforcer la stabilité et l'intégrité financières des pays

Les réformes réglementaires et politiques sont essentielles pour rendre le secteur financier plus vert, encourager les investissements durables et à faibles émissions de carbone dans l'économie réelle, et exiger du secteur qu'il prenne en compte les risques financiers liés au changement climatique. L'établissement de normes mondiales est essentiel pour développer une catégorie crédible d'actifs climatiques reconnue par les investisseurs mondiaux. Le Groupe de la Banque mondiale soutient ce travail par le biais de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, du Réseau des banques centrales et des autorités de contrôle pour un système financier plus écologique (NGFS), du Réseau bancaire durable (SBN) et des relations étroites du Groupe de la Banque mondiale avec les organismes de normalisation du secteur financier.

Par le biais des secteurs public et privé, le Groupe de la Banque mondiale s'efforcera de faire en sorte que les normes et les exigences en matière d'évaluation, de commerce, de produits et de divulgation soient véritablement mondiales et puissent être appliquées de manière proportionnée et appropriée dans le contexte des marchés des pays en développement, sans conséquences involontaires qui pourraient nuire à l'investissement durable et à la mobilisation des capitaux dans les pays en développement. Le Groupe de la Banque mondiale soutiendra la discipline du marché en contribuant à l'élaboration de règles transparentes de divulgation afin de générer des externalités positives qui feront évoluer les marchés dans une direction orientée vers le climat. La Banque mondiale œuvrera à renforcer les capacités des autorités financières et à soutenir les réformes de la réglementation et du contrôle, qui sont une condition préalable au développement du financement vert par le secteur financier. Par exemple, la Banque collaborera avec ses clients pour introduire le risque climatique dans le cadre réglementaire, et l'IFC collaborera avec les banques pour adapter leurs rapports aux nouvelles exigences et les aider à concevoir des instruments financiers pour rendre leurs bilans plus verts.

Le Groupe de la Banque mondiale s'efforce de stimuler l'adoption de telles réformes dans les investissements et la gestion des risques par le secteur privé. Le programme « 30 by 30 Zero », dirigé par l'IFC et soutenu par la Banque mondiale pour les questions de réglementation et de contrôle, vise à porter à 30 % la part des activités liées au climat dans les portefeuilles des banques participantes, tout en réduisant l'exposition au charbon à zéro ou presque d'ici à 2030. Pour y parvenir, le programme s'efforcera d'aligner les politiques et stratégies du secteur financier sur la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national. La MIGA travaille également avec ses clients du secteur bancaire pour réduire leur exposition au charbon et intensifier leurs activités de financement de l'action climatique. L'IFC et la MIGA prévoient également d'élaborer un programme de conseil sur l'évaluation et la gestion des risques climatiques pour certaines institutions financières clientes, et elles partageront les meilleures pratiques dans le cadre du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques.

Le Groupe de la Banque mondiale renforcera également son soutien aux pays et aux entreprises pour faire face aux risques financiers qui découlent des effets du changement climatique, qu'ils soient lents ou soudains. La Banque mondiale aide les pays à protéger leurs populations grâce au Programme de financement et d'assurance contre les risques de catastrophes. Le programme fournit des conseils techniques et des subventions pour mettre en œuvre des stratégies globales de protection financière, réunissant le financement souverain du risque de catastrophe, l'assurance agricole, l'assurance contre les risques de catastrophe matérielle et des programmes de protection sociale évolutifs.

En ce qui concerne les risques pour la stabilité financière, la Banque mondiale intègre des évaluations des risques et des opportunités liées au climat et à l'environnement dans le Programme d'évaluation du secteur financier, conjointement avec le FMI, et réalise des évaluations des risques climatiques et des tests de résistance dans le cadre de programmes d'assistance technique plus larges liés au climat. Ces efforts s'appuient sur le travail fondamental de modélisation macroéconomique des risques climatiques, y compris les scénarios de risques de catastrophes, et seront de plus en plus intégrés à ce travail. Il s'agit notamment de mettre l'accent sur les risques de transition – c'est-à-dire l'exposition à des changements brusques de politique, de législation, de technologie et de marché motivés par la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et les risques physiques. La Banque mondiale et l'IFC soutiennent également la création du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative à la nature, qui s'inspire du Groupe de travail sur la divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques et cherche à créer un cadre permettant aux intermédiaires financiers et aux entreprises d'évaluer et de rendre compte des risques financiers importants liés à la perte de biodiversité et de leur impact sur celle-ci. La MIGA joue également un rôle de premier plan dans l'élaboration de la première méthode d'évaluation des pays en matière d'assurance contre le risque politique qui intègre le risque climatique dans sa typologie de notation.

Source : Banque mondiale.

RENFORCER LES RESSOURCES PUBLIQUES NATIONALES DES PAYS BÉNÉFICIAIRES

Les finances publiques et les ressources nationales, y compris les banques d'État, seront essentielles au financement des biens publics mondiaux, tels que l'adaptation, l'atténuation et une transition juste. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays bénéficiaires à augmenter leurs ressources pour l'action climatique et à créer des réserves budgétaires pour se préparer aux chocs liés au climat par le biais des finances publiques nationales (y compris le financement libéré par le recyclage des actifs) et le réaligement des incitations par le biais de la politique budgétaire, comme les politiques de taxe carbone et de subventions. Plus précisément, la Banque mondiale soutiendra les réformes budgétaires, notamment les réformes des subventions aux combustibles fossiles, afin d'augmenter les ressources nationales pour l'atténuation et l'adaptation, ainsi que les efforts visant à améliorer l'administration fiscale. La Banque aidera les pays à adopter une approche budgétaire qui donne la priorité aux investissements sensibles au climat afin de passer de projets verts à des économies vertes. Dans ce contexte, la Banque fournira une assistance technique aux pays pour évaluer l'incidence budgétaire des partenariats public-privé pour les infrastructures durables⁶⁴. En outre, la Banque mondiale fournira une assistance technique aux pays pour préparer et mettre en œuvre la tarification du carbone. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à mettre en place des systèmes et des approches pour les marchés nationaux du carbone et pour la participation aux marchés internationaux volontaires et de conformité, y compris l'assistance technique pour préparer des projets qui génèrent des réductions d'émissions éligibles qui répondent aux exigences de ces marchés.

MOBILISER ET CATALYSER LES CAPITAUX PRIVÉS

Le Groupe de la Banque mondiale s'efforcera de catalyser et de mobiliser les investissements pour l'action climatique : i) en soutenant les efforts en amont pour créer de nouveaux marchés durables et verts dans les pays en développement qui encouragent les investissements privés ; ii) en élargissant l'accès aux capitaux privés et aux financements verts ; iii) en créant des marchés de capitaux climatiques ; iv) en travaillant avec les partenaires de développement et par le biais des marchés de capitaux pour soutenir le financement de l'adaptation, de la résilience et de la biodiversité ; et v) en permettant de catalyser les capitaux privés nationaux pour les investissements climatiques.

Soutien en amont

Le Groupe de la Banque mondiale a joué un rôle clé dans l'ouverture des secteurs en travaillant avec les gouvernements sur le programme de réforme, en les conseillant sur les structures de partenariat public-privé, puis en investissant ou en réduisant les risques directement, ces secteurs étant ensuite en mesure d'attirer des capitaux sur la base des fondations posées par le Groupe de la Banque mondiale. L'espace des obligations vertes aux Philippines en est un exemple. L'IFC a investi dans les premières émissions d'obligations vertes pour un total de 450 millions de dollars ; aujourd'hui, ce marché émet des obligations vertes pour environ 3 milliards de dollars par an. Ce passage à l'échelle n'aurait pas été possible sans le travail initial du Groupe de la Banque mondiale, qui a travaillé avec les autorités concernées sur le cadre réglementaire, en fixant des normes et en aidant les émetteurs à structurer les obligations vertes pour les marchés financiers internationaux. Le Groupe de la Banque mondiale adoptera une approche similaire, ce qui permettra de catalyser des capitaux importants dans le domaine du climat.

L'IFC et la MIGA travailleront en amont pour aider à constituer une réserve de projets dans lesquels pourrait investir le secteur privé. Elles fourniront une assistance sous forme de conseil afin de faire connaître les produits et solutions existants, d'améliorer les capacités de suivi et d'établissement de rapports, et d'établir des trajectoires pour s'aligner sur les engagements liés au climat. Par exemple, l'IFC travaillera avec des programmes internationaux pour rendre le secteur financier plus vert par

le biais du réseau bancaire durable piloté par l'IFC. Ce réseau continuera à coordonner la mesure et la notification des financements verts par l'intermédiaire de ses 40 pays membres, qui représentent 43 000 milliards de dollars (85 % du total des actifs bancaires des marchés émergents). Sur la base du modèle du réseau bancaire durable, l'IFC a établi une nouvelle alliance de banques commerciales vertes, en se focalisant initialement sur l'Asie. L'IFC poursuivra le déploiement de l'outil d'évaluation du climat pour les institutions financières (CAFI), un mécanisme de suivi et de communication des données sur l'impact climatique, le premier du genre, qui permet aux utilisateurs d'évaluer et de quantifier l'impact climatique de chaque projet. En outre, *Green Banking Academy* de l'IFC, en partenariat avec Felaban, RENAC (Allemagne) et d'autres partenaires, renforce les connaissances et les capacités des banques en Amérique latine. Forte de son succès en Amérique latine, *Green Banking Academy* étudie comment adapter et reproduire ce modèle en Europe, en Asie centrale et en Afrique.

Élargir l'accès aux capitaux privés et à la finance verte

Le Groupe de la Banque mondiale s'efforcera d'accroître l'accès aux capitaux privés pour les investissements dans l'action climatique par le biais de garanties visant à attirer les investissements du secteur privé (capitaux propres et dettes) et à réduire les risques y afférents, ainsi que le financement commercial pour soutenir l'action climatique dans les pays en développement en atténuant les risques réels et perçus associés aux investissements dans l'action climatique. L'absence d'une réserve de projets pouvant être financés par des banques ayant été un obstacle à la mobilisation du secteur privé jusqu'à présent, le Groupe de la Banque mondiale soutiendra la Plateforme globale pour l'infrastructure (GIF)⁶⁵. En outre, la Banque mondiale prévoit un guichet thématique de garantie climatique, qui soutiendra les dispositifs de partage des risques et les structures de financement innovantes pour renforcer la création de nouveaux marchés en monnaie locale.

Le Groupe de la Banque mondiale soutiendra l'accès des pays bénéficiaires aux investisseurs socialement responsables et créera des écosystèmes de financement en monnaie locale pour les transitions climatiques clés sur les marchés naissants par le biais d'une assistance technique et d'une atténuation ciblée des risques. En tant que leaders de l'investissement d'impact, l'IFC et la MIGA contribueront à accroître l'accès aux capitaux privés en élargissant leur offre de produits, en augmentant l'adoption et l'investissement privé dans les prêts liés à la durabilité, les prêts socialement responsables et d'autres instruments permettant de mettre les investisseurs mondiaux en relation avec des opportunités d'investissement respectueuses du climat sur les marchés émergents. Par exemple, l'IFC soutient les entreprises en phase de démarrage dans les technologies climatiques par le biais de son initiative de capital-risque pour les technologies non polluantes, *Cleantech Venture Capital*. En outre, le programme MCPP (*Managed Co-Lending Portfolio Program*) de l'IFC, une plateforme de prêts syndiqués qui a levé 10 milliards de dollars à ce jour, crée des portefeuilles diversifiés de prêts au secteur privé des marchés émergents, ce qui permet aux investisseurs d'accroître leur exposition ou d'accéder pour la première fois à cette catégorie d'actifs. L'IFC est à la recherche d'opportunités pour étendre ce programme innovant avec une plateforme ciblée axée sur l'impact et le climat, afin de donner aux emprunteurs tournés vers la durabilité un accès à des *pools* de capitaux cruciaux et de contribuer à augmenter le montant des investissements privés axés sur l'impact. La MIGA, qui est l'une des seules institutions à fournir des garanties à long terme, jouera un rôle déterminant dans la mise en place d'une action continue en faveur du climat, notamment par le biais du développement de son produit d'optimisation du capital, qui est déployé pour soutenir une série de prêts climatiques et d'autres activités écologiques dans les banques commerciales partenaires.

L'IFC élargira également l'accès aux financements verts grâce à son approche à l'égard des institutions financières, qui représentent près de la moitié de ses investissements. L'IFC compte parmi ses clients plus de 750 institutions financières qui gèrent 5 000 milliards de dollars d'actifs sur les marchés émergents. Cette activité constitue une base solide pour que l'IFC continue à jouer un rôle de premier plan dans l'optique de rendre plus vert le système financier sur les marchés émergents, grâce à de nouvelles catégories d'actifs et à la redéfinition du financement de l'énergie durable. Pour réaliser

une transformation verte dans les pays émergents, le système financier a besoin de développer davantage les marchés de capitaux, de nouveaux types de fonds climatiques et de nouveaux produits disponibles à des fins d'investissement et axés sur le climat, la durabilité, la transition et d'autres avantages environnementaux que l'IFC peut fournir⁶⁶. L'IFC renforcera son soutien afin de rendre plus écologiques les prises de participation dans les intermédiaires financiers, dans le but d'augmenter les prêts climatiques et la transparence, et de réduire l'exposition au charbon des clients dans lesquels elle détient des actions ou une exposition à des actifs similaires. Dans le cadre de cette approche, l'IFC n'investira plus dans les capitaux des intermédiaires financiers (IF) qui ne disposent pas d'un plan visant à réduire progressivement leurs investissements dans des projets liés au charbon pour atteindre une exposition au charbon nulle ou quasi nulle d'ici à 2030. Elle exigera également de ses clients IF en capitaux qu'ils rendent publique chaque année leur exposition cumulée aux projets liés au charbon.

La MIGA utilisera ses produits de garantie pour aider les IF à devenir verts, en mettant l'accent sur la promotion de la mise en œuvre de pratiques de financement durable respectueuses du climat. L'engagement de la MIGA auprès de ses clients IF permet d'orienter l'utilisation du produit des financements soutenus par la MIGA, ou de l'allègement du capital facilité par le produit d'optimisation du capital de la MIGA, vers des investissements d'adaptation et d'atténuation, tout en contribuant à renforcer les stratégies de risque climatique de ces clients chaque fois que cela est possible. En particulier, le produit d'optimisation du capital de la MIGA s'avère être un instrument efficace pour engager les institutions financières clientes dans des stratégies visant à les rendre vertes. Conformément à l'approche de l'IFC, la MIGA ne soutiendra plus les clients IF qui ne disposent pas d'un plan pour mettre progressivement fin à leurs investissements dans le charbon et les projets liés au charbon sur une période convenue, mais au plus tard en 2030, et elle élaborera des cadres de divulgation pour ses clients IF.

La MIGA fournira également un soutien consultatif aux clients IF pour les aider à rendre leurs portefeuilles plus verts, à développer leurs activités de financement climatique et à intégrer les évaluations des risques climatiques, notamment : i) en évaluant les capacités existantes des clients et en fournissant des conseils sur les contraintes organisationnelles et les lacunes en matière de connaissances liées à la gestion du changement climatique ; ii) en évaluant leur portefeuille d'investissements existant et en fournissant des indications sur les opportunités de financement climatique sur des marchés et des régions spécifiques ; (iii) en informant les clients sur les politiques et réglementations pertinentes en matière de climat, ainsi que sur les trajectoires de développement à faibles émissions de carbone et résilientes au changement climatique ; (iv) en menant des actions de renforcement des capacités axées sur les outils et méthodologies visant à faciliter une meilleure gestion des risques liés au carbone et au climat ; et (v) en fournissant des conseils sur une meilleure divulgation des informations financières liées au climat.

Créer des marchés financiers pour le climat

Le Groupe de la Banque mondiale intensifiera ses efforts pour développer les marchés d'obligations et de prêts verts des pays et d'autres instruments de financement innovants, notamment les prêts liés à la durabilité et les prêts hypothécaires verts. Le Groupe de la Banque mondiale développera des outils tels que des taxonomies vertes, des normes d'obligations vertes et des réglementations de soutien en matière de risques et de rapports pour aider à résoudre ces problèmes. Le Groupe de la Banque mondiale aidera également les investisseurs institutionnels publics à intégrer les considérations climatiques et, plus largement, environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies d'investissement. L'IFC soutiendra la croissance des marchés d'obligations vertes, bleues et autres obligations liées au climat dans les pays émergents en élaborant des directives et des politiques relatives aux marchés obligataires conformes aux normes internationales. L'IFC commence à définir des critères pour ses investissements dans les obligations de transition, une catégorie d'actifs de plus en plus populaire dans le secteur de l'énergie, qui visent à réduire l'intensité en carbone des activités et à mettre les institutions sur la voie d'une réduction supplémentaire des gaz à effet de serre.

L'IFC soutiendra également la création de marchés locaux en émettant des obligations en monnaie locale et aidera les banques à émettre leurs propres obligations vertes en fournissant des garanties, en agissant en tant qu'investisseur d'ancrage et en fournissant des services de conseil et des outils pour aider les clients à créer, émettre et suivre les obligations vertes. Ce travail permettra aux clients des marchés émergents d'accéder à une base d'investisseurs plus large et ouvrira la voie à de futures émissions sans renforcement. L'IFC soutiendra également les émissions d'obligations vertes des clients des secteurs de l'industrie manufacturière, de l'agriculture et des services aux consommateurs, en ciblant ceux qui ont pris des engagements publics en matière de climat. Les fonds d'obligations vertes de l'IFC — *Amundi Planet Emerging Green One* (EGO) et *HSBC Real Economy Green Investment Opportunity* (REGIO) — visent à stimuler à la fois la demande et l'offre d'obligations vertes dans les économies émergentes et devraient favoriser les investissements dans les projets d'adaptation et d'atténuation. La longue durée et la grande taille de ces fonds devraient permettre d'augmenter considérablement l'ampleur et le rythme du financement climatique dans les marchés émergents en attirant les capitaux des investisseurs et en créant de nouveaux marchés. L'IFC cherchera à reproduire ce modèle pour développer davantage le marché des obligations vertes et tirer parti de cette vaste opportunité. Par le biais de son programme d'assistance technique sur les obligations vertes, l'IFC étudie les moyens d'encourager les émetteurs d'obligations des marchés émergents à divulguer les indicateurs de performance ESG importants afin d'accroître les investissements dans les marchés émergents également.

Financement de l'adaptation, de la résilience et de la biodiversité

La Banque mondiale travaillera avec ses partenaires de développement et par le biais des marchés de capitaux pour attirer des capitaux privés en faveur des priorités des pays bénéficiaires en matière d'adaptation et de résilience. La Banque collaborera avec des fonds fiduciaires tels que le Mécanisme consultatif pour le renforcement des infrastructures par des partenariats public-privé (PPIAF), qui a lancé un appui dédié par le biais d'un groupe consultatif technique sur la résilience au changement climatique et l'environnement (*Climate Resilience and Environmental Technical Advisory*, CREST), pour approfondir l'analyse des risques climatiques dans les projets de participation privée en amont. La Banque travaillera également avec le Partenariat pour l'investissement dans les infrastructures de qualité (QIIP) afin d'aider les pays à rédiger ou à mettre à jour des stratégies d'adaptation et à élaborer des mesures et des analyses politiques des initiatives disponibles à des fins d'investissement⁶⁷. La Banque fournira également un soutien par le biais d'instruments financiers, tels que son programme de garantie, qui étudiera le lancement de guichets climatiques thématiques pour aider les clients à adopter des technologies d'adaptation et de résilience au climat sur les marchés naissants. En outre, la Banque utilisera les marchés de capitaux pour soutenir les pays bénéficiaires qui subissent des pertes dues à des catastrophes liées au climat. Le programme dénommé *Capital at Risk Notes* (programme de billets avec capital à risque) de la Trésorerie de la Banque mondiale émet des obligations liées aux catastrophes (*CAT bonds*) qui offrent des paiements lorsqu'un séisme ou un cyclone tropical répond aux critères prédéfinis dans les conditions de l'obligation. Ces obligations facilitent les solutions de transfert de risque pour les clients de la Banque en utilisant les marchés des capitaux, là où le capital des investisseurs supporte le risque potentiel de pertes dues à une catastrophe.

En ce qui concerne le financement de la biodiversité en particulier, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à aider à combler le déficit de financement en réunissant les gouvernements et le secteur privé pour financer des investissements visant à inverser la perte de biodiversité mondiale. Un récent rapport du Groupe de la Banque mondiale met en évidence deux approches pour mobiliser le financement privé en faveur de la biodiversité⁶⁸. Premièrement, il évalue les possibilités de « financement vert », c'est-à-dire le financement de projets qui contribuent à la conservation, à la restauration et à l'utilisation durable de la biodiversité et des services écosystémiques. Deuxièmement, il souhaite rendre la finance plus écoresponsable en détournant les flux financiers des projets ayant un impact négatif sur la biodiversité et les écosystèmes.

Catalyser la mobilisation des ressources nationales

Le Groupe de la Banque mondiale s'appuiera sur son travail en amont, ainsi que sur ses investissements directs, pour permettre une plus grande mobilisation des capitaux privés et soutenir la création de nouveaux marchés. En montrant l'exemple, le Groupe de la Banque mondiale pourra soutenir l'augmentation significative des flux d'investissement à des fins respectueuses du climat dans les pays en développement.

Le Groupe de la Banque mondiale fournira des conseils aux pays bénéficiaires pour développer des plateformes évolutives, notamment dans les secteurs de l'énergie solaire et éolienne et d'autres secteurs d'infrastructure clés, afin de créer une dynamique et d'attirer les investissements du secteur privé. La Banque mondiale utilisera des outils de diagnostic, tels que les programmes d'évaluation des infrastructures (InfraSAP), pour aider à jeter les bases de la mobilisation des capitaux privés dans les pays bénéficiaires et à définir les opérations de prêt et hors-prêt qui sont alignées sur les priorités de la mobilisation des capitaux privés et du climat. L'IFC soutiendra le développement du marché des capitaux climatiques par la définition de normes et la démonstration active. La MIGA complétera le travail de la Banque mondiale et de l'IFC en amont sur les politiques et la création de marchés en intégrant des solutions d'assurance ou de réduction des risques qui se sont avérées déterminantes pour la création de nouveaux marchés⁶⁹. Par exemple, la MIGA collabore avec la Banque mondiale pour étudier la réduction des risques sur l'échange de résultats d'atténuation sur les marchés internationaux volontaires et de conformité.

FINANCEMENT CONCESSIONNEL

L'ampleur des ressources nécessaires pour financer l'action climatique en matière d'adaptation et d'atténuation est immense. De nouvelles sources de financement concessionnel à grande échelle seront essentielles. Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à mobiliser des ressources importantes et à créer des partenariats et des alliances mondiales pour soutenir ses clients et atteindre nos objectifs climatiques.

Les financements concessionnels sont essentiels pour réduire les risques, exercer un effet de levier et mobiliser des financements additionnels pour l'action climatique et atteindre nos objectifs climatiques. Les financements concessionnels permettent de mobiliser des capitaux privés afin de développer et de mettre à l'échelle de nouvelles technologies et de nouveaux modèles économiques adaptés au climat sur les marchés émergents. Ils jouent également un rôle fondamental en catalysant les capitaux privés vers les pays en développement. Les financements concessionnels servent également d'outil de réduction des risques pour combler les lacunes des marchés commerciaux. Ils peuvent permettre d'ouvrir de nouveaux marchés, d'investir dans des projets dans les pays IDA et les pays en situation de fragilité ou de conflit, et d'augmenter le financement de l'action climatique pour la décarbonation dans les pays à revenu intermédiaire.

L'IDA, grâce à l'important effet de levier que constitue son bilan, ainsi qu'à ses relations et à son savoir-faire dans les pays, est un vecteur unique et très efficace pour le financement concessionnel de l'action climatique. La Banque mondiale utilisera en premier lieu les fonds IDA19 et IDA20 pour soutenir les pays avec un financement climatique concessionnel. Le Groupe de la Banque mondiale déploiera stratégiquement d'autres sources de financement concessionnel.

La Banque mobilisera et utilisera des financements concessionnels par l'intermédiaire de plusieurs fonds fiduciaires et fonds d'intermédiation financière, qui alloueront des financements, fourniront une assistance technique et soutiendront le travail d'analyse et de connaissance phare qui contribue aux politiques et plans des pays en matière de climat et de développement. En outre, la Banque mondiale soutient les efforts mondiaux visant à mobiliser et à déployer des financements climatiques

concessionnels par le biais des Fonds d'investissement pour le climat, du Fonds vert pour le climat, et d'autres, afin de catalyser les transitions à l'échelle des pays et du secteur privé.

L'IFC et la MIGA continueront à utiliser des financements concessionnels mixtes, en particulier dans les pays où le secteur privé est confronté à des risques ou à des incertitudes plus élevés liés à des technologies nouvelles, non éprouvées ou à des projets inédits. Reproduire le succès du programme *Scaling Solar* et d'autres initiatives similaires permettra de soutenir le capital privé sans concessionnalité, une fois que les premiers efforts seront couronnés de succès ou que les risques seront réduits.

L'IFC et la MIGA s'appuieront également sur des financements concessionnels pour compenser le coût élevé de l'introduction de l'innovation et de la technologie sur les marchés émergents et encourager une décarbonation plus rapide. Pour maximiser l'impact sur le climat, ce financement devra être flexible en termes de géographie (y compris les pays IDA et les pays à revenu intermédiaire), de technologies et d'instruments de financement sélectionnés. À ce jour, dans de nombreux pays où l'IFC et la MIGA opèrent, les sources de financement optimales dans ces domaines sont très limitées. S'ils sont utilisés et conçus de manière efficace, ces outils de financement permettront d'encourager l'action climatique au profit des populations vulnérables et d'autres personnes, en utilisant le financement mixte pour réduire le risque des projets climatiques, de promouvoir des solutions innovantes qui permettront d'obtenir les impacts climatiques escomptés dans les pays et les marchés bénéficiaires, et de cibler les investissements commercialement viables pour attirer les financements du secteur privé. Ce travail complétera l'approche en amont de l'IFC, qui aide à établir dans un pays les conditions qui conduisent à l'investissement du secteur privé.

05

Estelle Chapron fait partie des 3 000 bénévoles formés qui évacuent les personnes et sauvent des vies lorsque des catastrophes naturelles frappent Haïti.

— PHOTO : VINCENT TREMONT/BANQUE MONDIALE



CONCLUSION



Le Plan d'action climatique 2021-2025 du Groupe de la Banque mondiale traduit notre reconnaissance de ce que lutter contre la crise climatique, tout en répondant aux besoins urgents en matière de développement, est le principal défi de notre époque. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous concentrer sur les transitions vertes à l'échelle de l'économie et passer des intrants aux impacts.

S'appuyant sur les réalisations du Plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 du Groupe de la Banque mondiale, ce deuxième Plan d'action a été élaboré dans le contexte exceptionnel d'une pandémie mondiale, avec un recul de l'économie mondiale d'une vitesse et d'une ampleur jamais vues depuis des décennies, et une profonde incertitude quant à l'avenir. Alors que la COVID-19 continue de faire des ravages dans le monde entier, le Groupe de la Banque mondiale intensifie son soutien afin d'aider les pays bénéficiaires dans les phases de secours et de redressement et de retrouver un élan dans le programme de développement à plus long terme. Nous avons maintenant l'occasion — et l'obligation — de passer à des modes de développement résilients et à faibles émissions de carbone, tout en soutenant la croissance économique et la création d'emplois. Le Groupe de la Banque mondiale, par le biais de son plaidoyer mondial, de son pouvoir de mobilisation et de son soutien aux pays bénéficiaires et au secteur privé, peut et va participer à cet effort, avec un soutien accru à l'élaboration de stratégies à long terme, un soutien renforcé à une transition juste et des actions ambitieuses dans les secteurs qui représentent plus de 90 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, tout en soulignant la nécessité de renforcer le soutien à l'adaptation et à la nature, et de mesurer l'impact de nos interventions.

Ce Plan d'action définit la contribution du Groupe de la Banque mondiale à la mise en place de la coalition mondiale critique nécessaire pour intensifier l'action climatique dans nos pays bénéficiaires et avec le secteur privé, et ce tout en soutenant les pays dans leur riposte à la pandémie afin de favoriser un avenir vert, inclusif et résilient. Alors que le Groupe de la Banque mondiale continue d'opérer dans un environnement très incertain défini par la pandémie, les risques de l'inaction sur le climat sont élevés. La rapidité, l'agilité, l'apprentissage adaptatif, la flexibilité et les ajustements à mi-parcours seront essentiels. C'est au prix de ces efforts que l'avenir sera plus sûr, plus prospère et plus ouvert pour tous.



NOTES

1. World Bank. 2019. "The World Bank Group Action Plan on Climate Change Adaptation and Resilience." Washington, DC: World Bank. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/519821547481031999/The-World-Bank-Groups-Action-Plan-on-Climate-Change-Adaptation-and-Resilience-Managing-Risks-for-a-More-Resilient-Future.pdf>.
2. Tall, Arame, Sarah Lynagh, Candela Blanco Vecchi, Pepukaye Bardouille, Felipe Montoya Pino, Elham Shabahat, Vladimir Stenek, et al. 2021. "Enabling Private Investment in Climate Adaptation and Resilience: Current Status, Barriers to Investment and Blueprint for Action." Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/35203>.
3. L'analyse de la Banque mondiale a révélé que la COVID-19 et la crise économique qui en découle, aggravées par les effets du conflit armé et du changement climatique, annulent les gains durement acquis en matière de développement et font retomber des millions de personnes dans la pauvreté. Voir World Bank. 2020. *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/34496>.
4. Rigaud, Kanta Kumari, Alex de Sherbinin, Bryan Jones, Jonas Bergmann, Viviane Clement, Kayly Ober, Jacob Schewe, et al. 2018. "Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration." Washington, DC: The World Bank. <https://doi.org/10.1596/29461>.
5. Les 3,5 % restants des émissions mondiales de CO₂ proviennent de l'aviation internationale et du transport maritime. Les estimations de la part des émissions mondiales de CO₂ sont basées sur les données combinées du Global Carbon Project et des classements de prêts par pays de la Banque mondiale (World Bank Country Lending Classifications, 2019). Voir le Global Carbon Project Supplemental data of Global Carbon Budget 2020 (Version 1.0) [Ensemble de données]. Global Carbon Project. <https://doi.org/10.18160/gcp-2020>; The World Bank Country and Lending Groups (2019). <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>.
6. Voir the International Disaster Database (EM-DAT): <https://www.emdat.be>.
7. Une transition juste reconnaît que les moyens de subsistance des personnes et des communautés doivent être protégés et préparés, ce qui nécessite une approche soigneusement gérée, la mise en place de dispositifs de protection et l'assurance que les personnes disposent de la formation et des compétences nécessaires pour profiter des nouvelles opportunités d'emploi dans l'économie verte.
8. Par exemple, le rôle important du Groupe de la Banque mondiale en tant qu'investisseur principal dans les énergies renouvelables et dans l'ouverture des marchés à d'autres investisseurs privés a été démontré par le succès de l'initiative Scaling Solar, qui réunit conseil, financement et atténuation des risques en une seule solution, avec 1 000 MW de projets d'énergie solaire en cours de développement en Afrique subsaharienne et au-delà.
9. Le programme Lighting Global du Groupe a créé un marché international hors réseau qui soutient aujourd'hui un secteur d'une valeur d'un milliard de dollars par an, fournissant un accès à l'énergie à plus de 150 millions de personnes.
10. Grâce aux interventions du Groupe de la Banque mondiale, 120 millions de personnes dans 50 pays ont eu accès à des données hydrométéorologiques et à des systèmes d'alerte précoce qui sont essentiels pour sauver des vies lors de catastrophes.
11. Depuis 2006, le siège du Groupe de la Banque mondiale est devenu neutre en carbone, y compris les opérations quotidiennes et les voyages d'affaires, et depuis 2009, il est mondialement neutre en carbone pour toutes les émissions de gaz à effet de serre de ses installations et de ses voyages d'affaires, y compris ses bureaux dans les pays.
12. Pour une présentation plus détaillée de l'approche GRID (développement vert, résilient et inclusif), voir World Bank Group, 2021. *From COVID-19 Crisis Response to Resilient Recovery Saving Lives and Livelihoods while Supporting Green, Resilient and Inclusive Development (GRID)*. Development Committee Meeting Paper, April 9, 2021. <https://www.devcommittee.org/sites/dc/files/download/Documents/2021-03/DC2021-0004%20Green%20Resilient%20final.pdf>.
13. World Bank. 2018. "Sustainable Financing for Sustainable Development: World Bank Group Capital Package Proposal", April 17, 2018, DC2018-0002/2. La Banque mondiale rendra compte de la mise en œuvre du thème spécial de l'IDA sur le changement climatique par le biais du système de mesure des résultats de l'IDA (IDA RMS), qui suit les résultats dans les pays soutenus par l'IDA.
14. La Banque mondiale dispose de deux systèmes de macro-modélisation qui traitent des considérations et des risques climatiques : le système MFMod, qui est utilisé pour les prévisions à court et à long termes et l'analyse des politiques, et les modèles d'équilibre général calculable (MEGC) ENVISAGE/MANAGE, qui sont le plus souvent utilisés pour analyser les questions à plus long terme, notamment le changement climatique.
15. Par exemple, l'Initiative de la grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel.
16. Batini, Nicoletta, Mario di Serio, Matteo Fragetta, Giovanni Melina et Anthony Waldron. 2021. "Building Back Better: How Big Are Green Spending Multipliers?" IMF Working Paper No. 2021/087. Washington, DC: International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2021/03/19/Building-Back-Better-How-Big-Are-Green-Spending-Multipliers-50264>.
17. Le rapport-pays sur le climat et le développement évaluera les opportunités et les risques que le changement climatique (risques physiques) et les politiques (risques de transition) créent pour la trajectoire de développement du pays ; les engagements climatiques, les politiques et les dispositions institutionnelles existantes dans le pays pour améliorer la résilience et promouvoir la décarbonation ; les implications macroéconomiques du changement climatique et des politiques en termes de croissance, de réduction de la pauvreté, de viabilité budgétaire et de stabilité du système financier ; et la hiérarchisation des politiques sectorielles, intersectorielles et macrobudgétaires pour faire face au changement climatique dans le contexte des objectifs de développement, et l'identification de recommandations opérationnelles. L'analyse sera également étayée par l'étalonnage concurrentiel des pays sur une série de paramètres climatiques.
18. D'autres diagnostics de base, tels que les évaluations de la pauvreté, les examens des dépenses publiques et les mémorandums économiques nationaux, sont en cours de mise à jour afin de garantir qu'ils couvrent les aspects climatiques pertinents. Les rapports-pays sur le climat et le développement du Groupe de la Banque mondiale seront réalisés tous les cinq ans pour les pays de l'IDA et de la BIRD et devraient être achevés avant la préparation des diagnostics-pays systématiques et des cadres de partenariat-pays.
19. UNFCCC. 2021. "Synthesis Report by Secretariat on NDCs under the Paris Agreement." Bonn: United Nations Framework Convention on Climate Change. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_02E.pdf.
20. Peszko, Grzegorz ; Dominique van der Mensbrugge ; Alexander Golub ; John Ward ; Dimitri Zenghelis, Cor Marijs ; Anne Schopp ; John A. Rogers ; Amelia Midgley. 2020. "Diversification and Cooperation in a Decarbonizing World: Climate Strategies for Fossil Fuel-Dependent Countries." Climate Change and Development. Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/34011>.
21. Browder, Greg; Suzanne Ozment; Irene Rehberger Bescos; Todd Gartner; Glenn-Marie Lange. 2019. "Integrating Green and Gray: Creating Next Generation Infrastructure." Washington, DC: World Bank and World Resources Institute. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31430>.

22. En mars 2021, la Banque mondiale et l'IFC ont publié un rapport conjoint qui propose un plan d'action aux gouvernements pour catalyser l'investissement privé dans l'adaptation et la résilience au changement climatique. Voir Tall et al. 2021. "Enabling Private Investment in Climate Adaptation and Resilience: Current Status, Barriers to Investment and Blueprint for Action."
23. À partir de juillet 2023, tous les documents de projet pertinents préciseront l'alignement du projet sur les objectifs de l'Accord de Paris, y compris la relation du projet avec la transition énergétique, dans le cadre de l'engagement de la Banque mondiale à s'aligner sur l'Accord de Paris.
24. Voir le communiqué de presse du Groupe de la Banque mondiale, « Le Groupe de la Banque mondiale se fixe pour ambition de porter à 35 % la part de ses financements en faveur de l'action climatique dans les pays en développement » (9 décembre 2020), disponible à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/12/09/world-bank-group-announces-ambitious-35-finance-target-to-support-countries-climate-action>.
25. World Bank. 2019. "The World Bank Group Action Plan on Climate Change Adaptation and Resilience."
26. Les indicateurs climatiques permettent de surveiller et de suivre l'évolution des résultats climatiques ; ils mesurent les produits ou les résultats des interventions de financement en matière d'atténuation et/ou d'adaptation et sont inclus dans les cadres de résultats des documents de projet.
27. Le Groupe de la Banque mondiale s'engage à communiquer les émissions brutes globales et les émissions nettes associées. En plus de l'engagement actuel de déclarer les émissions nettes globales et les réductions d'émissions globales : 1) la Banque mondiale déclarera les émissions brutes globales pour ses opérations d'investissement pour lesquelles des méthodologies de la Banque existent ; et 2) l'IFC et la MIGA communiqueront les émissions brutes et nettes globales de gaz à effet de serre pour l'ensemble des projets d'investissement direct qui émettent plus de 25 000 tonnes de CO₂ par an et qui sont engagés au cours de l'exercice budgétaire. L'IFC et la MIGA publient déjà les réductions globales d'émissions de gaz à effet de serre découlant de leurs engagements en matière d'investissements dans l'atténuation, d'activités de PPP et de services de conseil.
28. Voir les données de ClimateWatch : https://www.climatewatchdata.org/ghgemissions?breakBy=sector&end_year=2018&start_year=1990. Pour les données spécifiques au charbon, voir les statistiques de l'AIE : <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-product/co2-emissions-from-fuel-combustion-highlights>.
29. World Bank, IEA, IRENA, UNSD, and WHO. 2018. "Tracking SDG7: The Energy Progress Report (2018)." Washington, DC: The World Bank, International Energy Agency, International Renewable Energy Agency, United Nations Statistics Division, and World Health Organization. <http://documents.worldbank.org/curated/en/495461525783464109/Tracking-SDG7-the-energy-progress-report-2018>. Pour une mise à jour, y compris des indications sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'ODD 7, voir le système de suivi des progrès de l'AIE : <https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections/access-to-electricity>.
30. Voir la page Web sur l'ODD 7 : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/energy/>.
31. Bien que toutes les options soient prises en compte pour l'évaluation du secteur énergétique et la planification à plus long terme, le Groupe de la Banque mondiale ne financera pas la production d'énergie nucléaire et ne fournira pas d'assistance technique spécifique pour son évaluation et son développement, car l'énergie nucléaire ne fait pas partie des domaines d'expertise du Groupe de la Banque mondiale.
32. Voir, par exemple : World Bank. 2020. "The Next Generation Africa Climate Business Plan: Ramping Up Development-Centered Climate Action." Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/34098>.
33. Hund, Kirsten, Daniele La Porta, Thao P. Fabregas, Tim Laing, and John Drexhage. 2020. "Minerals for Climate Action: The Mineral Intensity of the Clean Energy Transition." Climate-Smart Mining Facility report. Washington, DC: World Bank Group. <https://pubdocs.worldbank.org/en/961711588875536384/Minerals-for-Climate-Action-The-Mineral-Intensity-of-the-Clean-Energy-Transition>.
34. Voir Energy Sector Management Assistance Program. 2020. "Green Hydrogen in Developing Countries." Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/34398>.
35. La Banque mondiale mène un certain nombre d'initiatives, qui sont soutenues par le Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités de piégeage et de stockage du carbone (CSS Trust Fund) créé en 2009, dans le but de renforcer les capacités et le développement des connaissances, de créer des opportunités pour les pays en développement d'explorer le potentiel de piégeage et de stockage du carbone, et de faciliter l'inclusion des opérations y afférentes dans les stratégies et politiques de croissance à faibles émissions de carbone.
36. En 2013, la Banque mondiale a mis en place un mécanisme de réforme des subventions à l'énergie d'une valeur de 20 millions de dollars par le biais du Programme conjoint PNUD/Banque mondiale d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP), afin d'aider les pays à réformer, réduire ou éliminer les subventions aux combustibles fossiles, tout en protégeant les pauvres et les personnes vulnérables. Ce mécanisme a opéré dans plus de 50 pays et les activités menées dans ce cadre ont éclairé plus de 16 milliards de dollars de financement de la Banque mondiale qui comprenaient des objectifs de réforme des subventions.
37. Le Fonds fiduciaire multilatéral de soutien programmatique mondial aux industries extractives (EGPS) soutient déjà des activités de conseil et d'assistance technique et des engagements de pays pour la fermeture des mines de charbon et le déclassement et la reconversion des usines de charbon.
38. Au niveau mondial, environ 80 % des personnes extrêmement pauvres vivent dans des zones rurales et la plupart d'entre elles dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Voir World Bank. 2020. *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. Les quelque 500 millions de petits exploitants agricoles dans le monde font partie des groupes les plus pauvres. Voir Banque mondiale. 2016. « Une année dans la vie quotidienne de petits exploitants agricoles. » Actualités. 25 février 2016. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2016/02/25/a-year-in-the-lives-of-smallholder-farming-families>.
39. UN DESA. 2019. "World Population Prospects 2019." New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division. <http://esa.un.org/unpd/wpp/>.
40. Données de 2007-2016. Voir IPCC. 2019. "Summary for Policymakers." In *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems*, edited by Priyadarshi R. Shukla, Jim Skea, Eduardo Calvo Buendía, Valérie Masson-Delmotte, Hans-Otto Pörtner, Debra C. Roberts, Panmao Zhai, et al. Intergovernmental Panel on Climate Change. <https://www.ipcc.ch/srcc/>.
41. Food and Land Use Coalition. 2019. "Growing Better: Ten Critical Transitions to Transform Food and Land Use." Global Consultation Report. <https://www.foodandlandusecoalition.org/global-report/>.
42. Par exemple, les stratégies de gestion du fumier et d'élevage et les transformations des systèmes de production eux-mêmes, telles que l'évolution des ressources de l'alimentation animale et de l'utilisation des terres. Voir IPCC. 2019. "Summary for Policymakers."
43. World Bank. 2020. "Addressing Food Loss and Waste: A Global Problem with Local Solutions." Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/34521>.
44. Par exemple, l'Observatoire de l'agriculture du Groupe de la Banque mondiale s'associe au secteur privé et utilise des approches de rupture pour compléter les stations terrestres hydrométéorologiques traditionnelles par la télédétection, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle, afin de générer une grille météorologique à haute résolution spatiale et temporelle sur toute la surface terrestre.

45. Le GIEC a constaté que le potentiel de séquestration du carbone dans le sol des terres cultivées et des prairies est de 0,4 à 8,6 Gt équivalent CO₂ par an, ce qui équivaut à près de 1,5 fois les émissions annuelles des États-Unis. Voir Jia, Gensuo, Elena Shevliakova, Paulo Artaxo, Nathalie De Noblet-Ducoudré, Richard Houghton, Joanna House, Kaoru Kitajima, et al. 2019. "Land-Climate Interactions." In *Climate Change and Land: An IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse Gas Fluxes in Terrestrial Ecosystems*, edited by Priyadarshi R. Shukla, Jim Skea, Eduardo Calvo Buendía, Valérie Masson-Delmotte, Hans-Otto Pörtner, Debra C. Roberts, Panmao Zhai, et al. Intergovernmental Panel on Climate Change. <https://www.ipcc.ch/srcc/>.
46. Voir Seto, Karen C., Shobhakar Dhakal, A. Bigio, H. Blanco, G.C. Delgado, David Dewar, Luxin Huang, et al. 2014. "Human Settlements, Infrastructure, and Spatial Planning." In *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, edited by O. Edenhofer, R. Pichs-Madruga, Y. Sokona, E. Farahani, S. Kadner, K. Seyboth, A. Adler, et al. Cambridge, Royaume-Uni, et New York : Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/>.
47. Voir <https://www.un.org/sustainabledevelopment/cities/>.
48. L'IFC a récemment lancé l'initiative Utilities for Climate (U4C), qui associe des services de conseil et d'investissement afin de fournir des solutions aux compagnies de distribution d'eau pour atteindre les objectifs clés d'atténuation de l'impact climatique et augmenter la capacité d'adaptation et la résilience des infrastructures.
49. Voir <https://www.citiesclimatefinance.org/green-city-finance-directory/city-climate-finance-gap-fund>.
50. Selon l'analyse 2018 de l'IFC sur les opportunités d'investissement climatique dans les villes, les villes des pays émergents ont le potentiel d'attirer plus de 29 400 milliards de dollars d'investissements cumulés dans six secteurs clés pour le climat (écoconstruction, énergies renouvelables, déchets, transports publics, gestion de l'eau adaptée au climat et véhicules électriques) d'ici à 2030, car ces pays continuent de s'urbaniser rapidement.
51. Voir <https://www.apexcities.com>.
52. Voir <https://www.climatefinancelab.org/project/breathe-better-bond>.
53. Voir <https://edgebuildings.com>.
54. Voir <https://www.resilienceindex.org>.
55. Voir un aperçu du secteur par l'Agence internationale de l'énergie : <https://www.iea.org/topics/transport> (consulté le 6 mai 2021).
56. ITF. 2019. "ITF Transport Outlook 2019." Paris: International Transport Forum, Organisation for Economic Co-operation and Development. https://doi.org/10.1787/transp_outlook-en-2019-en.
57. Le Groupe de la Banque mondiale a créé un fonds fiduciaire général multidonateurs, le mécanisme mondial pour la décarbonation des transports (ou Global Facility for Decarbonization of Transport, GFDT), afin d'aider le secteur et les pays à passer à un système de transport à émissions de carbone faibles ou nulles, conformément à l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050.
58. Sustainable Mobility for All, Sustainable Electric Mobility: Building Blocks and Policy Recommendations. Avril 2021.
59. L'approche à trois volets de l'IFC comprend l'investissement dans des programmes de bus électriques dans des villes du monde entier afin d'accélérer le déploiement de la technologie, tout en renforçant l'expérience de l'IFC dans le secteur ; la mise en place de programmes en amont pour développer une réserve de nouveaux programmes et d'opportunités d'investissement ; et le développement d'une méthodologie systématique et d'outils de soutien pour exécuter rapidement les projets de bus électriques présents dans la réserve de programmes.
60. Voir Our World in Data, basé sur ClimateWatch, the World Resources Institute (2020) <https://ourworldindata.org/emissions-by-sector>.
61. Le concept de parcs éco-industriels et de zones à faibles émissions de carbone a été piloté par la Banque mondiale, l'ONUDI et la GIZ. Le nombre de parcs éco-industriels dans le monde connaît une augmentation constante et comprend 420 zones. Voir UNDP, World Bank Group, and GIZ. 2021. "An International Framework for Eco-Industrial Parks, Version 2.0." Washington, DC: United Nations Industrial Development Organization, World Bank Group, and Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit. <http://hdl.handle.net/10986/35110>.
62. World Bank. 2020. "Resilient Industries: Competitiveness in the Face of Disasters." Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/34764>.
63. Global Commission on the Economy and Climate. 2016. "The Sustainable Infrastructure Imperative: Financing for Better Growth and Development." The 2016 New Climate Economy Report. Washington, DC, and London. <http://newclimateeconomyreport>.
64. Le Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à créer des écosystèmes de PPP favorables, alignés sur les priorités climatiques nationales et les processus de gestion des investissements publics et des risques budgétaires, afin de veiller à ce que les projets de PPP soient verts, durables et sains sur le plan budgétaire tout au long de leur durée de vie, tout en incitant le secteur privé à faciliter ces projets grâce à la participation de l'IFC et de la MIGA. L'intégration des considérations climatiques dans la conception des stratégies d'investissement et des cadres de politiques pour les projets de PPP contribuera à créer des réserves de projets qui tiennent compte du climat et sont capables d'accéder à des financements verts en aval.
65. La Plateforme globale pour l'infrastructure est une initiative du Groupe de la Banque mondiale et du G20 qui s'attaque aux défaillances du marché et aux défis des gouvernements dans les projets d'infrastructure. Elle appuie la préparation et la structuration de programmes et de projets d'infrastructure durables et de qualité dans les marchés émergents, qui sont alignés sur les Principes du G20 pour l'investissement dans des infrastructures de qualité. À ce jour, la Plateforme globale pour l'infrastructure a approuvé plus de 100 projets dans 52 pays, qui devraient mobiliser plus de 50 milliards de dollars d'investissements ou de financements privés. Plus de 75 % des programmes ou projets soutenus par la Plateforme globale pour l'infrastructure sont classés comme « intelligents face au changement climatique ». La Plateforme globale pour l'infrastructure veille à ce que les programmes et projets d'infrastructure soient évalués en fonction des possibilités de réduire les émissions de carbone, de renforcer la résilience et de promouvoir l'adaptation.
66. Par exemple, l'IFC a conçu l'accélérateur du marché pour l'écoconstruction (ou Market Accelerator for Green Construction, MAGC), qui vise l'accélération de l'accès au financement par le biais des IF pour l'écoconstruction dans 23 pays émergents, en utilisant comme levier à la fois l'investissement et l'appui en conseils au profit des IF, des promoteurs, des certificateurs de bâtiments verts et les utilisateurs finaux.
67. Le Partenariat pour l'investissement dans les infrastructures de qualité aidera à trouver des solutions innovantes pour intégrer les considérations environnementales dans les investissements en infrastructures. Il examine l'ensemble du processus d'investissement dans les infrastructures et aide les pays à utiliser des instruments financiers verts, à passer à des stratégies à long terme à faible intensité de carbone et à tirer parti des mécanismes de financement des risques de catastrophe et d'assurance pour renforcer leur résilience.
68. World Bank Group. 2020. "Mobilizing Private Finance for Nature." Washington, DC: World Bank. Voir l'infographie (avec lien de téléchargement) à l'adresse suivante : <https://www.worldbank.org/en/news/infographic/2020/09/25/mobilizing-private-finance-for-nature>.
69. L'initiative Scaling Solar, dirigée par l'IFC avec le soutien de la Banque mondiale et de la MIGA, en est un exemple. Elle a permis de créer des marchés viables pour l'énergie solaire en Afrique subsaharienne et de fournir rapidement une électricité durable à faible coût, aidant ainsi des pays à répondre à des besoins urgents.



L'érosion des sols causée par les inondations et les cyclones met en danger les communautés côtières du Bangladesh.

— PHOTO : MAHFUZUL HASAN BHUIYAN/BANQUE MONDIALE

